

## L'URSS puissance d'Asie

L'Union soviétique a plus que jamais l'intention d'être reconnue comme une puissance en Asie et dans le Pacifique. Ainsi peut-on résumer le sens des initiatives prises par M. Gorbatchev depuis son arrivée au pouvoir, qu'il s'agisse du renforcement de la flotte soviétique dans la région, de sa volonté de rapprochement avec Pékin ou, plus récemment, de la relance du dialogue avec Tokyo. Mais si la diplomatie montre à la fois plus de nerf et de souplesse, il serait prématuré d'en conclure que les objectifs stratégiques à long terme de l'URSS ont changé.

C'est en tout cas l'impression laissée par les propos tenus à Moscou, mercredi 8 janvier, par l'expert asiatique du Kremlin, M. Michael Kapitsa, qui n'a pas caché la volonté de son gouvernement de lutter contre le « monopole » exercé, selon lui, par les États-Unis sur le Pacifique. Face à ce « danger », a-t-il dit, l'URSS souhaite intensifier le « dialogue » avec les États de la région, notamment avec le Japon, où va se rendre en visite (du 15 au 19 janvier), M. Chirac, ministre des Affaires étrangères. Mais reprendre langue ne signifie pas forcément céder sur l'essentiel, et la « Pravda » n'a pas manqué de le rappeler, mercredi, en réitérant que les « prétentions » nipponnes sur les îles Kouriles — principale pomme de discorde entre les deux pays — sont « illégales et dépourvues de fondement ».

Les récentes ouvertures de l'URSS sur deux conflits régionaux — l'Afghanistan et le Cambodge — doivent être accueillies avec une prudence égale. Dans les deux cas, Moscou souhaite un règlement politique. M. Kapitsa a été un peu plus loin dans ce sens en ce qui concerne le Cambodge. Il a dessiné une formule de règlement comprenant « des élections avec la participation d'observateurs étrangers, puis une conférence avec la participation des trois pays d'Indochine, des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, des pays de l'ASEAN (Association des États non communistes de l'Asie du Sud-Est), de l'Inde et, par exemple, de l'Australie et de la Suède ». Si un tel schéma est accepté, a-t-il ajouté, « le Vietnam pourrait retirer ses troupes du Cambodge en 1987 », sans attendre la date de 1990 avancée par Hanoi.

Mais la formule a encore quelque chose de flou, et il faudra davantage de précisions pour en jauger l'intérêt. On pourrait en dire autant de l'Afghanistan, les « hommes intentions » manifestés par Moscou à ce propos depuis le sommet Reagan-Gorbatchev ne s'étant pas encore traduits dans les faits, si l'on en croit Washington, qui a annoncé, mercredi, un « accroissement notable » des envois d'armes soviétiques sur le terrain ces dernières semaines.

Quant au rapprochement sino-soviétique, sensible depuis un an, il passe par des hauts et des bas, les Chinois rappelant, quand cela leur convient, les « trois obstacles » — Afghanistan, Cambodge et concentration militaire aux frontières septentrionales de la Chine — à une détente bilatérale durable.

Il n'empêche : en Asie comme ailleurs, les Occidentaux doivent s'attendre à devoir affronter une diplomatie soviétique beaucoup plus offensive et dynamique que par le passé. Une diplomatie qui, sans négliger en rien ses amitiés traditionnelles — M. Gorbatchev se rendra cette année en visite en Inde — saura mieux exploiter qu'auparavant les points faibles de l'adversaire.

(Lire page 3 l'article d'ALAIN JACOB sur l'Afghanistan.)

## LA PRÉPARATION DE L'APRÈS-MARS

### M. Fabius, comme M. Barre, craint la « pagaille » de la cohabitation

« Il y a de grands risques que ce soit, dans l'hypothèse où la droite serait majoritaire, la pagaille », a déclaré M. Laurent Fabius, le mercredi 8 janvier, à « L'heure de vérité » sur Antenne 2. Dans un entretien aux « Echos », M. Barre, de son côté, craint que la cohabitation ne porte un coup aux institutions de la V<sup>e</sup> République. « Quelle paralysie pour l'Etat ! », s'écrit l'ancien premier ministre.

Il y a de la « pagaille » dans l'air. M. Laurent Fabius a utilisé ce mot pour qualifier le risque que prendraient les Français à favoriser un retour de l'opposition, au pouvoir. L'opposition qui dénonce depuis près de cinq ans la « pagaille » socialiste estime, quant à elle, que l'anarchie menacerait si elle n'obtenait pas une victoire écrasante aux élections législatives.

Mais les uns et les autres se prennent les pieds dans leurs propres analyses. Dans l'opposition, la situation est toujours aussi confuse, et l'on a du mal à imaginer la couleur du petit matin du 17 mars. A Cayenne, M. Jacques Chirac a continué de prêcher pour la « coexistence » entre l'actuel président de la République et une majorité de droite, à condition que M. Mitterrand laisse la nouvelle majorité appliquer tout son programme. Si le chef de l'Etat refusait de filer doux, alors la crise de régime ne serait pas loin, remarque le président du RPR.

Sur ce dernier point, M. Raymond Barre est d'accord. « L'hypothèse d'un départ immédiat de M. Mitterrand mettrait, sur le papier, MM. Chirac et Barre d'accord. Encore que le premier sache que, dans ce cas, le second serait, selon les sondages, meilleur candidat que lui à l'élection présidentielle. Les déclarations officielles et les espoirs

Seule l'hypothèse d'un départ immédiat de M. Mitterrand mettrait, sur le papier, MM. Chirac et Barre d'accord. Encore que le premier sache que, dans ce cas, le second serait, selon les sondages, meilleur candidat que lui à l'élection présidentielle. Les déclarations officielles et les espoirs

Seule l'hypothèse d'un départ immédiat de M. Mitterrand mettrait, sur le papier, MM. Chirac et Barre d'accord. Encore que le premier sache que, dans ce cas, le second serait, selon les sondages, meilleur candidat que lui à l'élection présidentielle. Les déclarations officielles et les espoirs

Seule l'hypothèse d'un départ immédiat de M. Mitterrand mettrait, sur le papier, MM. Chirac et Barre d'accord. Encore que le premier sache que, dans ce cas, le second serait, selon les sondages, meilleur candidat que lui à l'élection présidentielle. Les déclarations officielles et les espoirs

Seule l'hypothèse d'un départ immédiat de M. Mitterrand mettrait, sur le papier, MM. Chirac et Barre d'accord. Encore que le premier sache que, dans ce cas, le second serait, selon les sondages, meilleur candidat que lui à l'élection présidentielle. Les déclarations officielles et les espoirs

Seule l'hypothèse d'un départ immédiat de M. Mitterrand mettrait, sur le papier, MM. Chirac et Barre d'accord. Encore que le premier sache que, dans ce cas, le second serait, selon les sondages, meilleur candidat que lui à l'élection présidentielle. Les déclarations officielles et les espoirs

secrets fondés sur une analyse réaliste de l'état de l'opinion ne coïncident pas toujours.

De toute manière, M. Mitterrand n'a aucune envie de céder la place le 17 mars. Il l'a dit et le répète. Les troubles de l'opposition le servent. Plus celle-ci s'agite et se divise, plus il peaufine son personnage de président moussaka. Plus fouettard et papa poule à la fois. Indéboulonnable, il rassure ceux qu'inquiètent les chambardements annoncés. Il est donc logique que M. Fabius joue sur ce registre, même si, à trop insister, le premier ministre risque d'accroître l'idée que le président de la République n'a pas la capacité de faire face au désordre.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 6.)

## Le policier et le voleur



« Le caractère, souvent un peu choquant de ce qu'on a lu dans cette affaire, est qu'au lieu de critiquer le comportement du groupe Hersant qui viole la loi, qui est le voleur dans cette affaire-là, on a critiqué la loi comme si c'était dans un vol le policier qu'on critiquait et pas le voleur », a déclaré, le mercredi 8 janvier, M. Fabius à « L'heure de vérité » sur Antenne 2.

(Lire nos informations page 18.)

## SURPRISE DANS LES MILIEUX FINANCIERS

### Le président du Crédit du Nord entre dans une banque privée

M. David Dautresme, PDG depuis juillet 1982 du Crédit du Nord, va quitter son poste pour entrer comme associé gérant chez Lazard Frères. Dans cette banque, il sera chargé de développer tous les produits des marchés de capitaux en France et à l'étranger. Il serait remplacé par M. Bruno de Maulde, actuellement représentant de la France au Fonds monétaire international.

Le président du Crédit du Nord — huitième banque commerciale française, avec plus de dix mille personnes, cinq cents guichets, 30 milliards de francs de dépôts — part chez Lazard Frères, l'un des établissements les plus discrets et les plus actifs, dans tous les domaines.

Au début de cette année 1986, l'événement revêt une signification particulière, du fait même de la personnalité de M. Dautresme, du rôle joué par Lazard Frères et de la modification profonde du contexte financier en France.

M. David Dautresme, en effet, n'est pas n'importe qui. Agé de cinquante-deux ans, ancien de l'ENA, conseiller référendaire à la Cour des comptes, il passe six ans dans l'administration et les cabinets ministériels (celui de M. Debré, ministre des finances)

avant d'entrer, en 1968, au Crédit lyonnais, où il deviendra directeur général adjoint et, pratiquement, dauphin du président (à partir de 1978). Parmi ses tâches avaient figuré, notamment, la réorganisation et l'« humanisation » de l'informatique de la banque, précocement mise en place.

En février 1982, M. Dautresme est choisi par le gouvernement pour prendre la présidence du Crédit du Nord, en remplacement de M. Antoine Dupont-Fauville, devenu, depuis, PDG de NSM (Neufilze-Schlumberger, Mallet). Il avait procédé au redressement de la situation de cet établissement, lourdement affecté par les difficultés du groupe de promotion immobilière Riboulet. Par ailleurs, fin 1981, début 1982, il avait assuré la présidence de la commission pour le développement et la protection de l'épargne, qui avait rédigé le fameux rapport Dautresme sur la relance du marché financier.

Enfin, depuis sa création en 1982, il présidait la commission des activités financières de l'Association française des banquiers. Ce titre, il avait obtenu par son rôle important dans l'élaboration de nouveaux produits financiers, notamment les certificats de dépôts, billets de trésorerie et bons du Trésor négociables, assurant la liaison avec le Trésor. Très compétent dans ce domaine, très considéré dans les milieux financiers pour son expérience et ses références, il fut approché par Lazard Frères, désireux de prendre le tournant de la grande transformation qui secoue actuellement le marché de Paris. Il vient de prendre sa décision après de longues négociations.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 21.)

## Mercredi noir à Wall Street

L'indice américain des valeurs a baissé de 39 points en une seule séance.

PAGE 23

## Répression au Cameroun

Les victimes : l'UPC et la minorité anglophone.

PAGE 4

## Un geste de la Deutsche Bank

Les anciens travailleurs forcés du groupe Flick seront indemnisés.

PAGE 4

## L'Islam et les droits de l'homme

L'offensive de charme de la Mosquée de Paris.

PAGE 10

## Le Monde

### DES LIVRES

— Michel Thérèse et le royaume...  
— Rencontre avec le psychiatre britannique Ronald Laing.  
— Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.

Pages 11 à 14

Etranger (2 à 4) • Politique (6 à 8) • Société (9 et 10) • Culture (15) • Communication (18) • Économie (20 à 23)

Programmes des spectacles (16 et 17) • Radio-télévision (17) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (19) • Carnet (18 et 19) • Annonces classées (20)

## LES TENDANCES DU CHANGEMENT SOCIAL

### La vis sans fin

par PIERRE DROUIN

Si le dirigeant d'entreprise ne veut plus tirer de plans sur la corderie, il lui faudra désormais redonner aux facteurs socioculturels et géopolitiques le poids qu'une conception trop réductionniste de l'économie leur avait fait perdre. Celui qui a la charge de prendre le pouls d'un marché et de détecter les signes de son évolution sait cela depuis longtemps. Mais il travaille le plus souvent sur le court terme. L'investisseur qui doit voir plus loin ne s'avise jamais trop de l'importance pour ses choix de l'évolution des comportements des consommateurs. Et cela à travers la planète.

Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, mais ce qui ne se chiffre pas échappe le plus souvent aux grilles de référence économiques. Comment les y faire rentrer ? Les sociologues ont été sollicités, comme les « prévisionnistes ». Mais la marge d'approximations, d'intuitions diffuses, de raisonnements par analogies fragiles ou d'extrapolations hasardeuses reste souvent très forte. Peut-être être réduite ?

C'est ce qu'a pensé l'Association internationale Futuribles dirigée par M. Hugues de Jouve (1) en montant un système d'enquête original qui permet de sonder et de confronter le point de vue de trois cents experts sur les grandes tendances de l'évolution sociale dans les pays de l'OCDE.

Le premier rapport né de ces travaux, encore sous le boisseau, balaye un champ d'investigation très large puisqu'il s'intéresse aux perspectives démographiques, au système productif, au rôle de l'Etat, aux valeurs et aux modes de vie à l'horizon 2005. Son mérite essentiel est de comparer les orientations du changement social entre trois groupes : l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon.

On connaissait assez bien les tendances lourdes, homogènes, mais beaucoup moins les dispersions de courbes. Ainsi n'est-il pas surprenant par exemple d'enregistrer le phénomène du vieillissement général dans l'ensemble des pays de l'OCDE, mais les variations de 1980 à l'an 2000 sont considérables : la population âgée croîtra de 4 % seulement en Europe du Nord et de 73 % au Japon. Les constations faites accentuent les projections démographiques des Nations unies : la part des personnes âgées dans la population totale serait plus importante et celle des « moins de vingt ans » plus faible.

De même, la proportion d'étrangers dans la population totale, très variable en Europe (de 3,8 % aux Pays-Bas à 14,3 % en Suisse), augmentera, selon ces experts, plus en Amérique du Nord et au Japon, d'ici à l'an 2005. Les politiques de limitation de l'immigration seront peu efficaces, et, dans de nombreux pays,

les nouveaux venus n'adopteront pas le mode de vie national et conserveront leurs traditions. Ce sont les Japonais qui croient le moins à l'assimilation progressive des étrangers.

Leur nombre contribuera un peu à l'élévation du taux de fécondité et à l'accroissement des effectifs des jeunes, mais le grave déséquilibre entre actifs et inactifs n'en sera guère affecté. Nombreux sont ceux qui estiment que la lutte des classes pourrait être remplacée par la lutte des âges. L'exaspération des conflits entre générations ne pourrait être atténuée que par la remise en question de l'âge de la retraite (2) et le développement du travail à temps partiel des personnes âgées.

Réponse inquiétante sur l'attente principale des individus vis-à-vis du couple : sur 104 réponses analysées en détail, l'enfant est cité seulement huit fois et les rubriques principales sont : « un moyen de lutter contre la solitude », « un garant de stabilité et d'équilibre », « un statut social », « un lien propice à l'épanouissement personnel ».

(Lire la suite page 22.)

(1) 55, rue de Varenne, 75007 Paris.  
(2) 100 % des experts japonais et 55 % des américains pensent qu'il sera relâché. Les Européens restent à contre-courant et estiment en majorité que l'âge de la retraite sera encore abaissé, mais les opinions sont très variées suivant les pays.

Jean Cayrol

de l'Académie Goncourt

JEAN CAYROL  
de l'Académie Goncourt

Les châtaignes

RECIT

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Des gestes, des odeurs, un savoir qui ne s'expose pas. Ici, les mots sont essentiels et les êtres densés à force de simplicité.

69 F

S E U I L

# étranger

## LES ÉTATS-UNIS, L'EUROPE ET LE BOYCOTTAGE

Les alliés des États-Unis ont confirmé, mercredi 8 janvier, soit leurs réticences soit leur refus de se joindre au boycott économique de la Libye auquel les avait appelés la veille le président Reagan. C'est notamment le cas de l'Italie et de la RFA, deux des plus importants partenaires commerciaux de la Libye. Rome s'est, d'autre part, joint à Athènes dans sa demande de convocation, dès que possible, des douze ministres des affaires étrangères de la CEE pour étudier la requête de Washington.

● A PARIS, M. Laurent Fabius a expliqué à « L'heure de vérité » d'Antenne 2 (voir en page 6) qu'il convenait d'éviter « un coup d'épée dans l'eau. Si c'est pour avoir des sanctions inefficaces, cela n'a pas d'intérêt », a-t-il dit, indiquant que le ministre des relations extérieures, M. Dumas, avait « joint nos amis allemands et anglais pour une concertation sur cette question qui aura lieu dans quelques jours ».

● A LONDRES, un porte-parole du Foreign Office a répété la position anglaise selon laquelle les sanctions économiques, qu'il s'agisse de l'Afrique du Sud ou de tout autre pays, sont « inopérantes ».

● A MADRID, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré que l'Espagne « n'était pas favorable à l'adoption de sanctions économiques ».

● A BRUXELLES, le gouvernement a renouvelé sa condamnation du terrorisme, mais exprimé son scepticisme sur l'efficacité des sanctions économiques. « La Belgique a toujours dû constater que les sanctions économiques sont peu productives et l'on peut se demander si elles ont beaucoup d'effet réel contre le terrorisme », a indiqué le ministre des affaires étrangères.

● A VIENNE, le chef de la diplomatie, M. Leopold Graf, a expliqué que l'Autriche, en raison de son statut de neutralité, ne saurait

s'associer à des sanctions décidées par d'autres États.

● EN SUISSE, pays qui achète près de la moitié de son pétrole brut à la Libye, un porte-parole gouvernemental a fait valoir qu'il n'était « pas question » de participer à un boycottage du pétrole libyen.

● A OTTAWA, le secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Clark, a indiqué que son pays n'envisageait pas d'ordonner le rapatriement de ses ressortissants travaillant en Libye ni, pour le moment, de restreindre les relations commerciales avec Tripoli.

● A TOKYO, les premières réactions au discours de M. Reagan ont été très prudentes. Le Japon, a déclaré M. Shintaro Abe, ministre des affaires étrangères, « comprend les circonstances » qui sont à l'origine de la décision américaine « et étudiera la réponse à lui apporter ».

Les mesures américaines ont été exposées aux alliés des États-Unis à Bruxelles, dans le cadre de

POTAN, où le chargé d'affaires américain, M. Ledogar, a tenu une séance d'information devant le conseil des ambassadeurs des seize pays membres. Il a indiqué que M. Reagan avait adressé des lettres à leurs chefs d'État et de gouvernement.

● A MOSCOU, l'un des vice-ministres des affaires étrangères, M. Mikhail Kapitsa, a dénoncé mercredi la « politique du gendarme » menée par Washington : « Nous avons soutenu et soutiendrons — et nos amis ont soutenu et soutiendront — la Libye contre les pressions impérialistes des États-Unis ».

L'URSS est le principal fournisseur d'armes — et de conseillers militaires — de la Libye et a très largement contribué à doter ce pays de ses importantes capacités militaires.

Pour sa part, l'Agence Tass assure que l'ordre donné par le président Reagan aux mille cinq Américains travaillant en Libye de quitter ce pays précède à une intervention militaire. — (AFP, AP, Reuter.)

### WASHINGTON : les avoirs financiers libyens aux États-Unis sont gelés

Le président Reagan a poursuivi, mercredi 8 janvier, son offensive contre la Libye en ordonnant de geler les avoirs du gouvernement libyen aux États-Unis. Cette décision concerne les fonds déposés dans les banques américaines et leurs succursales à l'étranger.

Selon un haut fonctionnaire du département du Trésor, ces avoirs s'élèveraient à « quelques centaines de millions de dollars ».

Un tel gel constitue, selon la même source, une mesure de « précaution » visant à décourager d'éventuelles représailles de Tripoli contre les avoirs américains en Libye, évalués à 400 millions de dollars, après les sanctions économiques annoncées, mardi, par M. Reagan contre ce pays. Les États-Unis avaient décrété un gel similaire contre l'Iran après la prise d'otages, en novembre 1979, à l'ambassade des États-Unis à Téhéran.

#### Un rapport du département d'État

La fermeté du chef de la Maison Blanche dans son intervention télévisée paraît avoir recueilli l'adhésion de l'opinion publique américaine. Selon un sondage réalisé par la chaîne de télévision ABC, près des deux tiers des Américains interrogés estiment que le colonel Kadhafi a joué un rôle important dans les attentats aux aéroports de Vienne et de Rome, et 53 % pensent que, si la Libye a aidé des terroristes à mener des actions contre des citoyens des États-Unis, Washington devrait se livrer à des représailles militaires contre ce pays.

D'autre part, les Américains qui contraindraient à la directive signée mardi par M. Reagan et se rendront ou resteront en Libye et commerceront avec ce pays seront passibles

d'une peine maximum de dix ans de prison et 50 000 dollars d'amende.

Pour appuyer ses accusations contre le régime du colonel Kadhafi, Washington a publié, mercredi, un rapport d'une dizaine de pages accusant le dirigeant libyen de mener des activités subversives et terroristes à travers le monde.

Ce document se présente comme une compilation d'informations, pour l'essentiel déjà connues, sur les activités de la Libye dans diverses régions du monde, du Proche-Orient, d'Afrique et jusqu'en Amérique centrale et en Océanie, et sur son soutien à des organisations terroristes dont celle d'Abou Nidal. Il affirme que la Libye abrite « de nombreux camps d'entraînement pour des groupes dissidents étrangers », sans fournir toutefois de preuves tangibles à ce sujet.

Le rapport du département d'État indique aussi, apparemment pour la première fois, que Tripoli, qui appuie l'Iran dans son conflit avec l'Irak, a livré à Téhéran des chars soviétiques T-55 ainsi que de l'artillerie antiaérienne et des missiles sol-sol Scud.

La Libye est enfin accusée d'avoir été impliquée dans des tentatives d'assassinat de chefs d'États arabes modérés, notamment le président égyptien Moubarak. Au total, de 1980 à 1985, la responsabilité de Tripoli, selon Washington, aurait été directement engagée dans cinquante-huit attentats terroristes.

#### Nouvel appel

Un rapport similaire, mais plus détaillé, doit être présenté par les États-Unis à leurs alliés, afin de les convaincre de se rallier au boycott économique de la Libye. Après les premières réactions plutôt négatives,

mercredi, en provenance des pays d'Europe occidentale, la Maison Blanche a lancé un nouvel appel à ces États et a annoncé que des consultations avaient été engagées avec les gouvernements concernés.

« Le terrorisme affecte les pays européens plus que les autres. Ils doivent s'en rendre compte », a déclaré, mercredi, M. Spokes, porte-parole du président Reagan, qui a ajouté : « La coopération de nos alliés et de nos amis est essentielle si nous voulons faire payer un prix élevé au régime libyen de Kadhafi ».

M. Spokes a toutefois précisé que le gouvernement américain n'envisageait pas de représailles contre les filiales étrangères de compagnies américaines qui maintiendraient des liens commerciaux avec la Libye, comme cela avait été le cas en 1982 lors de l'affaire du gazoduc euro-sibérien. — (AFP, AP.)

### BONN : les sanctions économiques ont toujours été inefficaces

De notre correspondant

Bonn. — Après avoir examiné en conseil des ministres l'appel du président Reagan, le gouvernement ouest-allemand a confirmé, mercredi 8 janvier, son refus d'envisager des sanctions économiques contre la Libye. Son porte-parole, M. Friedhelm Ost, a souligné à Bonn que l'importation allemande n'affecte pas le passé, jamais permis d'atteindre les objectifs visés, et a indiqué que le gouvernement poursuivait ses consultations avec les États-Unis et les autres pays européens sur ce qu'il conviendrait de faire face au terrorisme.

Il a rappelé que la situation rendait plus nécessaire que jamais des initiatives pour tenter de régler le conflit du Proche-Orient.

L'Allemagne fédérale est, après l'Italie, le deuxième partenaire commercial de la Libye, dont elle a importé pendant l'année 1985 pour 5 milliards de DM, essentiellement en pétrole. La Libye est le troisième fournisseur de pétrole de la RFA, qui en tire 15 % de ses besoins.

Les exportations ouest-allemandes en Libye atteignent, pour leur part, au cours de la même période, la somme de 1,3 milliard de DM. En outre, les crédits à l'exportation

ont passé des mois dans les poches libyennes en attendant l'expédition de Libyens condamnés en RFA. Lors de l'affaire de l'ambassade de Libye à Londres, en 1984, Tripoli avait averti Bonn que toute campagne antilibyenne aurait des répercussions contre ses ressortissants.

H. de B.

### A LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE DE FÈS Le chef de la diplomatie de Tripoli vante la « sagesse » de l'Europe

De notre envoyée spéciale

Fès. — Rien de neuf. Les menaces ne font pas peur à la Libye, qui poursuit sa lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le sionisme. Telle est la première réaction de M. Ali Triki, ministre libyen des affaires étrangères, après l'annonce, mardi 7 janvier, par M. Reagan des sanctions américaines contre Tripoli.

Le ministre libyen avait, en effet, toutes les raisons mercredi de se féliciter de la motion de solidarité adoptée la veille par les quarante-trois pays islamiques réunis à Fès. Certains ministres ne cachaient d'ailleurs pas dans les couloirs leur agacement de voir ainsi les États-Unis renforcer l'image d'un colonel Kadhafi « seul vrai résistant à l'impérialisme américain » et donc « porte-parole naturel des plus démunis ». Chacun doute ici de l'efficacité de mesures qui ne sont pas les premières prises dans ce domaine par les États-Unis et qui n'ont jamais été véritablement respectées. Pour sa part, M. Ali Triki a observé avec satisfaction :

« L'Europe est sage, a-t-il dit, et a fait constamment preuve de maturité. Je ne pense pas qu'elle répondra positivement à l'appel de M. Reagan. » Quant aux mille cinq cents ressortissants américains qui travaillent en Libye, M. Triki a affirmé : « Ils sont libres de partir s'ils le souhaitent, mais ils vivent en Libye dans la quiétude et en toute sécurité ».

Si l'Organisation de la conférence islamique (OCI) n'envisage pas d'aller au-delà de la solidarité déjà exprimée, les ministres arabes présents à Fès se réunissent ce jeudi pour étudier « la situation créée par les mesures prises à Washington ». On voit mal, tant les liens entre certains de ces pays et les États-Unis sont étroits, que les décisions concrètes pourraient prendre ensemble les pays arabes. Mais, comme le disait le délégué iranien, M. Cyrus Nassiri : « Les résultats de nos débats seront largement suffisants si la conférence adopte une motion de soutien à la Libye ».

FRANÇOISE CHIPAUX.

### PRÉJUDICIALE AUX SOVIÉTIQUES

## Le boycottage pétrolier est très difficile à mettre en œuvre

Le marché pétrolier s'est figé, mercredi 8 janvier, dans l'attente des réactions européennes aux sanctions économiques annoncées la veille par le président Reagan. Si la plupart des opérateurs n'attendaient guère de conséquences des seules décisions américaines, ils reconnaissent, en revanche, qu'un boycottage de l'ensemble des pays européens pourrait se révéler plus efficace, et provoquer des difficultés d'écoulement du pétrole libyen sur le marché, ainsi qu'une reprise des cours des autres bruts. Mais ce boycottage semble techniquement très difficile à mettre en place.

Depuis l'embargo américain de 1981, les États-Unis n'importent officiellement quasiment plus de pétrole libyen, sinon par des canaux détournés et par le biais de produits raffinés dans les Antilles. En soi, le retrait des compagnies ne devrait pas causer de préjudices considérables. Certes, la disparition des seuls acheteurs américains posera quelques problèmes immédiats de mainte-

nance des champs. Contrairement à ce qui s'était passé en 1982 lors du retrait d'Exxon et de Mobil de Libye, les autres compagnies occidentales paraissent peu disposées à reprendre les activités des partants, compte tenu des incertitudes politiques et des conditions financières peu favorables imposées par le pays. Mais la compagnie nationale libyenne n'aura probablement pas de mal à trouver les hommes nécessaires soit en Europe, soit dans les pays de l'Est, qui ont tout intérêt à ce que la Libye maintienne un rythme de production soutenu.

#### Des circuits complexes

Les Soviétiques et les pays du COMECON sont, en effet, parmi les principaux bénéficiaires du commerce pétrolier libyen et pourraient donc pâtir de sa diminution. Une partie importante du brut extrait de Libye est vendue par Tripoli à Moscou en paiement de ses livraisons de matériel militaire (estimées à plusieurs milliards de dollars par an). Mais ce pétrole n'atteint jamais les ports soviétiques. Il est de fait livré aux autres pays auprès desquels Moscou s'est engagé à fournir du brut : Bulgarie, Allemagne de l'Est, Yougoslavie, Finlande, etc. Et ces pays, pour la plupart, revendent en réalité ce brut — d'excellente qualité — sur le marché libre européen afin d'obtenir des devises.

L'importance de ce commerce triangulaire, jointe au fait que l'essentiel du brut vendu par la Libye sert, en fait, à compenser des biens ou des travaux vendus par les pays étrangers — l'Agip est par exemple contrainte d'enlever du brut libyen pour permettre aux fournisseurs italiens de Tripoli d'être payés, — explique la complexité des circuits du brut libyen, et la difficulté d'organiser un boycottage réellement efficace au niveau international.

On connaît certes, approximativement, les clients finaux de la Libye. Au cours des neuf premiers mois de l'année 1985, selon l'Agence internationale de l'énergie, les principaux importateurs étaient, dans l'ordre : l'Italie (10 millions de tonnes, soit 15 % de ses achats totaux de brut), l'Allemagne fédérale (7,6 millions de tonnes et 9 % de ses importations), l'Espagne (3,2 millions de tonnes, 9 % de ses achats), la Grèce (2,4 millions de tonnes et 22 % de ses achats), la Suisse (1,2 million de tonnes, 12 % de ses importations) et l'Autriche (600 000 tonnes, 9 % de ses achats).

Mais des statistiques moins officielles donnent des circuits très différents et il est très difficile de savoir par où transite réellement ce brut avant d'être finalement livré en Europe. Ajoutons qu'en dépit du boycottage une part non négligeable de la production libyenne arrive aussi in fine sur le marché américain par le canal de diverses sociétés de négoce ou d'accords de raffinage à façon.

Il faudrait donc une action concertée de tous les pays impliqués et des consignes draconiennes — que les mille pétroliers sont habitués à tourner, comme le montre l'exemple de l'Afrique du Sud, — pour que les exportations libyennes soient réellement arrêtées. Dans l'immédiat, les décisions américaines n'ont en tout cas eu de résultat concret : si les filiales européennes ou américaines des compagnies américaines observent elles aussi les consignes données à leurs maisons mères, ce qui, pour l'heure, ne semble pas être le cas.

VÉRONIQUE MAURUS.

**En vente chez votre libraire**

## Une invitation à la réflexion

12 leçons de philosophie par

FERDINAND ALQUIE  
CHRISTIAN DELACAMPAGNE  
JACQUES DERRIDA  
JEAN-TOUSSAINT DESANTI  
VINCENT DESCOMBES  
MANUEL DE DIEGUEZ  
ELISABETH DE FONTENAY  
GILBERT LASCAULT  
EMMANUEL LEVINAS  
LOUIS SALA-MOLINS  
MICHEL SERRES

**Le Monde**  
DOUZE LEÇONS  
DE PHILOSOPHIE

52 F

**Une co-édition**  
**La Découverte / Le Monde**

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
570 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur :  
Bernard Wouff.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Sala.

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	584 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

**PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER**

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,90 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 \$ ; G.-B., 66 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,360 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,90 fr. ; Yougoslavie, 110 nd.

مكتبة العالم



# DE LA LIBYE

## ROME : les Douze doivent agir de concert

De notre correspondant

Rome. - Nous ne sommes pas contre le principe de l'assués de rétroaction contre Tripoli, surtout si des preuves irréfutables nous sont fournies de l'implication libyenne dans des actes de terrorisme international, tel le récent attentat de Fiumicino, dit-on en substance au ministère des affaires étrangères italien. Mais nous souhaitons que ces mesures soient prises en accord avec nos partenaires européens. Comme on a déjà constaté ici des refus ou des déviations de Londres, Bonn, Paris, Bruxelles, Madrid et Lisbonne, c'est évidemment la mauvaise manière de répondre, ni oui ni non à l'allié américain.

Par ailleurs, la présidence du conseil a annoncé, mercredi 8 janvier, que M. Craxi se rendra au Caire à l'invitation du président Moubarak dès le 14 janvier. Sachant que le chef de l'Etat égyptien est à la fois l'ennemi le plus implacable du colonel Kadhafi et un homme contraint pour préserver sa position politique intérieure, et peut-être sa vie tout court, de refuser toute intervention trop « poussée » des Etats-Unis contre Tripoli, une telle visite est certainement un autre moyen de se « couvrir » par rapport aux demandes trop pressantes du président Reagan.

On se demande à Rome si le chef d'Etat américain a voulu, en s'adressant à deux reprises personnellement à M. Craxi dans cette affaire, « glisser un coin » entre le chef du gouvernement socialiste et son influent ministre des affaires étrangères, le démocrate chrétien Giulio Andreotti, soupçonné à Washington d'être le responsable de toutes les ambiguïtés italiennes. De fait, le président du conseil avait réagi à l'opération de Fiumicino de façon beaucoup plus vive (« émotive », chuchote-t-on à Rome), se montrant des affaires étrangères) que M. Andreotti. M. Craxi avait immédiatement après l'attentat du 27 décembre mis l'accent sur la

nécessité d'identifier les Etats qui protègent les terroristes, suggérant ensuite en privé que ceux-ci étaient la Syrie, l'Iran et la Libye.

M. Andreotti, en revanche, n'avait pas jugé nécessaire d'interrompre ses vacances, laissant entendre par là qu'il s'agit à ses yeux d'une affaire de police, non un problème de politique internationale. Cette attitude du ministre des affaires étrangères a été diversement appréciée, au sein du Parti démocrate-chrétien.

### Divergences

S'il est vrai que des divergences d'attitude sont perceptibles à de hauts niveaux de la classe politique italienne, rien n'indique, pour le moment, qu'elles déboucheront sur des fractures irréductibles. Ce jeudi, une réunion de cabinet devrait permettre aux principaux ministères de faire le point sur les problèmes liés à la crise en Méditerranée orientale.

Le ministre de l'intérieur, M. Scalfaro ne participera pas à ce conseil. Il devrait partir ce même jeudi pour une tournée de capitales européennes (Vienne, Londres, Paris) en vue d'examiner avec ses homologues certaines mesures envisagées à Rome pour renforcer la lutte contre le terrorisme. Enfin, on confirme ici que la protection et la surveillance des principales bases militaires italiennes et « atlantiques » en Sicile - Comiso, Sigonella et Birgi, - ainsi que de l'île de Pantelleria, avant-poste au sud, ont été renforcées après les menaces du colonel Kadhafi.

JEAN-PIERRE CLERC.

« Brève fermeture de l'aéroport de Tripoli. - A deux reprises, les autorités libyennes ont fermé, mercredi 8 janvier, l'aéroport international de Tripoli, sans fournir d'explications. » (AFP, Reuters).

# DIPLOMATIE

## La recherche d'une solution négociée en Afghanistan

### Une « Finlande islamiste » ?

#### La place du PC

Or ce consensus ne peut être obtenu que si s'établit à Kaboul un régime politique acceptable à la fois par le peuple afghan et par toutes les parties concernées. Est-ce réellement ce que Moscou envisage et non une simple opération tactique qui, à travers une sorte de « paix de braves », - même si l'on parle de « dialogue » et de « compromis », - n'aboutirait qu'à désarmer la résistance, à la diviser et finalement à renforcer à Kaboul un régime inféodé à l'URSS ?

On imagine fort bien quelques changements de personnes dans le régime discrédité de M. Karmal, la mise en place d'un gouvernement « frontiste » comportant des personnalités non communistes - représentatives, par exemple, des milieux d'affaires qui traitent de longue date avec l'Union soviétique, - mais dans lequel la réalité du pouvoir reviendrait à un PC afghan rénové. Hypothèse jugée d'autant plus plausible que des signes précurseurs pourraient y préparer, comme la récente nomination à Kaboul de

ministres non membres du PC et le retour progressif en Afghanistan de jeunes cadres communistes qui ont reçu ces dernières années en URSS une formation politique beaucoup plus solide que celle de leurs camarades restés au terror.

L'autre hypothèse est celle où l'URSS réaliserait qu'elle s'est fourvoyée en 1979 en envoyant ses troupes en Afghanistan, voire, plus tôt en « encourageant » l'installation d'un régime communiste à Kaboul.

#### L'approche de Washington

Ce ne serait pas tout à fait la première fois qu'au nom du réalisme la diplomatie soviétique ferait marche arrière - en sauvant la face. L'heure est, au reste, à ce genre de révision puisque l'on admet aujourd'hui couramment à Moscou que la rupture des relations diplomatiques avec Israël en 1967 fut sans doute une erreur et qu'il serait aujourd'hui souhaitable de la corriger. Autant pour M. Gromyko qui ne devait pas compter beaucoup de concurrents en matière de politique extérieure à l'époque - pas plus qu'à celle de l'invasion de l'Afghanistan, - mais dont l'influence paraît maintenant plus réduite.

Alors, un Afghanistan neutre - comme la Finlande, autre voisin de

l'URSS - mais où les forces qui ont monté en puissance dans la région prendraient, en lieu et place d'un PC importé, une place prépondérante ? Une « Finlande islamiste », en quelque sorte ? Au mois d'octobre 1982, le chef de l'Etat pakistanais, le général Zia, ne pensait apparemment pas à autre chose lorsque - s'exprimant à Pékin, ce qui donnait un relief particulier à ses propos - il suggérait que l'Afghanistan devienne « un Etat neutre, libre, islamique et amical à l'égard de l'Union soviétique ».

Reste à savoir si le problème afghan peut être traité entre Washington et Moscou de manière isolée et indépendamment de progrès sur d'autres chapitres du contentieux entre les deux pays. Le président Reagan a clairement établi la possibilité d'un lien, à l'occasion du sommet de Genève, entre les négociations sur les armements stratégiques et les divers conflits régionaux dans lesquels l'URSS est impliquée. Cette approche n'est pas rejetée à Moscou mais l'ajournement à l'automne d'une nouvelle rencontre avec le président américain montre que M. Gorbatchev ne veut ou ne peut pas aller tout droit en besogne.

ALAIN JACOB.

## LA VISITE EN POLOGNE DU SECRÉTAIRE D'ETAT AUX RELATIONS EXTÉRIEURES

### Varsovie insiste sur le caractère économique des entretiens avec M. Baylet

#### De notre envoyé spécial

Varsovie. - M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux relations extérieures, est arrivé mercredi soir 8 janvier à Varsovie pour une visite qui aurait dû marquer une étape significative dans le lent processus de rétablissement de relations officielles normales entre la France et la Pologne. C'est en effet la première fois depuis l'automne 1981 qu'un membre du gouvernement français prend le chemin de Varsovie, la première fois aussi depuis plus de quatre ans que se réunit la commission mixte économique franco-polonaise, dont les sessions sont en principe annuelles.

Logiquement, la venue de M. Baylet aurait donc dû être un événement, mais elle l'est à peine. La visite surprise et surement franchissante rendue en décembre dernier à Paris par le général Jaruzelski à M. Mitterrand a tout bouleversé, brouillant les cartes des diplomates français. Ces derniers s'efforçaient jusqu'ici, avec une prudente lenteur et en tâchant d'obtenir certaines contreparties, de redonner un tour à peu près normal aux relations d'Etat à Etat, mais avec le sonnet d'été tout geste qui puisse être interprété comme un appui à la politique des dirigeants de Varsovie.

A présent que le général Jaruzelski a d'un coup rablé toute la mise, ces finesses semblent de peu de valeur et la visite de M. Baylet (d'ailleurs primitivement prévue pour décembre dernier) en pâtit tout naturellement. La télévision polonaise n'a cessé, au cours de ces dernières heures, de louer le rôle de M. Baylet, mercredi soir, à l'ouverture

des travaux de la commission mixte, et la veille le porte-parole du gouvernement, M. Urban, avait clairement indiqué que l'intérêt essentiel de cette visite était de nature économique.

Le secrétaire d'Etat, dont l'interlocuteur direct sera le ministre polonais du commerce extérieur, sera cependant reçu par le (nouveau) ministre des affaires étrangères, M. Marian Orzechowski. Mais c'est bien le moins, d'autant que le titre porté par M. Baylet n'a pas d'équivalent exact dans la hiérarchie polonaise.

Cela dit, et même si son retentissement n'est pas considérable, la venue de M. Baylet n'en pose pas moins aux responsables français un problème désormais classique que doivent résoudre tous les responsables occidentaux en visite à Varsovie. Il s'agit de montrer, par des gestes appropriés, qu'on n'a pas oublié Solidarité, tout ce que le syndicat dissous a représenté et peut encore représenter, sans pour autant enfreindre un certain savoir-vivre diplomatique, ni susciter le courroux des bêtes officielles.

#### L'audience de Mgr Glomp

Que faire et comment ? Déposer une gerbe ? Contacter des « opposants » ? Du côté français, la plus grande incertitude a semblé régner jusqu'à la dernière minute, et même la démarche la plus « facile » - une demande d'audience à Mgr Glomp - n'a été entreprise qu'assez tardivement, mais néanmoins favorablement accueillie. Le notable radical-socialiste devrait donc être reçu ce

jeudi par le primate de la très catholique Pologne. Les dirigeants de Varsovie ne s'en offusqueront pas. Le coup de chapeau à l'Eglise est une pratique admise, quasi institutionnelle, à laquelle se livrent d'ailleurs la presque totalité des visiteurs occidentaux.

Pour le reste, c'est-à-dire le plus délicat, il faudra sans doute improviser dans le peu de temps disponible (M. Baylet, arrivé très tard mercredi soir en provenance d'Islande, a néanmoins résolu d'avancer son départ de quelques heures et de quitter Varsovie tôt vendredi matin).

#### Nouveaux projets

La commission mixte, qui avait commencé ses travaux avant son arrivée, doit s'efforcer de relancer une coopération économique plutôt mal en point. La France est passée en quatre ans de la seconde à la sixième place parmi les partenaires commerciaux occidentaux de Varsovie, et les échanges bilatéraux pour les neuf premiers mois de l'an dernier ont été fortement déficitaires pour Paris (644 millions de francs de déficit).

Divers contentieux déjà anciens devraient aussi être réglés, en particulier à propos d'un contrat que Pechiney n'a pas mené à son terme faute, entre autres, de paiement du côté polonais. Il sera question aussi de nouveaux projets, en particulier dans le domaine de l'automobile. Renault se trouvant en concurrence avec Fiat et le japonais Daihatsu pour l'éventuelle installation d'une unité de production en Pologne, une affaire estimée à 3 milliards de francs mais qui, comme toutes les autres, dépend étroitement des conditions de crédit que la France serait prête à accorder.

Sur ce terrain, la Pologne a d'ailleurs des besoins pressants puisque, malgré divers accords de rétablissement de sa dette, elle n'est toujours pas en mesure de faire face à ses engagements, en particulier auprès des gouvernements occidentaux, et fait constamment valoir que, pour rembourser, il lui faut absolument obtenir d'abord de nouveaux crédits. Ce qu'on semble prêt à lui accorder du côté français est loin de répondre aux vœux des négociateurs polonais, mais n'est malgré tout pas tout à fait négligeable : 100 millions de francs à court terme et 70 millions à long terme.

JAN KRAUZE.

## PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE L'UEO

### M. Jean-Marie Caro estime que l'Europe doit « participer activement » à l'IDS américaine

M. Jean-Marie Caro, député UDF du Bas-Rhin et président de l'Assemblée parlementaire de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), devait prononcer jeudi matin 9 janvier, au cours d'un colloque organisé au palais du Luxembourg sur le thème : « Les nouvelles technologies et la défense de l'Europe », un discours dans lequel il évoque ce qui pourrait être l'attitude du Vieux Continent par rapport à l'Initiative de défense stratégique du président Reagan.

M. Caro estime : « Ceux qui se montrent les plus réservés à l'endroit de l'IDS sont les premiers à redouter un découplage entre une défense proprement américaine et la défense de l'Europe. C'est par une participation active de l'Europe à l'Initiative américaine, et non par des tentatives, de toute façon vaines, pour projeter dans l'avenir ce qui a assuré notre sécurité au cours des trois dernières décennies, que les Européens peuvent utilement contribuer à leur propre défense, et demeurer présents dans la course aux technologies nouvelles qui, avec ou sans notre assistance, se poursuivra inévitablement. Ce n'est

pas une attitude passive de l'Europe qui lui permettra de faire durer davantage une situation dont elle ne mesure les aspects positifs qu'au moment où elle lui paraît menacée. Mais c'est en affirmant vigoureusement son existence dans le domaine de la défense qu'elle pourra exercer une influence, dont rien ne permet de dire qu'elle sera négligeable, sur l'ensemble de l'alliance et sur sa politique de défense. »

« On ne peut plus, désormais, assimiler dissuasion et arme nucléaire, pense M. Caro. La défense de l'Europe exige la mise au point permanente des instruments d'une dissuasion appropriée à une menace qui, elle aussi, évolue pour s'adapter aux perfectionnements de notre défense. Ce n'est pas en nous pliant au choc qu'il faudrait faire du moment, du lieu et des armes que nous pourrions amener l'Union soviétique à renoncer à faire usage de la force dont elle dispose, mais, au contraire, en lui démontrant que nous sommes en mesure de porter tout conflit qu'elle déclencherait au niveau qui nous conviendrait. »

## PAR PEUR DES ATTENTATS

### Les touristes américains boudent l'Europe et le Proche-Orient

New-York (AFP). - Face à la recrudescence du terrorisme, de nombreux touristes américains ont changé leurs plans au cours des six derniers mois, renonçant notamment à se rendre en Europe occidentale ou au Proche-Orient, a rapporté mercredi 8 janvier le New York Times.

Après le détournement du Boeing de la TWA au départ d'Athènes en juin dernier, au cours duquel un Américain avait été tué, le trafic aérien à destination de la Grèce avait baissé de 31 % au mois d'août, selon des statistiques du gouvernement américain.

Un sondage réalisé l'été dernier par une association d'agences de voyages, US Travel Data Center, a montré que sur les 6,5 millions d'Américains qui avaient fait des réservations pour se rendre à l'étranger, 1,1 million avaient modifié leurs lieux de destination après ce

détournement et 850 000 purement et simplement annulé leur voyage.

Immédiatement après les attentats meurtriers des aéroports de Rome et de Vienne le 27 décembre, près de quatre millions de réservations ont été annulées sur des vols de la TWA, rapporte le quotidien new-yorkais. Le détournement de l'Achille-Lauri en octobre dernier et celui d'un appareil égyptien en novembre, qui s'est terminé tragiquement par la mort de soixante personnes à Malte, ont encore renforcé le sentiment de peur chez certains touristes américains.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a estimé mercredi 8 janvier à plus d'un milliard de dollars les pertes en revenus touristiques des pays européens et du Proche-Orient dues à cette crainte du terrorisme.

### Egypte

#### APRÈS LE SUICIDE DU « POLICIER-FOU » DU SINAI

### Manifestation d'étudiants au Caire

Le Caire (AFP). - Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté, sans incident, mercredi 8 janvier, au Caire - en faveur de la vérité sur la mort de Suleiman Khater - le policier condamné pour le meurtre de sept Israéliens en octobre dernier dans le Sinaï et trouvé pendu mardi à l'infirmerie de la prison militaire de la capitale égyptienne. Les manifestations ont eu lieu dans le quartier de l'université islamique d'Al Azhar et dans celui de l'université d'Elin Chams. Les autorités, qui craignent depuis l'annonce du suicide, une reprise de l'agitation islamique antigouvernementale, avaient dépêché sur place d'importantes forces de police qui ont bouclé les secteurs de l'ambassade israélienne, celui d'Al Azhar, et celui de la place al Hussein. Il n'y a pas eu d'affrontements entre policiers et manifestants, ces derniers scandant des slogans tels que : « Dieu est unique et Suleiman Khater est l'ami de Dieu » ou « le sang de Suleiman Khater est en nous ».

Les autorités ont catégoriquement démenti les rumeurs selon lesquelles le policier aurait été assassiné.

### Disparition en Méditerranée d'un chasseur F-18 américain

Naples (AP, Reuters). - Un appareil de chasse F-18, qui était basé sur le port-aéronef Corvù-Ses de la VF (Force aérienne croisée) en Méditerranée, a été porté disparu mercredi 8 janvier. Il se serait abîmé en mer au large des côtes françaises,

a indiqué un porte-parole de la marine américaine, le lieutenant Gregg Hartung.

L'appareil dépendant de l'escadron d'attaque aéroportée maritime « 314 » a disparu lors d'une mission d'entraînement au large de Nice.

# OTTAGE

« Affaires américaines... séance d'information... M. Reagan... »

# DUES

## lier

### en œuvre

« organiser un boycottage... »

« statistiques... »

# nde

## ABONNEMENTS

« BP 507 09... »

# EUROPE

RFA

## A LA REQUÊTE DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE La Deutsche Bank accepte d'indemniser les anciens travailleurs forcés du groupe Flick

De notre correspondant

Bonn. — S'efforçant de couper court à l'émotion suscitée par les déclarations antisémites du député bavarois Hermann Fellner, la Deutsche Bank a annoncé, mercredi 8 janvier, que les firmes Feldmühle et Nobel mettaient à la disposition des organisations juives la somme de 5 millions de deutschemarks (15 millions de francs) à titre humanitaire pour les survivants des travailleurs forcés utilisés pendant la guerre dans l'industrie allemande. Cette décision fait suite à la demande formulée, en décembre, par le président du Conseil central juif de RFA après le rachat par la première banque allemande des avoirs du groupe Flick, auquel les deux firmes appartenaient.

Contrairement à d'autres industries allemandes, le fondateur du groupe Flick s'était obstinément refusé après la guerre à verser des réparations à ses anciennes victimes, malgré une promesse initiale de 5 millions de deutschemarks. Les organisations juives avaient tenté, mais en vain, jusque dans les années 60, de faire revenir Friedrich Flick sur son refus. Ce dernier avait été condamné en 1946 à sept ans de prison par le tribunal de Nuremberg, puis libéré par anticipation en 1951 mourut en 1972.

La vente du groupe, en décembre dernier, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank, qui est chargée de

le transformer en société par actions, avait rapporté à son héritier Friedrich Karl Flick la somme de 5 milliards de deutschemarks avant impôt. Une excellente opération pour la Deutsche Bank elle-même, qui devrait réaliser au bout du compte un important bénéfice. La demande des organisations juives, qui faisaient valoir que, devant de tels chiffres, il ne coûterait pas grand-chose à la première banque ouest-allemande de faire un geste envers le millier de travailleurs forcés survivants, s'était heurtée dans un premier temps à une réponse évasive de l'établissement. Selon l'agence de presse DPA, un porte-parole de la banque avait estimé qu'il s'agissait d'une affaire regardant l'ancien propriétaire.

### « Déclarations antisémites »

L'affaire en serait peut-être restée là si un des responsables politiques du parti CSU, membre de la coalition au pouvoir à Bonn, M. Fellner, n'avait pas jugé cette demande déplacée si longtemps après la guerre. « Elle va réveiller l'impression que les juifs sont toujours là à tendre la main dès qu'on entend tinter l'argent dans les caisses allemandes », avait déclaré, dimanche, dans une interview, le responsable du groupe parlementaire CSU pour les affaires intérieures. Ces propos ont provoqué immédiatement une tempête de protestations. Du président de la communauté juive,

M. Galinski, mais aussi du Parti social-démocrate et de certains membres du Parti libéral. Le président de la CSU, Franz Josef Strauss, a été sommé de s'en désolidariser. « Il aurait été du devoir de la CSU d'appuyer la demande des anciens travailleurs forcés après de Flick et non pas de les contraindre par des déclarations antisémites », a estimé M. Galinski.

La rapidité de la décision de la Deutsche Bank semble indiquer que celle-ci n'est pas restée insensible aux répercussions de l'affaire au moment où elle est en train de négocier la répartition dans le public des actions Flick. Le porte-parole du gouvernement, M. Ost, s'est borné à estimer mercredi que les propos de M. Fellner avaient été « pour le moins maladroits », ajoutant que le versement fait par la Deutsche Bank devrait permettre de calmer les esprits. Les principaux responsables de la CSU et du Parti démocrate chrétien du chancelier Kohl ont en revanche préféré garder le silence. Un silence qui ne devrait guère satisfaire la communauté juive ouest-allemande, inquiète depuis l'affaire de Bitburg du développement dans certains secteurs de l'opinion d'un nouvel antisémitisme diffus. Cette inquiétude n'est d'ailleurs pas uniquement le propre des dirigeants juifs. Elle a été exprimée dimanche à Bad Neuenahr par le président de l'Eglise évangélique de Rhénanie.

HENRI DE BRESSON.

Belgique

## M. Vanden Boeynants, ancien premier ministre, est jugé pour fraude fiscale

Pour la première fois dans l'histoire de la Belgique, un ancien premier ministre a comparu mercredi 8 janvier devant une chambre correctionnelle. Accusé de fraude fiscale, Paul Vanden Boeynants — qui a abandonné la plupart de ses mandats électifs, et dont l'immunité parlementaire avait été levée en 1982 — continue de nier les faits qui lui sont reprochés : dissimulation de revenus, création de sociétés fictives, fausses déclarations. Au total,

une centaine de chefs d'accusation qui n'ont, précisément, rien à voir avec ses fonctions politiques. Maladresses ou malversations ? Les juges bruxellois auront environ six semaines pour trancher.

Paul Vanden Boeynants a déjà accepté un redressement fiscal de 24 millions de francs belges (environ 3,6 millions de francs).

## Les gros ennuis d'un « Brusseleer »

De notre correspondant

Bruxelles. — Paul Vanden Boeynants, c'est d'abord « VDB », le seul homme politique à avoir imposé ses initiales, signe d'une popularité qui ne s'est jamais démentie. Et VDB, c'est un « Brusseleer », comme se surnomment eux-mêmes les « vrais » Bruxellois.

Ni Flamand ni Wallon, il parle aussi bien (ou aussi mal, disent ses adversaires), le français que néerlandais. Le « Brusseleer » irrite quelque peu les habitants des autres régions du royaume, qui lui reprochent sa gouaille, sa faconde, et aussi son goût manifeste pour « arranger ses bidons » — traduire : se débrouiller, au bénéfice d'un peu trop exclusif de ses propres intérêts. Le « Brusseleer » a eu son heure de

gloire — Brel l'a chanté — à un moment où la Belgique, unie autour de sa capitale, pouvait accueillir des expositions universelles. Aujourd'hui, dans un pays de plus en plus éclaté, il se demande de quoi sera fait le lendemain.

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs

spéciaux pour assainir les finances publiques (déjà !).

Aux élections qui suivent, VDB, alors au faite de sa gloire, obtient à Bruxelles 116 000 voix de préférence (un électeur, en Belgique, en fait le lendemain).

Le mérite de Paul Vanden Boeynants aura été d'être l'un des premiers à prédire l'éclatement progressif de la capitale belge.

Car VDB, c'est avant tout un extraordinaire animal politique, doublé d'un homme d'affaires tout aussi efficace. Elu député social-chrétien en 1949 — il a trente ans, — il devient en 1958 ministre des classes moyennes.

En 1961, il est président du Parti social-chrétien, à l'époque unifié. Et en 1966, comme premier ministre, il dirige une équipe social-chrétienne-libérale, et demande des pouvoirs



ادعائهم

entre l'UPC  
phone

ont été arrêtées, tant à Yaoundé, dans la région de la région, à Douala, la capitale du Cameroun.

decesseur,  
tre face  
les.  
tannique,  
ilus proche  
té francophone,  
pans...

idjo - (l'ancien chef de  
réapparues, notamment  
ceux de la brigade mixte  
MIM) de Yaoundé.  
a rendu publique une pro-  
le-de-quinze personnes ar-  
qui elles, figure M. Zeze  
ing Samuel, détenu depuis  
toire, soit quelques mois  
à retour au Cameroun  
l'en long exil. L'UPC  
M. Zeze Samuel avait  
négozié son retour avec  
un Bitya et qu'il a été ar-  
est où une campagne de  
verballes à l'UPC se déve-  
lons la région de Sangha-

américain anglophone, des  
adions, essentiellement de  
et d'étudiants, auraient  
en novembre à Bamenda,  
ments publics auraient été  
Selon certaines informa-  
t confirmées, les manifes-  
tations remplacées par des  
l'ya par celui de M. Ahidjo  
d'autres endroits, substitu-  
é au nigérien au drapeau  
nais. Des renforts militaires  
dépêchés dans la région de  
Selon l'UPC, il y aurait  
bras, et les frontières avec le  
Niger, aujourd'hui étroite-  
ment surveillées.

problème - anglophone n'ex-  
tinue. La mobilisation et  
la détermination de con-  
tiner de la population le sont  
tous. Des mémorandums  
d'une part, par les di-  
recteurs, par les notables  
soutenus à tous les dé-  
partements, parlementaires,  
sénateurs, etc., pour dresser  
des exemples qui, selon les  
différents textes, prouvent que  
l'UPC sont considérés  
des citoyens de seconde  
catégorie (par rapport aux  
français) dans l'accès au  
travail, sous-équipement de  
l'anglophone, un maître  
structurel, sous-  
évaluation dans la vie politique,  
financière et sociale, inégalité  
salaires d'emploi, les stages  
gr, etc.

sur la question anglophone  
aucun doute beaucoup plus  
pour le régime de M. Biya.  
Il est des "uprésistes". Tout  
sans précédent, il n'a pu  
satisfaire les revendications  
population qui se sent trahi  
par le régime et qui a  
surtout d'être gruger par  
les riches francophones pro-  
moteurs des richesses préexis-  
tantes, mais peu enclins à  
utiliser le Cameroun comme

Nien n'a changé...

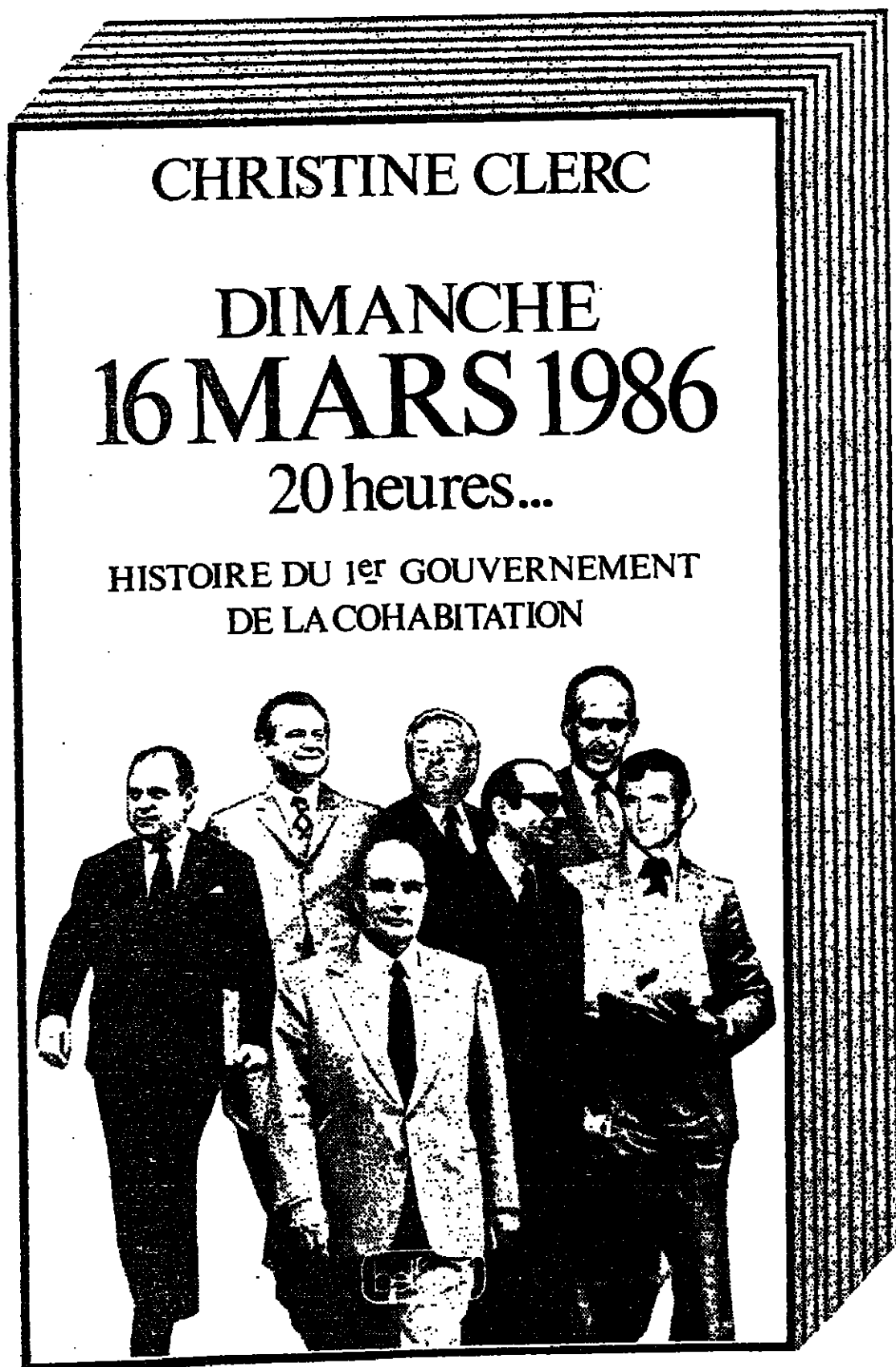
politique de répression est  
la plus préoccupante qu'elle  
soit. Un processus d'auto-  
censure est en cours. Lors de  
le début 1983, le 24 août,  
des de ce congrès ont été  
sur d'un important remaniement  
ministériel, qui a vu le départ  
du gouvernement des ministres les  
ostiles à la libéralisation de  
l'arrivée de personnalités  
nouvelles. Par souci de calme le  
régime, M. Biya avait essayé  
des postes dans le secteur  
aussi éminents que ceux  
d'anciens "patrons" de  
M. Ahidjo.  
Le régime de fondamental n'a vrai-  
ment changé au Cameroun depuis le  
grès du renouveau. La  
se gouvernementale comme  
surtout, à la fois par les ré-  
formes et le changement manifeste  
fonctionnaires, l'extrême cen-  
sure des dossiers, le refus de  
l'indépendance de la République.  
Le régime, dans les faits, est  
des dont fort peu de choses  
sont en ce qui concerne la  
liberté d'expression, comme  
dans d'autres pays, comme  
l'Algérie. Enfin, le régime de  
l'économie, les mêmes  
sont concernés. L'absence de  
de décisions se font attendre  
sans doute, ce que l'on  
s'attend à ce que l'on  
le "malaise" des Bamileke  
aux agents économiques de  
persiste. Dans ces conditions,  
la situation de la répression  
des opposants et en par-  
ticulier, ressemblant fort à celle  
de M. Biya, à une suite de

LAURENT ZECCHIN

# n'attendez pas LE DIMANCHE 16 MARS 20 HEURES

*pour savoir*

- quelle sera la composition de la nouvelle Assemblée
- qui François Mitterrand nommera Premier ministre
- comment Raymond Barre, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac cohabiteront
- qui, de Laurent Fabius, Lionel Jospin, Pierre Mauroy ou de Michel Rocard s'imposera à la tête du parti socialiste
- si le franc sera dévalué (et de combien) et comment réagira la Bourse
- combien de temps durera "l'état de grâce" de la cohabitation et qui déclenchera la crise conduisant la rupture
- si François Mitterrand se représentera aux élections présidentielles, contre qui et... quand.



*lisez le livre de*

**CHRISTINE  
CLERC**

*qui répond à ces questions  
et à quelques autres  
que vous ne vous êtes  
pas encore posées...*

belfond

Publiscopie

# politique

A « L'HEURE DE VÉRITÉ »

## La cohabitation a très peu de chance de marcher estime le premier ministre

M. Laurent Fabius a déclaré, le mercredi 8 janvier, au cours de l'émission « L'heure de vérité », sur Antenne 2, que la cohabitation « a très peu de chances de marcher ».

« Institutionnellement, a-t-il dit, ce serait extraordinairement difficile, non pas essentiellement, à cause des rapports entre le président de la République — qui exerce sa fonction — et le premier ministre, mais parce que les partis de droite, leurs dirigeants ne s'entendent absolument pas. Il n'y a, quoiqu'on dise, pas de majorité durable (...). Ils n'auraient à l'esprit que de se faire des crocs-en-jambe pour pouvoir arriver, le plus vite possible et dans le meilleur état, sur le marchepied de l'Élysée. »

Le premier ministre estime, d'autre part, que le programme économique « très dogmatique, très idéologique » de l'opposition « ne fonctionnerait pas » et que les syndicats et l'ensemble des Français ne regarderaient pas sans réagir « toute une série de conquêtes sociales annulées ».

M. Fabius a reconnu, au sujet des Français, dont le revenu s'est amélioré le plus depuis 1981, que « le paradoxe est que ce sont à la fois, vraisemblablement, les smicards et les boursiers ». Il a indiqué que le gouvernement avait eu trois soucis par rapport aux placements financiers : « Encourager les entreprises, parce que les entreprises profitent, à la fois, à l'économie toute entière et à leurs salariés ; pour cela, il faut

encourager les placements en argent qui vont aux entreprises et, en particulier, à la Bourse. Deuxièmement, faire en sorte que toute une série de complications soient supprimées : c'est moi-même, lorsque j'étais au poste du budget, qui ai simplifié cet impôt stupide sur les plus-values. Troisièmement, avoir une disposition de justice fiscale qui est, précisément, celle que les partis de droite veulent éliminer. Nous avons créé l'impôt sur les grandes fortunes parce que nous pensions que, dans une période où il y a un effort de solidarité à faire, il est normal que ceux qui ont le plus de fortune paient un impôt sur les grandes fortunes et que ceux qui n'en ont pas ne paient pas d'impôt. »

Le premier ministre a souligné que, « sur l'ensemble de la période, de 1981 jusqu'à cette année, il y a eu une augmentation moyenne — pas pour chaque individu, mais en moyenne, du pouvoir d'achat qui est de l'ordre de 3 %, alors que dans d'autres pays, il y avait des reculs ». Il a annoncé, en outre, que la somme de devises que les touristes français pourraient emporter à l'étranger va passer de 5 000 francs à 12 000 francs « dans les jours qui viennent ».

À propos de l'emploi, M. Fabius a déclaré possible de s'engager à inverser la tendance sur les cinq ans à venir, mais impossible de le faire « avec des chiffres précis », car « c'est pas le gouvernement qui (...),

en appuyant sur un bouton, décide de créer (des) emplois ». Interrogé sur les 500 000 emplois perdus depuis 1981, le premier ministre a déclaré : « Est-ce que vous ne trouvez pas que, souvent, c'est à nous qu'est revenu de faire le sale « boulot », précisément parce qu'il n'avait pas été fait avant ? Et ce sale « boulot », c'est un déclinement, à chaque fois, lorsqu'il faut fermer une entreprise, parce qu'elle n'a plus de besoins, lorsqu'il faut licencier, parce que, si on ne licencie pas vingt personnes, cela va être deux cent cinquante qui vont être licenciés. Mais ce « boulot » (...) c'est la gauche (qui l'a fait), et c'est son courage et c'est son honneur de l'avoir fait, parce que c'est l'intérêt du pays, parce que, à terme, nous pouvons moderniser et créer des emplois. »

Interrogé sur le « trouble » qu'il avait exprimé lors de la visite du général Jaruzelski à Paris et sur le point de savoir s'il avait été « troublé », aussi, par la rencontre du président de la République avec le colonel Kadhafi, en Crète, en novembre 1984, M. Fabius a répondu : « Non, le président de la République m'en avait informé, et c'est quelque chose à quoi j'avais été associé ». Question : « Mais il aurait suffi qu'il vous informe de la visite du général Jaruzelski pour que vous ne soyez pas troublé ? » Réponse : « Ce sont des questions qui regardent, là, directement le président et le premier ministre. »

À propos de l'appel au boycottage de la Libye, lancé par le président Reagan, M. Fabius a déclaré, que la France a, « depuis maintenant trois ou quatre ans, diminué (son) volume de relations avec ce pays » volume qui est « de l'ordre de trois fois moins » ce qu'il était avant 1981. « La question est de savoir s'il faut aller plus loin », a ajouté M. Fabius. Il a indiqué que, après consultation, mercredi entre le président de la République, le ministre des relations extérieures et lui-même, il avait été décidé qu'une « concertation va avoir lieu dans les tout prochains jours » avec la Grande-Bretagne et la RFA.

Selon M. Fabius, les sanctions prises par les États-Unis à l'encontre de la Libye en 1981 n'ont « rien donné ». Le premier ministre s'est déclaré favorable à « des sanctions efficaces ». « Si c'est pour avoir des sanctions inefficaces, ça n'a pas d'intérêt », a-t-il précisé.

Interrogé, enfin, sur l'assassinat de Jacques Perrot et sur ce que ce dernier avait pu découvrir de trafics éventuels impliquant sa belle-mère, M<sup>me</sup> Cons-Boutoul, M. Fabius a déclaré : « Nous ne parlons jamais d'affaires. Je le connais depuis plus de 25 ans, c'est mon plus proche ami ; c'était un garçon d'une générosité et d'une gentillesse formidables, et je voudrais que, dans tout le bruit qu'il y a, aujourd'hui, on pense d'abord à lui et au chagrin de ceux qui l'aimaient. »

## La crainte de la « pagaille »

(Suite de la première page.)

En fait, les socialistes n'ont qu'un espoir sérieux en tête : empêcher le RPR et l'UDF d'obtenir à eux seuls la majorité absolue à l'Assemblée nationale, et permettre ainsi au Parti socialiste, qui aurait franchi la barre des 30 % des suffrages, d'être le pôle obligé de toute formule gouvernementale, étant entendu que le gouvernement serait dirigé par un socialiste, afin d'assurer une « continuité tranquille », comme dit M. Fabius.

A demi-mots, M. Mitterrand ne dit pas autre chose lorsqu'il observe que, sous la V<sup>e</sup> République, les majorités sont composées, sauf exception, de « coalitions », et qu'il déconseille aux socialistes d'en former une avec la droite : cela ferait désordre.

Reste donc, pour eux, une seule hypothèse crédible : la formation d'un gouvernement « provisoire » temporaire, rendue possible par l'absence d'une majorité de coalition à droite. On comprend qu'ils aient beaucoup de mal à le dire clairement, tant ils seraient, eux aussi, accusés de courir au devant de la « pagaille ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

## Moins de « style », plus de Fabius

Socialiste, premier ministre et heureux de l'être, c'est ainsi que M. Laurent Fabius s'est lui-même défini dans le dernier quart d'heure de « L'heure de vérité », sur Antenne 2, le mercredi 8 janvier. Il a ajouté à ces trois éléments « un certain style », qui, a-t-il dit, « est le mien ». Ce « style », toutefois, était moins présent au long de l'émission, ou alors il a évolué. Moins de « style », plus de Fabius, c'est peut-être ce qui a fait de l'émission de mercredi une « prestation » réussie.

Depuis le débat avec M. Jacques Chirac, le 27 octobre dernier, le premier ministre ne parvenait pas à retrouver vraiment le ton juste. Son échec face au président du RPR n'étant sans doute pas seulement affaire de tactique, mais aussi la conséquence d'événements antérieurs quelque peu « déstabilisants », dont la série, d'ailleurs, ne s'est pas arrêtée là. M. Fabius s'était affirmé capable de faire de la difficulté un atout. Il a donné l'impression, mercredi, d'être sur la bonne voie pour y parvenir.

La page semble tournée, et, pour ce qui est de la dernière période en date — l'expression de son « trouble » lors de l'audience accordée par M. François Mitterrand au général Jaruzelski, — M. Fabius y a mis le point final de la seule façon qui valait, en donnant lui-même la clé de l'affaire : lors de son entrevue avec le colonel Kadhafi, en Crète, un an auparavant, le président de la République, que, a-t-il dit, l'avait « informé ». Le premier ministre ne pouvait signifier plus clairement que tel n'avait pas été le cas pour la visite du chef de l'Etat polonais à Paris.

### Une minute sans fard

M. Fabius s'est montré d'avantage lui-même, notamment, dans sa charge contre M. Robert Hersant, un homme qui ambitionne de contrôler, outre une part considérable de la presse française, vingt députés et une chaîne de télévision — ou lorsqu'il a défendu l'« honneur » de la gauche, en matière de modernisation

industrielle, d'avoir fait le « sale boulot » que le droit lui avait laissé. Lui-même, c'est-à-dire, peut-être, plus socialiste qu'il n'avait cru devoir l'être dans la première année — fuste — de sa présence à l'hôtel Matignon.

Le dirigeant socialiste en campagne n'a pas, pour autant, décliné le premier rôle, qu'il défendait une évolution des revenus, depuis quatre ans, favorable aux « smicards », certes, mais aussi aux titulaires de placements boursiers. Qui s'est expliqué, aussi, une fois encore, sur les erreurs de la gauche pendant sa première année au pouvoir.

Et puis, de façon inattendue et... troublante, l'homme a été dépourvu, pendant une minute, de tout souci de paraître par l'évocation de l'assassinat de son ami Jacques Perrot et de ce qui est devenu « l'affaire Boutoul ». La question était si triviale qu'il était difficile de la croire si désarmée. C'était, pourtant, criant, la télévision, parfois, impose la vérité aussi impitoyablement qu'elle peut trahir le mensonge.

PATRICK JARREAU.

## LA CAMPAGNE DU PS

### Au loup !

« Dis-moi, jolie droite, pourquoi as-tu de si grandes dents ? » Un invisible chaperon rouge pose la question à un loup — très BCBG — de dessin animé, qui, depuis le lundi 6 janvier, expose sur les murs de Paris, avant de la faire admirer en province, une dentition aussi superbe qu'inquiétante. Ce loup est le seul personnage mis en scène par les socialistes pour la « deuxième phase » de leur campagne d'affichage électoral.

La première phase, qui avait commencé en novembre, c'était la fameuse série des personnages suffoquant d'horreur, qui s'exclamaient : « Au secours, la droite revient ! » (le Monde des 27 et 29 novembre et daté 8-9 décembre). Expérience réussie selon les uns, ratée selon les autres, d'intrusion de l'humour en politique, mais qui, aux yeux des socialistes, a eu le mérite de ne laisser personne indifférent.

M. André Laignel, directeur de la campagne du Parti socialiste, avait alors promis que les socialistes persévéraient dans l'humour. Promesse tenue, puisque ceux qui avaient trouvé drôle la première affiche s'amusaient beaucoup de la deuxième. En outre, comme l'a rappelé M. Laignel, le mercredi 8 janvier, aucune autre formation n'a osé adopter le même ton, ce qui renforce la singularité de la campagne socialiste.

L'affiche du loup présente aussi, pour les socialistes, l'avantage d'« enfoncer le clou » sur le thème du danger de la droite, au moment où l'actualité s'y prête à merveille. « Quand on demande », a lancé M. Laignel, « à la jolie droite pourquoi elle n'aborde toujours pas l'aspect « positif » — les propositions socialistes — qui devait apparaître progressivement dans le message du PS (1). On en est encore à convaincre les Français que les deux seuls ressorts de la droite sont « la soif de revanche » et l'appât du pouvoir ».

Les arguments « positifs », néanmoins, ne devraient plus tarder. Dans sa prodigalité, le PS a commandé (à une autre agence) et payé de ses deniers une campagne « de valorisation de l'équipe gouvernementale », campagne plus classique, aux dires de M. Laignel, qui devrait débiter à la mi-janvier, comme celle que s'est offerte le PS dans les quotidiens, sur le thème « La compétence est à gauche, l'efficacité, c'est la gauche ». Enfin, la troisième et dernière phase de la campagne en cours est prévue pour la mi-février.

Tout cela coûte très cher, et M. Laignel, qui voudrait s'en tenir aux 50 millions de francs prévus, a reconnu que les caisses ne sont pas très pleines, d'autant que la souscription lancée par le PS ne fait, dit-il, que commencer. Appel, donc, au porte-monnaie de ceux qui ont le cœur à gauche, mais aussi appel aux bonnes volontés militantes. M. Laignel réclame une « immense mobilisation ». « Nous avons soixante-dix jours pour l'emporter », a-t-il lancé, en exhortant les socialistes à tenir le pari de « 30 000 réunions ou rencontres avec les Français ».

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, effectuera lui-même une cinquantaine de déplacements,

dont trois en compagnie de M. Laurent Fabius à Marseille, le 15 février, sur le thème de la jeunesse, au Creusot, le 22 février, autour du « monde du travail ». Enfin, ils clôtureront la campagne par un meeting à Toulouse, le 13 mars.

J.-L. A.

(1) Dans un premier temps, deux affiches distinctes avaient été envisagées pour cette deuxième phase : une affiche représentant un panneau du code de la route, avec une seule mention : « virage à droite dangereux », et, en contrepoint, une affiche au contenu « positif ».

## Le petit lexique de M. Fiterman

À l'occasion du premier point de presse hebdomadaire du PCF pour 1986, mercredi 8 janvier, M. Charles Fiterman, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, a délivré aux journalistes un florilège succinct de discours communistes pré-électoraux. Du brout de fonderie, violent contre les socialistes, le langage du parti et euphorique quant à l'avenir. Le responsable communiste n'a pas dit, comme M. Marchais le 12 janvier 1980 sur TF 1, en direct de Moscou, que ce régime était « le plus réactionnaire, le plus antisocial, le plus antirévolutionnaire que la France ait connu depuis longtemps », mais on aurait pu s'y tromper.

**BILAN.** — En réalité, celui des socialistes est « désastreux ». « Pour la première fois depuis la guerre, ce sont les salariés et les agriculteurs qui paient le recul de l'inflation. »

**BOURSE.** — « Une progression en un seul jour est équivalente à celle des salaires en un an. »

**CAMPAGNE.** — Celle du PCF est « très largement et bien engagée. Cinq mille rencontres électo-

**CAPITAL (ISME).** — On assiste au « triomphe d'un capitalisme usuraire et spéculatif. Ce pouvoir met une hargne à montrer qu'il est un super-gestionnaire des intérêts du capital. »

**ÉVÈNEMENT.** — Le score du PCF aux législatives « pourrait bien être l'événement du 16 mars. »

## Propos et débats

### M. Chirac : tout dépend de M. Mitterrand

M. Chirac, dans son discours de Cayenne, le mercredi 8 janvier, a évoqué la « coexistence » d'après-mars en disant : « Nous voulons à la fois le respect des institutions et le respect de la volonté populaire de renouveau qui se sera manifestée. Nous ne voulons ni affrontements partisans ni crise de régime. »

Selon le président du RPR, cela est possible à deux conditions : « Que la nouvelle majorité ne soutienne qu'un gouvernement dont la direction, la composition, le programme soient tels que l'action de redressement puisse commencer immédiatement et sans aucun compromis. Il appartiendra au président de la République de déterminer son attitude. C'est de lui que dépend que notre pays connaisse une crise, selon qu'il s'opposera ou non à la volonté populaire. »

« Ou bien, s'estimant désavoué par les Français, il décidera de se retirer ; ou bien, soucieux de respecter la volonté populaire, il fera en sorte que le gouvernement puisse agir conformément aux engagements qu'il aura pris ; ou bien il multipliera les obstacles sur la route de ce gouvernement. »

### M. Barre : dyarchie et électoralisme

Dans un entretien accordé aux Echos (du 9 janvier) M. Raymond Barre explique notamment que ce qu'il « craint le plus » est l'expérience de cohabitation après mars 1986, c'est le coup porté aux institutions de la V<sup>e</sup> République par un système qui instaurerait une « dyarchie » au sommet de l'Etat et où le président de la République et le premier ministre seraient en désaccord sur des problèmes fondamentaux (...). Et si le président était « mis au placard » au profit d'un régime d'assemblée, quel précédent grave pour l'avenir !

« Il est évident, ajoute l'ancien premier ministre, que dans une telle situation, pleine d'incertitude, il n'y a pas de politique et en particulier de politique économique qui puisse être mise en œuvre, sans parler de la limitation dans le temps de toute action entreprise du fait de l'élection présidentielle à venir ! Je crains même que la tentative de l'électoralisme à court terme ne soit décisive ! Vraiment le pays n'a pas besoin de cela ! »

### M. Rossinot : combattre avant de parler armistice

M. André Rossinot, président du Parti radical valoisien, a estimé, le mercredi 8 janvier, qu'il « ne fallait pas s'encombrer aujourd'hui de toutes les hypothèses de l'après-mars 1986 ». « Quand on va au combat, a-t-il souligné, on ne donne pas le mode d'emploi de l'armistice que l'on serait obligé de signer. » M. Rossinot a déclaré d'autre part qu'il espérait, après les élections législatives de mars « pouvoir jeter les bases d'un grand rassemblement radical ». « Nous aimerions, a-t-il dit, voir tous les radicaux réunis dans la nouvelle majorité, du bon côté, celui de la place de Valois [siège du parti présidé par M. Rossinot]. »

### M. Lefranc : le régime des partis

En réponse aux propos de M. Fabius, M. Pierre Lefranc, président du comité « Appel pour la V<sup>e</sup> République », a déclaré : « Il est très regrettable que le premier ministre ait confirmé le rôle du Parti socialiste d'envisager une coexistence constructive au lendemain des élections, alors qu'il reconnaît qu'un affrontement précipiterait inévitablement la France dans une dramatique confusion. Par ailleurs, en préconisant la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, M. Fabius renforce le clan de ceux qui veulent restreindre le pouvoir du chef de l'Etat pour revenir au désastreux régime des partis. »

## FO ET LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

### M. Bergeron appelle à la tolérance au sein de son organisation

Dans un éditorial publié par FO Hebdo du 9 janvier, M. André Bergeron confirme que son organisation ne donnera aucune consigne de vote pour les élections législatives, imaginant qu'« une moitié des adhérents de Force ouvrière votera dans un sens et l'autre moitié dans l'autre ». Le rassemblement de salariés ayant des options politiques différentes dans une même confédération suppose avant tout, pour M. Bergeron, « la tolérance et la reconnaissance du droit de penser autrement, sans courir le risque d'être montré du doigt, d'être tenu à l'écart et, naturellement, de faire l'objet de quelconques procès d'intention que ce soit ».

Pour M. Bergeron, « cela implique que ceux qui ont des engagements politiques — quels qu'ils soient — s'interdisent de chercher à introduire dans les syndicats Force ouvrière des consignes ou mois d'ordre émanant de l'extérieur. Si

un jour, sous l'effet d'on ne sait quelle aberration, on en venait là, le mouvement ne tarderait pas à se disloquer. Heureusement, l'esprit Force ouvrière est bien vivant ». Le 21 octobre dernier, M. Bergeron avait déjà adressé une circulaire à ses fédérations et à ses unions pour rappeler que les militants de FO qui s'engageraient dans la campagne « ne devaient en aucun cas, sous aucun prétexte, se prévaloir de leur appartenance à Force ouvrière ».

Quant au débat sur la cohabitation, il « ne concerne pas la confédération. Elle n'exprimera pas d'opinion sur la question ». Le 7 janvier, la commission exécutive de FO a demandé aux responsables de ses unions départementales « d'intervenir auprès des députés et des sénateurs pour leur demander de voter contre le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail ».

recul et une stabilisation des effectifs pour la première fois depuis longtemps. La mobilisation grandit autour du vote communiste, on la constate dans les derniers sondages et les progrès se caractérisent dans les élections partielles. »

**TUNNEL.** — « A deux mois des élections, le pouvoir socialiste refait aux Français le coup du bout du tunnel. » Ainsi M. Mitterrand et le gouvernement « sont en train de battre des records de démagogie » en dressant « un tableau idyllique de la situation qui est à la limite de la provocation, voire de l'insulte, à l'égard de ceux qui souffrent. Il y a là de quoi susciter beaucoup d'indignation et de colère. »

O. B.



**SPECIAL AMIGA**  
Le micro-ordinateur son et lumière.  
Tout sur cette machine de rêve signée Commodore.

18 F EN VENTE PARTOUT

مکان العمل



... LE MONDE - Vendredi 10 janvier 1986 - Page 7

# POLITIQUE

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 8 janvier au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

### ● RELATIONS COMMERCIALES AVEC L'AFRIQUE DU SUD

Sur proposition du ministre des relations extérieures, le conseil des ministres a adopté un projet de décret fixant le régime d'importation, d'exportation et de réexportation de certaines marchandises en provenance ou à destination de l'Afrique du Sud.

Ce texte applique les décisions arrêtées le 10 septembre 1985 par les États membres de la Communauté européenne, à la lumière notamment des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

### ● RÉMUNÉRATION DES FONCTIONS DE CHEF DE SERVICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Sur proposition du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le conseil des ministres a adopté un projet de décret fixant le niveau de la rémunération dont peuvent bénéficier, après leur titularisation dans le corps des inspecteurs de la formation professionnelle, les personnels contractuels exerçant les fonctions de chef de service de la formation professionnelle.

### ● LE BILAN DE L'EXÉCUTION DES LOIS

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres une communication sur le bilan de l'exécution des lois.

Pour entrer effectivement en vigueur, les lois doivent, le plus souvent, faire l'objet d'un certain nombre de décrets d'application. Les

retards apportés à l'intervention de ces décrets ont, dans le passé, fréquemment différé la mise en œuvre de réformes importantes et empêché les administrés d'utiliser en temps utile les droits nouveaux qui leur étaient reconnus.

Des mesures concrètes ont été mises en œuvre depuis un an par le gouvernement pour remédier à cette situation. Les ministres responsables doivent désormais établir, avant la promulgation de la loi, un calendrier précis d'application. Les procédures de préparation et de signature des décrets ont été accélérées.

Les résultats de l'action ainsi engagée s'avèrent très positifs.

Les délais moyens de publication ont été notablement réduits : 43 % des décrets sont publiés dans un délai de six mois contre 25 % au cours de la législature précédente ; 76 % sont publiés dans un délai d'un an contre 52 % au cours de la législature précédente ; au bout de deux ans, l'exécution est pratiquement totale (98 %) alors qu'elle ne s'éta-

blissait qu'à 75 % sous la précédente législature.

La tâche considérable qu'impliquait la mise en œuvre effective de l'ensemble des réformes intervenues depuis 1981 aura ainsi été menée à bien dans des délais convenables.

### ● LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN « INFORMATIQUE POUR TOUS »

(Le Monde du 8 janvier.)

### ● LA VALORISATION DE LA RECHERCHE BIOMÉDICALE

Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique de valorisation de la recherche biomédicale menée depuis 1983.

Cette politique vise à développer la coopération entre les grands organismes publics de recherche (Centre national de la recherche scientifi-

que, Institut national de la santé et de la recherche médicale, Commissariat à l'énergie atomique, Institut Pasteur), les laboratoires universitaires, l'industrie pharmaceutique et le système de soins, de façon à permettre la diffusion et la mise en œuvre des résultats des recherches. Elle s'est d'ores et déjà traduite par des résultats positifs.

En 1984, 2 240 chercheurs et 3 600 chercheurs universitaires ont participé directement à des activités de valorisation de la recherche biomédicale.

Le nombre des contrats passés par le CNRS et surtout par l'INSERM a augmenté de 43 % entre 1983 et 1984, traduisant ainsi la disponibilité des équipes concernées et l'intérêt croissant des industriels pour la valorisation de la recherche fondamentale.

Le nombre des brevets déposés par les organismes ou par les industriels au nom des chercheurs du service public a presque doublé entre 1983 et 1984. En 1985, 138 brevets ont été pris.

Plus d'une centaine de produits et appareils issus d'une collaboration entre recherche publique et firmes industrielles ont été commercialisés. Les laboratoires universitaires impliqués dans la recherche biomédicale contribuent activement à ces transferts technologiques.

L'effort de valorisation ainsi entrepris sera poursuivi dans l'avenir en orientant notre recherche publique dans les secteurs où la demande industrielle et les besoins de santé l'exigent, et en invitant les entreprises à consolider leurs activités par le développement des recherches les plus prometteuses issues du secteur public.

### MESURES D'ORDRE INDIVIDUEL

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget :

— M. René Barbary, administrateur civil, est nommé directeur de la comptabilité publique.

— M. Jean-Camille Morisset, conseiller référendaire, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

— M. Jacques Boyon, conseiller référendaire, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

— M. André Lachaux, administrateur civil, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

— M. Jean Driot, conseiller référendaire, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

— M. Jean-Claude Stebaur, conseiller référendaire, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

— M. Jacques Menier, administrateur civil, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

— M. Roland Morin, conseiller référendaire, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

— M. Jean-François Langer, conseiller référendaire, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

— M. Alain Gillet, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé président du conseil d'administration de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP).

Sur proposition du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur :

— M. Pierre Castagnou est nommé inspecteur général du commerce et de l'industrie.

Sur proposition du ministre de l'agriculture :

— M. Bernard Vial, directeur de recherche à l'Institut national de recherche agronomique, est nommé directeur de la production et des échanges.

Sur proposition du ministre des PTT :

— M. Fernand Vieillard, administrateur des PTT, est nommé directeur financier à la direction générale des postes.

Par ailleurs, le conseil des ministres a procédé à la nomination d'un membre suppléant du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État.

### M. BERNARD BELLEC (PS) NOUVEAU MAIRE DE NIORT

M. Bernard Bellec, PS, a été élu mercredi soir 8 janvier maire de Niort. Il succède à ce poste à René Gaillard, député socialiste des Deux-Sèvres, décédé le 28 décembre.

Les quarante-cinq conseillers municipaux avaient le choix entre deux candidats : le docteur Alain Garcia, chef de file de l'opposition (RPR), et M. Bellec (PS), quarante adjoints dans la précédente municipalité.

M. Bellec a obtenu trente-cinq voix (PS, MRG, PC). Il entend suivre la politique d'union de la gauche qui est celle de Niort depuis 1959. Le docteur André Clert a été réélu au poste de premier adjoint qu'il occupe depuis 1971. — (Corresp.)

[Bernard Bellec est né à Hayange (Moselle) le 8 mai 1934. Enseignant, il entre à la Mutualité des instituteurs (MAIIF) en 1959, puis est nommé à la direction générale en 1974. Il est également le président du directeur de l'inter-municipales assistance, depuis sa fondation par les mutuelles niortaises.

Elu au conseil municipal de Niort en 1971, il devient aussitôt l'un des adjoints du nouveau maire de l'époque, M. Gaillard. M. Bellec s'associe régulièrement aux actions de formation et de communication. Il est marié, père de deux enfants.]

## CETTE SEMAINE DANS

# L'ÉVÉNEMENT

Barro, Chirac, Giscard, Chevènement, Mauroy, Fabius, Defferre, Pasqua, Peyrefitte, Le Pen, Marchais, Krivine, Lecanuet... ?

## DECouvrez QUI SONT LES PLUS AFFREUX DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

### SONDAGE — ENQUÊTE — REACTIONS

#### — ET AUSSI —

## DEMOCRATIE : AU SECOURS, HERSANT PREND LE POUVOIR !

#### — ET ENCORE —

<b>DOSSIER</b> Nos patrons sont-ils ringards ?	<b>MEURS</b> Mais qu'est-il donc arrivé à Chantal Goya ?
<b>DOCUMENT</b> Les boat-people entre les griffes des pirates	<b>LETRES</b> Michel Tournier dans tous ses états
<b>ENQUÊTE COLOMBIE</b> L'histoire tragique du révolutionnaire castriste devenu roi du trafic de drogue	<b>ART</b> Les chefs-d'œuvre de la collection Thyssen
<b>OTAGES</b> Kaufmann, enfin l'espoir !	<b>MUSIQUE</b> Les groupes rock qui éclateront en 1986
<b>SOCIÉTÉ</b> L'étrange famille de Barjo Bouthoul	<b>NOTRE ÉPOQUE</b> Le triomphe du meuble français

### Plus que TROIS SEMAINES pour devenir actionnaire copropriétaire de «L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI»

#### Rappelons que tout actionnaire

- s'il dispose de deux actions au moins, peut assister avec droit de vote (une voix par action) aux assemblées générales ordinaires et, s'il ne détient qu'une seule action, aux assemblées extraordinaires ;
- devient automatiquement membre du Club de l'Événement du jeudi dont il reçoit la carte numérotée qui lui permet de profiter de tous les services et avantages qui lui sont liés.

Pour devenir à votre tour actionnaire de l'Événement du jeudi, il vous faut remplir le coupon ci-dessous et le renvoyer au :

Club de l'Événement du jeudi, 2, rue Christian, 75006 PARIS

Vous recevrez alors la note d'information visée par la Commission des Opérations de Bourse (visa n° 85-368) et un bulletin de souscription qu'il vous suffira de renvoyer, accompagné d'un chèque, à :

Banque PARIBAS, Département des titres, Eclat 1050, 94000 CRETEIL Cedex

Vous pouvez également souscrire directement au guichet :

Banque PARIBAS, 2, rue d'Antio, 75002 PARIS

Il reste 6 500 actions de 500 F disponibles sur 20 000 émises. Fin de la souscription : 31 janvier.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Département \_\_\_\_\_  
Nombre d'actions éventuellement désirées \_\_\_\_\_

مكتبة المجلد





# SCIENCES

## Arabsat et ses comptes à rebours

Voici presque un an que le premier satellite de communications régionales du monde arabe, Arabsat-1, gravite sur l'orbite géostationnaire, et pourtant la polémique à son sujet ne cesse de rebondir et les rumeurs concernant ses éventuelles défaillances techniques vont bon train.

En février dernier, lorsque le lanceur européen Ariane déployait Arabsat-1, nombreux étaient ceux qui se réjouissaient. Les représentants des vingt et un Etats arabes et de l'O.P.L.P. réunis au centre spatial guyanais de Kourou, applaudissaient la mise sur orbite du satellite qui devait assurer la transmission de communications téléphoniques et d'émissions de télévision et établir des liaisons spécialisées (tél. et données) entre les pays de la Ligue arabe. Les Français, pour leur part, se félicitaient de ce que l'une de leurs entreprises - l'Aérospatiale - ait été choisie comme maître d'œuvre pour la construction des trois satellites du programme Arabsat. Quatre mois plus tard, Arabsat-1, le frère jumeau du précédent, était à son tour déployé avec succès par la navette spatiale américaine, à bord de laquelle volait un astronaute saoudien, le prince Sultan El Saoud.

Même si certains doutaient de la rentabilité du système Arabsat, tout semblait alors aller pour le mieux. Les premiers signes de malaise sont toutefois officiellement apparus fin décembre, lorsqu'un quotidien saoudien a annoncé que des problèmes techniques affectaient le fonctionnement d'Arabsat-1 (le Monde du 2 janvier). Bien que l'Aérospatiale ait aussitôt démenti ces informations, l'affaire n'est pas close pour autant. Si l'on en croit les déclarations d'un ministre du Qatar, cité par l'agence américaine Associated Press, l'organisation arabe de communications par satellite envisagerait de demander au constructeur français de lui verser 25 millions de dollars (environ 187 millions de francs), à titre de compensation. Les porte-parole de l'Aérospatiale (laquelle est toujours

chargée du contrôle du satellite) accueillent ces propos avec scepticisme et continuent d'affirmer que le satellite « fonctionne à 99,2 % ». Et ce, malgré des défaillances observées sur un gyroscope d'Arabsat-1, qui, précèdent-ils, est de fabrication américaine.

Les problèmes techniques ne sont cependant pas les seuls à agiter le monde arabe de l'espace. Il y a un mois, on apprenait en effet que le responsable du programme Arabsat, l'Irakien Ali Al-Mashat, était démis de ses fonctions, pour sa « mauvaise gestion », « son manque d'organisation » et ses « erreurs ». Il lui était notamment reproché les clauses du contrat d'assurance qu'il avait signées pour les satellites. Reste donc à lui trouver un successeur. Si la proposition de la Jordanie est suivie, ce pourrait bien être le prince Sultan El Saoud, neveu du roi Fahd d'Arabie. « Le prince Sultan, étant le premier astronaute arabe musulman, possédant une haute qualification technique et ayant la qualité

d'émir, a souligné le ministre jordanien des communications, est la personne la plus apte et la plus compétente pour occuper un poste aussi important. »

Le nouveau responsable du programme Arabsat aura en effet fort à faire, notamment pour pallier l'insuffisance des équipements au sol, faute desquels le satellite ne peut pas être utilisé « à plein ». Son prédécesseur - et on lui en fait le reproche - n'a, semble-t-il, pas prévu assez tôt et assez grand dans ce domaine, privant l'organisation Arabsat de rentrées financières. De fait, l'organisation arabe accusait, en 1985, un déficit de 100 millions de dollars par rapport aux dépenses d'investissement prévues. Aussi vient-elle de demander aux constructeurs un échelonnement, sur cinq à six ans, des factures restant à payer (environ un tiers de la dette). Les discussions à ce sujet sont en cours.

E. G.

● Une sixième Lune pour Uranus. - Comme cela avait été le cas pour Jupiter et Saturne, les découvertes de la sonde spatiale américaine Voyager-2 se multiplient à l'approche de la planète Uranus. Voici quelques jours, l'engin avait révélé la présence de brumes dans la haute atmosphère de la planète, localisées au-dessus de son pôle sud. Aujourd'hui, c'est le tour d'une nouvelle Lune que les instruments d'observation de Voyager-2 ont mis en évidence. Ce nouveau satellite, nommé provisoirement 1985 U-1 par les responsables de Jet Propulsion Laboratory de Californie, porte désormais à six le nombre des compagnons qui gravitent autour de cette planète géante, quinze fois plus massive que la Terre. L'astéroïde 1985 U-1 vient donc ainsi s'ajouter à Titania et Oberon, découverts en 1787, Ariel et Umbriel (1851) et Miranda (1948).

● La navette clouée au sol. - Le vol de Columbia est à nouveau repoussé, et ce, pour la sixième fois depuis la mi-décembre. Fixé au jeudi 9 janvier, le tir de la navette spatiale américaine a été ajourné à vingt-quatre heures en raison d'une défaillance d'une valve d'admission du carburant sur l'un des moteurs principaux du cargo de l'espace. Si l'on en croit les prévisions météorologiques, le temps pourrait être nouveau fois, vendredi, 10 janvier, contreterrer les plans de la NASA, qui envisagerait d'annuler cette vingt-quatrième mission de la navette si le lancement ne peut se faire d'ici à lundi prochain. Ce nouveau coup dur, assurent les experts de l'agence spatiale américaine, ne devrait pas affecter les deux prochains vols de navettes prévus le 23 janvier (pour Challenger) et le 6 mars (pour Columbia).

## SPORTS

● TENNIS : un entraîneur pour Henri Leconte. - Après s'être séparé de Patrice Dominguez, qui l'avait suivi au cours de l'été dernier, le numéro deux français Henri Leconte a demandé au champion espagnol des années « 60 », Manuel Santana, ancien capitaine de l'équipe ibérique de Coupe Davis, de s'occuper de sa préparation aux grandes compétitions. Agé de 22 ans, Henri Leconte, qui est actuellement classé seizième mondial, envisage en outre d'être domicilié en Suisse pour des raisons fiscales.

# MÉDECINE

## TRAITEMENT DU SIDA

## Le gouvernement vante à nouveau les mérites de la ciclosporine

M. Michel Gagneux, directeur de cabinet de M<sup>me</sup> Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a affirmé le mercredi 8 janvier sa « conviction personnelle » dans l'intérêt qu'il y a à utiliser la ciclosporine, médicament immunosuppresseur, dans le traitement du SIDA. C'est la seconde fois que le directeur de cabinet de M<sup>me</sup> Dufoix s'exprime officiellement sur ce sujet. Après la publication très critiquée dans les milieux médicaux, fin octobre 1985, d'un communiqué du ministère des affaires sociales faisant état des résultats de l'utilisation de la ciclo-

sporine à l'hôpital Laennec de Paris, M. Gagneux nous avait expliqué qu'il s'agissait là d'une initiative visant à accorder le « label France » à ces travaux (le Monde du 30 octobre 1985).

M. Gagneux assure avoir de nouveaux éléments qui viennent aujourd'hui renforcer sa conviction personnelle qui n'a pas changé. « Les derniers résultats que j'ai maintenant favorables », a-t-il déclaré. Ces résultats n'ont toutefois pas été publiés dans la presse médicale. On se retrouve ainsi dans la même situation qu'en octobre der-

nier. En prenant la parole pour souligner l'intérêt potentiel d'une démarche thérapeutique expérimentale, les responsables politiques bouleversent les règles habituelles de la circulation de l'information au sein de la communauté médicale nationale et internationale. Une initiative d'autant plus critiquable qu'elle porte sur les résultats très préliminaires et qu'elle ne peut en cela que nuire au bon déroulement de la recherche expérimentale qu'impose toute recherche thérapeutique sur une maladie, celle-ci fût-elle mortelle.

J.-Y. N.

## RELIGION

## L'ISLAM ET LES DROITS DE L'HOMME

## Offensive de charme à la mosquée de Paris

« Je suis un homme très ordinaire. Je n'ai ni barbe ni turban... » Cheikh El Hocine Abbas n'a rien, en effet, d'un ayatollah. Derrière sa haute silhouette nouée, ses lunettes et sa chemise noire, ses ronds de jambe courts, on devine plutôt le diplomate que, jeune nationaliste algérien, il a été, d'abord comme chef de mission du GPRA (gouvernement provisoire de la République algérienne) et, après l'indépendance, comme ambassadeur en Arabie saoudite.

Homme de grande culture religieuse, il a présidé à partir de 1964 le Conseil supérieur islamique de son pays avant de venir à Paris en 1982, à soixante-huit ans, comme recteur de la mosquée, c'est-à-dire principal leader de la communauté musulmane de France: environ deux mille cinq cent personnes, la plus forte implantation musulmane dans un pays occidental.

Cet homme qui vit « simplement » entre son appartement parisien et la mosquée de la place du Puits-de-l'Ermine dans le cinquième arrondissement, fait pourtant de furieuses apparitions à la télévision, est invité aux manifestations officielles, rencontre le cardinal Lustiger et le grand rabbin Sirat, lui aussi originaire d'Algérie.

On l'a vu à Lyon le 14 décembre dernier à la tête d'un rassemblement de cinq mille musulmans. C'est lui encore qui a négocié avec le gouvernement algérien le Noël en France des enfants de couples algéro-français séparés. C'est lui enfin qui, ce jeudi 9 janvier, préside un débat à la mosquée de Paris sur « l'islam et les droits de l'homme » à partir d'une conférence de M. M'bow, directeur général de l'UNESCO.

Un sujet qui tient au cœur de ce musulman modéré qu'est Cheikh Abbas. A la fois par conviction. « L'islam, ce n'est pas l'extrémisme, le fanatisme... » Et par stratégie, il sait que le virage est difficile à négocier pour la communauté musulmane de France et exhorte ses fidèles à fuir toute tentation intégriste, à redonner à l'islam son visage « de tolérance, d'accueil, de fraternité ».

Un pari aux limites de l'impossible. Comment, par exemple, convaincre les Français que la charia, avec son cortège de sanctions mutilantes, n'est pas une « agression » contre les droits de l'homme ? « Au contraire », dit Cheikh Abbas, « elle protège l'homme. En menaçant le voleur d'une amputation de la main, la charia protège le bien des gens. Elle protège aussi le voleur de la tentation de voler... »

Comment convaincre aussi que le statut de dhimmi (non musulman) n'est pas celui d'un citoyen de seconde zone ? « C'est vrai, réplique avec humour Cheikh Abbas, vous ne deviendrez pas imam si vous êtes dhimmi... mais à par cela, les droits des non-musulmans, leur liberté de culte sont garantis. Il ne manque pas de pays arabes où les chrétiens sont maltraités... Le recteur cite le Prophète : « Celui qui exprimera de l'hostilité à un dhimmi sera mon ennemi ».

## Rassemblement des musulmans de France

« L'homme est le vice de Dieu sur terre. Il est libre vis-à-vis de toutes les créatures et n'a de comptes à rendre qu'à Dieu... » Si l'islam est la « patrie » des droits de l'homme, le leader musulman convient que ceux-ci sont « largement bafoués » dans nombre de pays islamiques. Mais il renvoie habilement l'ascenseur : « Et en France ? Travaux sales et mal rémunérés, environnement hostile, exercice du culte difficile : où est le respect des travailleurs immigrés ? Et il met en cause la présentation de l'islam, erronée selon lui, dans les médias et les manuels scolaires.

Quelle que soit la difficulté du dialogue franco-musulman sur les droits de l'homme, Cheikh Abbas creuse son sillon. Outre la visite des mosquées, le règlement des conflits dans les familles ou sur les lieux de culte, la nomination des imams, la détermination des jours de fête, les relations avec la communauté française - tout ce qui fait le menu quotidien du recteur de la mosquée, - il rêve de pouvoir un jour rassembler tous les musulmans de France.

Sa nationalité algérienne est à la fois sa force - ils sont huit cent mille comme lui en France - et sa faiblesse, compte tenu des divergences politiques que connaît la communauté : « Chaque pays musulman a, à Paris, à la fois son gouvernement - l'ambassadeur - et son opposition. Des gens de mauvaise foi disent que nous sommes là pour « travailler » l'émigration algérienne. C'est faux. Nous sommes là pour prêcher un islam tolérant, ouvert et universel... Le pari de l'unification est engagé : il est encore loin d'être gagné.

HENRI TINCQ.

## A Lyon

## ON A VOLÉ UN ÉCHOENDOSCOPE

Un échodoppler, appareil destiné au dépistage précoce des cancers de l'oesophage, a été dérobé dans le camion qui l'avait transporté. Il était destiné à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon. Contenu dans une petite mallette de 100 cm sur 25 cm, l'appareil est pourvu d'un téléviseur servant à la visualisation d'images échographiques. Toute personne pouvant fournir des renseignements est priée d'appeler l'hôpital Herriot de Lyon au 78.53.81.11.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DU JUGEMENT RENDU PAR LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS LE 8 JUILLET 1985

Sur les poursuites pénales en diffamation publique envers un particulier, engagées par Monsieur Robert DESCHARNES contre Monsieur Franck MAUBERT, et le groupe « l'Express » civilement responsable, en raison d'un article intitulé « DALLI, LA BATAILLE DES SECRÉTAIRES », le tribunal, après avoir rappelé la procédure, a, sur l'existence de la diffamation, estimé que « Le comportement de Monsieur DESCHARNES n'est pas exposé à une accusation ouverte. Mais, par son rapprochement insidieux entre deux observations - l'une tenant à l'usage d'un tampon faisant office de signature, l'autre selon laquelle le plaignant ne pourrait plus, aux États-Unis, donner d'avis autorisé pour authentifier les œuvres de Dali - il est sans conteste insinué que celui-ci aurait été à l'origine de la production et de la vente de faux. Cette perte de crédit alléguée auprès des marchands de tableaux suffit à discréditer Monsieur DESCHARNES en lui enlevant une réputation d'expert honorable. Le délit de diffamation est ici constitué. Sur la bonne foi :

« Son travail de journaliste ne saurait être limité à cette compilation. « Il n'est pas possible qu'il se soit livré personnellement à une enquête. « Le témoin entendu confirme qu'il n'a fait aucune déclaration pour l'Express ».

« Le dossier produit par le prévenu ne contient pas de lettres ou d'attestations montrant que Monsieur DESCHARNES n'a plus la moindre autorité en matière d'expertise picturale, ne serait-ce que dans une seule ville américaine. « Le plaignant a remis, lui, au tribunal plusieurs correspondances émanant de Sotheby's et de Christie, qui ont précédé leur siège à New-York le marchand des services qu'il a rendus pour préserver l'œuvre authentique de Dali. « En définitive, le prévenu n'est pas à même de justifier qu'il ait agi avec prudence, en vérifiant au préalable ses sources, pour donner une information fautive, sachant que son article était de nature à nuire à la partie civile. « Il lui est dès lors impossible de faire disparaître la présomption de mauvaise foi pesant légalement sur le diffamateur. « Le tribunal doit, en conséquence, retenir sa culpabilité.

PAR CES MOTIFS : « Déclare Franck MAUBERT coupable du délit de complicité de diffamation publique envers particulier, en raison du seul passage suivant, publié dans le n° 1735 de l'Express, en date du 5 octobre 1984, sous le titre « DALLI, LA BATAILLE DES SECRÉTAIRES » et avec le sous-titre « Il se prend pour un escargot » : « Depuis 1982, Robert DESCHARNES et M. MIGUEL DOMENECH, avocat de Dali, modeste par lui, ont mis au point un système légal leur permettant de vendre au nom du vieux peintre. Ils disposent d'un tampon qui remplace la signature du maître, atteint de la maladie de Parkinson. Depuis, les meilleures galeries et les salles de vente new-yorkaises refusent l'expertise de DESCHARNES. »

« Condamne MAUBERT à la peine de deux mille francs d'amende, le condamne à verser à Robert DESCHARNES, la somme de trois mille francs à titre de dommages-intérêts, et celle de deux mille francs en vertu de l'article 475-1 du code de procédure pénale. « Ordonne la publication du présent jugement aux frais de condamné, dans deux journaux. « Déclare la SOCIÉTÉ L'E GROUPE EXPRESS civilement responsable. « B. Caban avocat à la cour de Paris.



**QUE LES AVEUGLES VOIENT !**  
Lire et écrire sans l'usage des yeux : la révolution promise de la micro-informatique.

18 F EN VENTE PARTOUT

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. 64, rue La Boétie - 563-12-66

## UNE PIÈCE

Vente sur saisie immob. Palais de Justice Paris, le JEUDI 23 janvier 1986, à 14 h  
38 bis, AVENUE RENE-COTY  
73-75, rue de la Tombe-Isaure, Paris (14)  
Mise à prix : 60 000 F  
S'adr. M<sup>re</sup> Guy BOUDRIOT, av. à la cour, 55, bd Malesherbes, Paris-8<sup>e</sup>, 45-22-04-36, 5<sup>e</sup> pl. par vis. le 22 janvier, 12 h 30 à 13 h 30

Vente palais de justice de Nanterre le JEUDI 23 janvier 1986 à 14 heures

## UN APPARTEMENT

de 3 pièces princ. au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment, 38, bd de la République avec une cave dans un ensemble immobilier  
38 et 38 bis, bd de la République 110, rue Thiers à BOULOGNE-SUR-SEINE (92)  
Mise à prix : 50 000 F  
S'adr. pr 13 r. et M<sup>re</sup> WISLIN, avocat, 7, av. de Madrid, 92200 Nanterre-Sous ; M<sup>re</sup> JOHANET, avocat, 43, av. Hoche, 75008 Paris. Tél. : 47-66-03-40 ; M<sup>re</sup> C. DENNEY-HALPHEN, avocat, 12, r. de Paris, 92100 Boulogne ; M<sup>re</sup> LÉOPOLD-COUTURIER, avocat, 14, rue d'Anjou, 75008 Paris. Tél. : 42-65-92-75.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Créteil le JEUDI 23 JANVIER 1986, à 9 h 30 - EN UN LOT

## UN IMMEUBLE INDUSTRIEL à CHAMPIGNY-S-MARNE (94)

48, av. du Général-de-Gaulle - SURFACE CAD. 9 a 32 ca  
UNE PROPRIÉTÉ à CHAMPIGNY-S-MARNE (94)  
50, av. du Général-de-Gaulle - SURF. CAD. 5 a 24 ca  
MISE A PRIX : 1 500 000 F  
S'adr. M<sup>re</sup> MAGLO, avocat au barreau de Créteil, 4, allée de la Toison-d'Or ; M<sup>re</sup> ROCHER, avocat au barreau de Paris, 60, rue de Londres, 75008 Paris. Tél. : 42-93-50-40.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 23 JANVIER 1986 à 14 heures

## UN APPARTEMENT DE 3 PIÈCES PRINCIPALES

au 3<sup>e</sup> étage d'un immeuble sis à PARIS (11<sup>e</sup>) - 130, bd RICHARD-LENOIR  
28, rue Jean-Pierre-Timbaud et 71, rue de la Folie-Méricourt  
MISE A PRIX : 100 000 F  
S'adr. à M<sup>re</sup> Roger-Lesomnier, avocat à Paris (75007), 7, rue de l'Université, tél. : 42-61-12-45 ; au Greffe des criées du TGI de Paris, à tous les avocats exerçant près le Tribunal de grande instance de Paris, et sur les lieux pour visiter.

ADJUDICATION au Tribunal de commerce de Paris, le mardi 21 janvier 1986 à 14 h d'un fonds de commerce

## D'ANTIQUITÉS sis à PARIS (6<sup>e</sup>)

19 bis, rue des Saints-Pères et 60, rue de Verneuil comprenant le droit à la sous-location des locaux du 19 bis, rue des Saints-Pères, et le droit au bail des locaux, 60, rue de Verneuil  
MISE A PRIX : 600 000 F pouvant être baissée  
Consignation : 300 000 F. Rens. : s'adresser étude de M<sup>re</sup> DEMOTREUX et GERALDY, notaires associés, 67, bd Saint-Germain, Paris (5<sup>e</sup>), tél. : 46-34-21-07 ; étude de M<sup>re</sup> Hubert LEVET, administrateur judiciaire à Paris (9<sup>e</sup>), 65, rue de la Victoire, et pour visiter sur place les locaux du 19 bis, rue des Saints-Pères, les mercredi 15 et vendredi 17 janvier de 10 h à 12 h ; pour les locaux du 60, rue de Verneuil, les mercredi 15 et vendredi 17 janvier 1986 de 14 h 30 à 16 h 30.

Vente sur saisie au Palais de Justice de Créteil le JEUDI 23 JANVIER 1986 à 14 heures

## UN APPARTEMENT à ARCEUIL (94)

27, 27 bis et 29, 29 bis, avenue Paul-Doumer au rez-de-chaussée, escalier B, du bâtiment A, comprenant : entrée, deux chambres, salle à manger, cuisine, W.-C., cave. Mise à prix : 180 000 F.  
S'adresser à M<sup>re</sup> Alain DARVENNES, avocat au barreau du Val-de-Marne, 22, avenue Paul-Vaillant-Couturier, 94250 Villeneuve-le-Roi, tél. : 45-97-46-86.

Vente au Palais de Justice de Paris, lundi 20 janvier 1986 à 14 h

## STUDIO 40 m<sup>2</sup> environ A PARIS (16<sup>e</sup>)

20, rue La Fontaine, 7<sup>e</sup> ét. gauche (accès), avec cuis., alcôve, s. bains, W.-C. (mais occupé sans titre)  
M. à P. : 160 000 F  
Rens. M<sup>re</sup> J. COPPER-BOYER, avocat à Paris (17<sup>e</sup>), 1, r. Georges-Berger (Tél. 47-66-21-43) ; Service des Domaines (D.V.D.), bureau 218, 2<sup>e</sup> étage, 11, rue Tronchet, Paris (8<sup>e</sup>) (Tél. 42-66-91-40, poste 1815) ; au Greffe des criées du TGI de Paris au Palais de Justice à Paris où le cahier des charges est déposé et sur place pour visiter, 13 janvier 1986 entre 11 h et 12 h.

Vente sur licitation au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 23 JANVIER 1986 à 14 heures

## UN APPARTEMENT A LA BAULE (L.-A.)

35, boulevard René-Dubois comprenant : hall d'entrée, cuisine, deux chambres sur parc, W.-C., salle de bains, une chambre et séjour avec grand balcon sur façade mer, cave et emplacement de parking  
LIBRE LOCAT. ET OCCUP. - MISE A PRIX : 750 000 F  
S'adresser à M<sup>re</sup> Henri AZRIA, avocat au barreau de Paris, demeurant 1, avenue de Friedland, 75008 Paris. Tél. : 45-63-58-89.

Vente au Palais de Justice à Paris, 20 janvier 1986 à 14 h

## APPARTEMENT A PARIS (15<sup>e</sup>)

1<sup>er</sup> ét., 46 m<sup>2</sup> env. (entr. 3 pces, cuis., débarras, 2 caves au sous-sol)  
70, rue de Lourmel Libre de location M. à P. : 160 000 F  
Renseign. M<sup>re</sup> Jacques COPPER-BOYER, avocat à Paris (17<sup>e</sup>), 1, r. Georges-Berger (Tél. 47-66-21-43) ; Service des Domaines (D.V.D.), bureau 218, 2<sup>e</sup> étage, 11, rue Tronchet, Paris (8<sup>e</sup>) (Tél. 42-66-91-40, poste 1815) ; au Greffe du TGI Paris, au Palais de Justice à Paris où le cahier des charges est déposé et sur place pour visiter le 13 janvier 1986 entre 14 h et 15 h.

Vente sur saisie au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 23 JANVIER 1986 à 14 heures

## UN APPARTEMENT LIBRE

de location et d'occupation, au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment A, porte à droite du grand escalier comprenant : entrée-galerie, un bureau et un salon sur rue, au fond cabinet débarras et petit cabinet toilette sur la petite cour, une pièce de séjour, une salle à manger et une cuisine avec office, avec passage revenant à l'entrée-galerie ; au-dessus, en demi-étage : une chambre avec salle de bains, vestiaire ; au-dessous : deux chambres avec salle de bains et vestiaire, les pièces communiquant par un escalier intérieur avec caves n° 72, 76, 78 et 79.

## DEUX CHAMBRES DE SERVICE

l'une au 2<sup>e</sup> étage du bâtiment B et l'autre au 3<sup>e</sup> étage du bâtiment B dépendant de l'immeuble sis à PARIS (16<sup>e</sup>) - 148, RUE DE LONGCHAMP  
MISE A PRIX : 500 000 F  
S'adresser à M<sup>re</sup> Jean-Claude FREAUD, avocat à Paris, 69, rue d'Amsterdam (9<sup>e</sup>), tél. : 48-74-46-46 ; au Greffe des criées où se trouve déposée l'enchère ; sur place pour visiter le 17 janvier 1986 de 11 h à 12 h et le 20 janvier de 16 h à 17 h.

سكس ارجل



# 13. Lettres brésiliennes : Clarice Lispector, Lucio Cardoso, José de Alencar

## Le Monde DES LIVRES

### Rencontre avec Ronald Laing

Le psychiatre britannique entre sagesse, dérision et folie...

**R**ONALD LAING fut l'idole des sixties en rébellion contre les normes de la société. Il incarne pour certains le « Prophète maudit » qui attirait la foudre sur l'enfermement asilaire. Pour d'autres, il demeure le dernier des romantiques en butte aux ricanements de l'orthodoxie psychiatrique. Vingt ans après, que reste-t-il de la lutte entreprise naguère par Ronald Laing, David Cooper et d'autres contre la psychiatrie institutionnelle et carcérale ? Les ex-fans des sixties sont-ils toujours les partisans de ce que l'on baptise, à tort ou à raison, l'antipsychiatrie ?

« Je suis parfois si désespéré... »

Les deux livres que publie aujourd'hui Ronald Laing - *La Voix de l'expérience et la Sagesse, dérision et folie* - sont autant de réponses à ces questions. Laing a maintenant cinquante-huit ans, et une dizaine d'ouvrages à son actif. L'heure est-elle au bilan et à la mise au point ? Entre deux gorgées de café corsé d'alcool et une bouffée de cigarette, Laing analyse la différence de ton qui distingue *La Voix de l'expérience*, un essai théorique, de *Sagesse, dérision et folie*, ses *Mémoires*. « La voix de l'expérience ressemble à une surface marbrée et lisse, il faut savoir s'y accrocher. L'autobiographie, au contraire, a été conçue de manière à être accessible à tous. Tout le monde peut la lire, n'importe où, n'importe quand, dans le bus, dans le métro, au lit... »

Ronald Laing n'est pas l'homme des confidences faciles. Complice et distant, attentif et réservé, toujours sur ses gardes, il esquive les questions sur sa vie, son passé, et renvoie, pour les détails biographiques, à son livre.

Comment fabrique-t-on un psychiatre ? C'est ce que relate, étape par étape, *Sagesse, dérision et folie*. De son enfance à Glasgow, de ses études à la faculté de médecine, de son passage à l'armée, de ses années d'apprentissage, Ronald Laing ne retient que les épisodes les plus significatifs.



Portrait de RONALD LAING.

« nation, où chaque nuit résonnait de sanglots et de gémissements. »

Au fil des années, Ronald Laing s'affirma comme un adversaire résolu de l'enfermement, des méthodes répressives et destructrices qui avaient cours dans le milieu psychiatrique. Esterson, Redler, Cooper le rejoignirent dans cette lutte que David Cooper qualifia d'« antipsychiatrie ».

Mais Laing refusa cette étiquette. « David Cooper, soutient-il, a commis une grave erreur en introduisant le terme d'antipsychiatrie. Les antipsychiatriques, ce sont ces salopards qui détruisent l'homme dans les asiles. Je n'ai jamais voulu me présenter comme un antipsychiatrique. Je suis au contraire un véritable psychiatre. De ce point de vue, je suis d'accord avec la notion de psychiatrie contractuelle lancée par Thomas Szasz, contre la psychiatrie institutionnelle. »

ROLAND JACCARD.

(Lire la suite page 14.)

★ LA VOIX DE L'EXPÉRIENCE, de Ronald Laing (traduit de l'anglais par C. Cler et J.-P. Simon), le Seuil, 203 p., 89 F.

★ SAGESSE, DÉRISION ET FOLIE, de Ronald Laing (traduit de l'anglais par R. Mathiesen et C. Cassin), le Seuil, 182 p., 79 F.

### Michel Tournier et le voyage d'Ildris

L'histoire d'un bijou, d'une photo, d'un homme, du Sahara à la Goutte-d'Or.

**D**EPUIS Gaspard, Melchior et Balthazar, paru en 1980, Michel Tournier ne nous avait plus donné de grand roman. Un court récit, *Gilles et Jeanne* (1983), important parce que l'esthétique de l'auteur s'y concentre, un volume de critique littéraire, *Le Vol du vampire*, deux minces recueils de réflexions et de notes où l'image rivalisait avec le texte (1) avaient seuls ponctué ces cinq années. Rien d'étonnant à ce silence, le romancier travaillait.

De longues maturations, des recherches minutieuses sur le terrain ou dans les livres, ont toujours précédé et nourri ses œuvres de fiction. « Je suis un lent, a-t-il coutume de dire, et j'aime cette lenteur. Elle me permet de ne rien laisser passer de la flou ou l'hyper-précis. C'est le respect que tout producteur sérieux doit au consommateur. »

De fait, le nouveau « produit » qu'il dépose entre nos mains, tiré, ce qui est rare, à quatre-vingt mille exemplaires au départ, et qu'accompagne un chœur d'études et de commentaires (2), est des plus finis : aussi travaillé, aussi finement ciselé que le bijou qui lui donne son titre.

Quoi ? *La Goutte d'Or* désigne un bijou et non ce quartier de Paris qui est au cœur des plus graves préoccupations d'aujourd'hui ? Nous attendions une histoire d'immigré ? Vous l'aurez. Mais il faut être Michel Tournier, ce maître d'ironie, pour prendre à la lettre le nom étincelant d'un lieu aussi sombre, en fabriquer un pendant venu du fond des âges, rapproché de la *bulle aurea* des Romains, signe de la condition d'homme libre au temps de l'esclavage, et le jeter comme un talisman à travers le roman que ses apparitions, disparitions, retours contribuent à organiser.

De ce fameux quartier de la Goutte-d'Or, Roman Gary, naguère, sous le pseudonyme d'Ajar, avait fait surgir un drôle, un émouvant personnage : le subversif Momo au langage imparable, qui voulait que tout le monde s'aime. *La Vie devant soi* (3), farce idéalisée obéissant le mélodrame, gommait et soulignait l'absurdité du racisme, l'horreur de la vieillesse et de la mort. Roman Gary l'avait tiré tout entier de lui-même et de ses rêves ironiques.

Avec Ildris, le héros de *La Goutte d'Or*, du même âge à peu près que Momo, quinze ans, Michel Tournier s'y prend d'une tout autre manière, parce qu'il a autre chose à nous dire. Ildris n'est pas né à Paris, il y monte de la lointaine oasis de Tabelbala, au nord-ouest du Sahara, où il a passé son enfance. Il parle le berbère mais il a appris un peu le français et sommeinement à lire et à écrire auprès d'un oncle qui a fait la guerre en Europe. Comme les autres romans de Michel Tournier où s'inscrivent toujours de ces grands déplacements à travers l'espace qui transforment ceux qui les accomplissent, *La Goutte d'Or* relate un voyage, une transposition du monde sauvage au monde civilisé. Il va ainsi à l'inverse du *Vendredi ou les limbes du Pacifique*.

La violence d'image

Il nous plonge d'abord dans la vie du désert, dont l'auteur, en ethnologue averti mais aussi en artiste, met en scène les usages, les rites, les superstitions qui la dominent, les réalités et les rêves qui invitent à la quitter. D'emblée, cependant, la parole appartient au conteur.

Ildris, poussant devant lui son troupeau de moutons et de chèvres, va retrouver un copain chamelier dans une oasis voisine. Il croise une Land-Rover qui traverse les sables. Une Française, blonde et resplendissante, le type même de la touriste occidentale, en descend, qui le photographie et promet de lui envoyer le cliché.

Cette violence d'image, comme une déesse maléfique, resurgira à travers le livre, sous des visages divers, entraînant chaque fois pour sa proie une perte ou un malheur. Dès la première rencontre, à peine Ildris a-t-il rejoint son ami, que celui-ci se tue au fond d'un puits où l'un de ses chameaux s'est précipité.

JACQUELINE PIATIER.

(Lire la suite page 14.)

★ LA GOUTTE D'OR, de Michel Tournier, Gallimard, 262 p., 85 F.

(1) *Le Vagabond immobile*, illustré par les dessins de Jean-Max Tournier (Gallimard 1984). *Journal de voyage au Canada*, accompagné des photographies d'Edouard Boubat (Laffont 1984).

(2) Un album de Serge Koster (voir notre encadré en page 14), un livre de Salim Jay, Michel Tournier, Ildris et les autres (la Différence). Un numéro spécial du *Magazine littéraire* et de la revue *Sud*, consacré à *La Goutte d'Or*.

(3) *Le Mercredi de France*, 1975.

### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Notre homme, de Louis Gardel; Louise, d'Yves Navarre

## Le plaisir d'y croire

**A** QUOI tient qu'en quelques pages un roman nous entraîne à sa suite, que nous aimons sentir se reformer derrière nous sa forêt, et nous y réfugier, comme dans les cabanes perchées de l'enfance ? Tout bêtement au plaisir de croire ce qu'on nous raconte, ce plaisir auquel ses destructeurs continuent de rendre indirectement hommage en jouant, au nom du modernisme, à se l'interdire et à nous en priver.

Y croire : entendons-nous. Nous savons bien que les personnages ne vont pas tomber des pages, nous croiser dans la rue. Mais ils paraissent plus familiers que bien des proches, aussi plausibles. Et nous savourons l'ensemble de dons que cela suppose chez l'auteur : l'observation décapante au service de la fantaisie, la logique au service de la surprise. L'art de conter est le plus généreux des arts d'écrire, et celui qui inspire au lecteur la reconnaissance la plus dépourvue d'arrière-pensées, partie intégrante de notre joie.

Louis Gardel et Yves Navarre ont mérité cette gratitude.

**O**N n'en attendait pas moins du premier, après *Fort-Sagarme*, Grand Prix du roman de l'Académie en 1980, et gros succès de librairie devenu « best-seller » de l'écran. Charles de Foucauld, *Trois de Saint-Cyr*, tédis-et-hommes bleus sur fond de sable, amours et oasis, mystiques du Sud et du drapeau : c'était tout ce charme d'avant la guerre, la Grande, qu'un homme de quarante ans réinventait avec, pour un troisième livre, une habileté de vieux caravanier.

Ses origines pieds-noirs l'avaient aidé. Elles le portent encore dans *Notre homme*. Manuel, le héros, est de là-bas, autant qu'on peut l'être. Dès qu'il apparaît, on croit voir et entendre l'acteur Roger Hanin. Il en a le coffre, la bonnie colorée, ce mélange explosif d'amour, de la vie et d'allergie aux torveaux, aux emmerdeurs.

Lors de l'indépendance, Manuel était pédicure à l'hôpital Mustapha d'Alger, avec ferme à Boufarik, villa à El-Biar, et Buick cabossée pour descendre au port, se détendre d'un coup d'aviron. Une épouse aux ordres, deux filles, une intellectuelle

et une rêveuse. En douze ans — nous sommes en 1974, entre la mort de Georges Pompidou et l'élection de Valéry Giscard d'Estaing — ce pionnier quinquagénaire a rebâti l'empire perdu.

Assistant dans un hôpital parisien, il est réputé pour ses sauvetages d'enfants déshydratés. D'une ferme dans le Perche, il a fait un nouveau Boufarik, aidé de trois Algériens dont l'un l'entraîne au tennis, seul homme de son entourage, avec son vieux père. A ce harem s'ajoutent les maîtresses glanées en toutes circonstances, y compris le jour, début du livre, où il marie sa cadette, enceinte.

Au moral : un irrégulier dont le départ d'Algérie a affaibli le goût de construire, mais qui garde, dans la porcelaine des intrigues et des mondanités parisiennes, un aplomb d'éléphant doublé, par ascendance maternelle, d'une rectitude cathare...

**E**ST-IL encore d'humeur à se battre ? La vie le défie, tout à coup, de le prouver ; sur tous les fronts à la fois, comme souvent. Sa femme, lasse d'être délaissée, veut divorcer ; sa fille aînée est violée par un sénateur père de cinq enfants ; enfin, le patron de l'hôpital menace de prendre pour successeur le gendre d'un ami si Manuel ne l'aide pas, par ses relations dans la Résistance, à effacer le passé qui risque de lui barrer l'Académie de médecine (il avait pris un peu vite le place d'un confrère déporté...).

« Notre homme », comme dit le titre, est d'abord tenté de baisser les bras, en enfant qui ne comprend pas pourquoi on l'a abusé. Une femme aperçue au mariage de sa fille lui fait même miroiter les délices du mariage, sous les humiliations. Mais le macho cathare reprend le dessus. Tandis qu'une parente pleine d'argent s'offre à calmer son épouse, il fait prendre un bain forcé à son patron dans le lac du bois de Boulogne et le pousse à la taule, avec la complicité d'un ancien copain d'Alger et de sa truculente mère. Revanche prise, il décide de tout quitter en compagnie d'une certaine Marianne, séparée d'un Tunisien, et dont il a sauvé la fille.

(Lire la suite page 14.)

## NINA BERBEROVA

l'Accompagnatrice

TRADUIT DU RUSSÉ  
PAR IDIA CHWETZER

BREF  
FULGURANT  
INOUBLIABLE  
ROMAN

ACTES SUD

HERBERT SENSEN, ÉDITEUR

DIFFUSION PUF



**Vient de paraître :**  
**SAINT-NECTAIRE D'EGINE**  
Biographie du grand thaumaturge  
contemporain, écrite par A. Fournier  
d'après des témoignages recueillis au-  
près de ceux qui l'ont connu. 65 F.  
**L'AGE D'HOMME**  
5, rue Férou - 75006 PARIS  
Tél. : 46-34-18-51  
ou FRATERNITÉ ORTHODOXE  
Tél. : 47-39-88-84

(Publicité)

Sur proposition de  
M. Gwenn-Aél Bollore,  
Président-Directeur  
général des Editions  
de La Table Ronde, le  
Conseil d'Administration  
a désigné M. Christian  
Poninski comme Direc-  
teur général, en rempla-  
cement de M. Roland  
Laudenbach démission-  
naire. M. Christian  
Poninski a appelé au-  
près de lui, pour l'assister,  
Mme Ariane Pasquellie et  
M. Pierre-Guillaume de  
Roux, pendant que Mme  
Catherine du Vivier reste  
dans ses fonctions tant  
de Directeur à La Table  
Ronde que de membre  
du Comité de Direction.  
M. Roland Laudénbach,  
fondateur de la Maison  
en 1944, continuera à  
faire bénéficier de son  
expérience la nouvelle  
Direction.

**magazine  
littéraire**

Tous les  
mois, un dossier  
consacré à un auteur  
ou à un mouvement d'idées

JANVIER 1986 - N° 226

Michel Tournier

Interviewé par les élèves  
du lycée Montaigne.  
Son dernier roman,  
ses mythes.  
Son musée  
photographique.

Les livres de cinéma.

Entretien : Saul Bellow.

En vente chez votre  
marchand de journaux : 20 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 72 F

Cochez sur la liste ci-après  
les numéros que vous choisissez

- ☐ Georges Perec
- ☐ Spécial polar
- ☐ Raymond Aron
- ☐ Jean Cocteau
- ☐ Sciences humaines : la crise  
(numéro double)
- ☐ George Orwell
- ☐ Blaise Cendrars
- ☐ Diderot
- ☐ Vienne, l'aube du XX<sup>e</sup> siècle
- ☐ Antonin Artaud
- ☐ Foucault
- ☐ Géopolitique et stratégie
- ☐ La littérature et le mal
- ☐ Proust, autour de la Recher-  
che
- ☐ Raymond Chandler
- ☐ Fernand Braudel
- ☐ 60 ans de surréalisme
- ☐ Victor Hugo
- ☐ François Mauriac
- ☐ Les enjeux de la biologie
- ☐ Venise des écrivains
- ☐ Michaux
- ☐ La littérature et l'exil

Nom : .....

Adresse : .....

Règlement par chèque bancaire ou postal.

**magazine  
littéraire**

40, rue des Saints-Pères  
75007 Paris. Tél. 45-44-14-51

## LA VIE LITTÉRAIRE

### Les ventes en France de « La Méditerranée » de Fernand Braudel

« La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque du Philippe II », l'œuvre maîtresse de Fernand Braudel, n'a-t-elle été lu en France qu'après sa traduction anglaise, comme l'a écrit Théodore Zeldin dans le Monde du 30 novembre — et comme Braudel lui-même aimait à le répéter ? Son éditeur le conteste, en faisant observer que « l'édition anglaise date de 1972 alors que l'édition française chez Armand Colin est de 1966 (faisant suite à l'édition à compte d'auteur de 1949, diffusée par ce même éditeur) ».

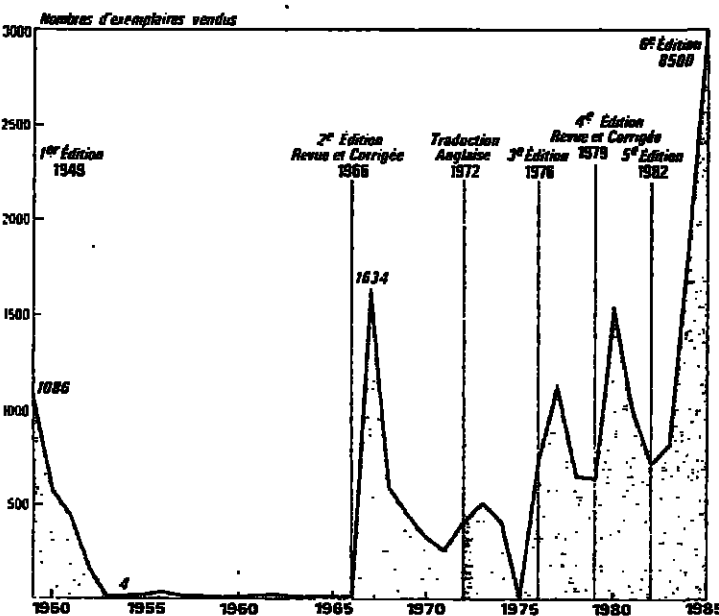
Pour en avoir le cœur net, nous avons demandé à M. Guy Desgranges, directeur littéraire d'Armand Colin de nous communiquer les chiffres de vente de ce livre, année par année, depuis 1949 (voir le tableau ci-dessous).

« Il est manifeste, écrit M. Desgranges, qu'après la première année de la première édition, la baisse des ventes est rapide et très importante. Durant les années 1953 à 1962, c'est la traversée du désert. La nouvelle édition chez Armand

Colin, avec des augmentations substantielles, est décidée en mai 1963, le nouveau manuscrit remis par l'auteur à la fin 1966, l'impression achevée à la fin 1968. Avec cette nouvelle édition, les ventes repartent, ainsi qu'à la suite d'un nouveau tirage (et d'une nouvelle couverture) en 1976. Il faut noter que, à cette date, les librairies de la FNAC assurent des ventes qui ne se ralentissent guère.

En 1984-1985, l'élection à l'Académie française, puis la réception de Fernand Braudel, lui confèrent une notoriété dans le grand public, marquée déjà par le passage à « Apostrophes » de Braudel à la fin de l'année 1979 pour un autre livre publié par Armand Colin : Civilisation matérielle, économie et capitalisme (trois volumes). En 1985, la baisse du prix de vente (150 F les deux volumes au lieu de 325 F), puis les articles publiés après la mort de l'auteur, accélèrent encore le rythme des ventes.

Je ne pense pas que ce soit l'éditeur anglais qui ait contribué à la « découverte » en France de la Méditerranée. Les historiens français connaissent déjà le livre et le public français ignorait l'existence de l'édition anglaise. Au reste, le succès anglo-saxon de l'œuvre est beaucoup plus américain qu'anglais. Les chiffres de vente aux États-Unis (dont une édition poche) étant sans commune mesure avec les chiffres anglais ».



### DERNIÈRES LIVRAISONS

#### ROMANS

● Olivier Todd : *la Balade du chœur*. La dérive de Robert Gonnay, cadre licencié, privé à la fois de sa carrière brillante et de sa belle assurance. (Grasset, 245 p., 75 F.)

● Vladimir Pozner : *la Mors aux dents*. Publié pour la première fois en 1937, ce roman retrace l'épopée d'un personnage, le baron Ungern, qui, après la révolution russe de 1917, prit les armes contre le nouveau pouvoir soviétique et marcha sur Pékin « pour reconstruire l'empire de Gengis Khan ». (Actes Sud, 339 p., 98 F.)

● Alvin Toffler : *S'adapter ou périr*. Dans ce rapport demandé en 1968 par ATT, la gigantesque entreprise américaine, qui détenait le monopole des télécommunications aux États-Unis, l'auteur du *Choc du futur*, qui a actualisé son travail, analyse les nécessaires mutations à mettre en œuvre pour affronter les conséquences des nouvelles révolutions technologiques. (Denoël, traduit de l'américain par M. Deutsch, 211 p., 82 F.)

● Gérard Bensussan : *Moses Hess, la philosophie, le socialisme*. L'auteur retrace la trajectoire singulière de Moses Hess (1812-1875), disciple de Spinoza, collaborateur de Karl Marx et enfin précurseur du sionisme, et analyse les enjeux philosophiques de son œuvre. Trois textes de Hess figurent dans ce volume. (PUF, 223 p., 165 F.)

● François Dagognet : *Matérialisme - Matérialisme*. Comment surmonter l'opposition de l'intellect et de la matière, qu'une longue tradition métaphysique a éloigné l'un de l'autre ? François Dagognet s'y emploie, en reprenant les analyses traditionnelles, de Platon à Marx, pour les confronter aux avancées de l'art contemporain, comme aux enseignements des dernières découvertes des sciences expérimentales. (Librairie philosophique J. Vrin, ouvrage publié avec le concours du CNRS, 268 p., 120 F.)

● Georges Balandier : *Antropo-logiques*. Publiés en 1974 aux Presses universitaires de France, ces essais sur la différence des sexes, celle des générations et sur le pouvoir dans les sociétés africaines traditionnelles éclairaient les problèmes de notre modernité. Cette édition revue, corrigée et augmentée est précédée d'une longue introduction inédite. (Le livre de poche, « Biblio-essais », 320 p., 36,50 F.) Du même auteur, *Sociologie des Brazzavilles noires*, publié en 1955, fait également l'objet d'une réédition revue et augmentée. (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07, 312 p., 56 F.)

● Michel Meslin : *l'Homme romain*. Des origines au premier siècle de notre ère. Professeur d'histoire comparée des religions à l'université Paris-Sorbonne, l'auteur nous fait saisir avec une rare clarté les attitudes et réactions de l'homme romain dans sa vie publique et privée. Saluée lors de sa publication en 1978 chez Hachette, cette remarquable étude anthropologique est rééditée au format de poche. (Editions Complexe, coll. « Historiques », 300 p., 43 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

● Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, dans ce troisième volume de la collection dirigée par Michel Camus, « L'Enfer de la Bibliothèque nationale », sont réunis trois romans sur les aventures de Dom Bougre, de sa sœur et de sa nièce. Ces récits relèvent du genre, amplement exploité, de l'érotisme antichrétien. (Fayard, introduction de Michel Camus, 471 p., 120 F.)

### Pour les écrivains de moins de vingt ans

L'Union laïque de Muret organise pour la seconde année le Prix du jeune écrivain qui récompense une œuvre inédite, d'imagination et en prose d'un auteur âgé de moins de vingt ans au 25 avril 1986. Le texte doit comporter au moins cinq feuilles (7 500 signes) et doit être dactylographié en deux exemplaires. Les œuvres, qui ne devront comporter ni nom ni signature mais être pourvues d'un titre, sont à envoyer avant le 25 février à l'Union laïque-association culturelle, 19, avenue de l'Europe, 31600 Muret (tél. : 61-58-92-51). Chaque auteur joindra à son envoi (plusieurs œuvres s'il le désire) un chèque de 30 F, ainsi qu'une enveloppe timbrée à son adresse, la photocopie d'une pièce d'identité et son numéro de téléphone. Le prix sera décerné le 25 avril. Les meilleurs textes seront récompensés par des voyages, des stages de loisirs, des lots de livres et, éventuellement, par la publication en livre.

L'an dernier, le prix du jeune écrivain avait couronné la nouvelle d'une jeune fille de dix-huit ans, Marie Oriol, dont le texte, tout à fait intéressant, est publié, avec cinq autres primés par les éditions de l'Union laïque de Muret.

PIERRE LEPAPE.

### Bataille politique

Il est prévisible que la question Bataille — comme on dit la question Heine, la question juive et peut-être la question Sartre — va bientôt être ouverte. Des trois figures tutélaires de l'avant-garde, Artaud, Bataille, Joyce, la plus problématique reste sans doute celle de Georges Bataille, parce que, premier des continuistes de Nietzsche, il est aussi le plus radical. Le retour du religieux, l'idéologie des droits de l'homme et tout le fatras littéraire qui l'accompagne sous le libellé du retour au récit et à la « lisibilité » facile vont trouver dans l'athéologie comme dans l'écriture bataillienne leur mise en cause inévitable et donc leur premier adversaire à renverser.

Le grand mérite du travail de Francis Marmande, qui se place dans la continuité de celui accompli sur Bataille et le Collège de sociologie par Denis Hollier, est de nous préparer à cette discussion en éclairant la position — qu'il faut juste-ment appeler politique — de Bataille par une investigation tout à fait rigoureuse et de sang-froid des formes littéraires hétéroclites que cette position a prises. A cet égard, l'analyse du *Bleu du ciel*, ce récit où, en 1935, Bataille prophétise en une saisissante métaphore érotique la folie dévastatrice qui va fracturer le monde, est un modèle de lecture ajustée à son insaisissable et fascinant objet, « habilement paré de l'indifférence des ruines », comme le dit Bataille pour désigner le secret en quoi réside seule la beauté d'un livre.

Des premiers écrits aux œuvres d'économie générale, de *l'Histoire de l'œil* à *la Part maudite*, des articles de Documents à ceux de *Crépuscule*, en passant par le polémique avec Sartre, Georges Bataille politique retrace avec un heureux mélange de minutie et de passion interprétative l'un des parcours les plus incommodes qu'un écrivain ait ouvert dans la chair vive de son époque.

MICHEL CONTAT.

★ **L'INDIFFÉRENCE DES RUINES**, variations sur l'écriture du *Bleu du ciel*, de Francis Marmande, éd. Parenthèse, diff. PUF, 115 p., 76 F.

★ **GEORGES BATAILLE POLITIQUE**, de Francis Marmande, Presses universitaires de Lyon, 286 p., 90 F.

Voir aussi, pour le climat intellectuel de l'époque : *Des années 30, Groupes et ruptures*, Textes réunis par Anne Roche et Christian Tardif, éd. du CNRS, 298 p., 120 F. Signalons également un colloque au Collège de France, les 17 et 18 janvier 1986, sur le thème : Georges Bataille et la pensée allemande, organisé par l'Association des amis de l'écrivain et par l'Institut Goethe.

**LIBRAIRIE DU CNRS**  
NOUVEAUX HORAIRES :  
DU LUNDI AU SAMEDI  
10 h. - 18 h.  
295 RUE ST-JACQUES  
75005 PARIS - TEL. 46.34.79.09

### ROMANS POLICIERS

#### Du côté de Moscou



Grâces en soient rendues aux Editions Encre. On pouvait, il y a quelques semaines, rencontrer à Paris une espèce rare : un auteur soviétique de romans policiers. Et pas n'importe lequel : Julian Semionov « père » dans son pays trente-cinq millions d'exemplaires. Ex-bûcheron, ex-évêque au pôle, ce Falstaff aux cheveux ras, qu'on imagine volontiers tonitruant, alignant comme à la parade les cadavres... de bouteilles de vodka, est un admirateur de Simenon. Il a donc choisi d'ancrer ses romans dans la réalité sociale soviétique, sans remettre en cause le système, mais sans non plus en masquer les tares.

*Petrovka 38* — notre 36, quai des Orfèvres — en est une bonne illustration. C'est d'abord une enquête, de facture très classique, menée par trois policiers de la brigade criminelle — liens, il n'y a donc pas que le KGB en URSS ? — sur les agissements d'une bande de jeunes cambrioleurs devenus assassins et l'occasion, pour le lecteur occidental, d'apercevoir souvent, surprenants sur la vie quotidienne à Moscou, dans les rues, les quartiers, les magasins, les transports, à l'école. Mais c'est aussi, sans fard, la description des ravages de l'alcoolisme, des démolitions harassantes pour obtenir un logement, des petits trafics souvent nécessaires pour compléter le salaire, etc. Bien sûr, la licence a ses limites : force restera à la loi, et les policiers de Semionov sont un modèle de culture et d'humanisme, qui tournent souvent au poncif édifiant.

Leur créateur est, en tout cas, si populaire aujourd'hui en Union soviétique, sa vision romanesque « colle » si bien à l'image « d'ouverture » d'un Gorbatchev qu'à la demande de ce dernier, il a été officiellement chargé, après Genève, de promouvoir les contacts avec les écrivains américains. Le « polar » comme pifier de la coexistence pacifique, en somme... (*Petrovka 38*, de Julian Semionov, Ed. Encre, 317 p., 68 F.)

A s'en tenir aux apparences, Robert Littell, lui, pratiquerait plutôt la coexistence agressive. Son dernier ouvrage, *les Sœurs*, démontre comme le récit minutieux d'une vaste partie d'échecs opposant la CIA et le KGB. Mais chacun sait, depuis Ambler et Le Carré, que, dans le monde de l'espionnage, les apparences sont trompeuses. Un traître peut camoufler un héros et vice-versa. Et la raison d'Etat peut commander à des services ennemis de s'entendre quand leurs agents se pourchassent.

Somptueuse mécanique de précision, chargée d'émotions et d'humour, vertigineux théâtre d'ombres dont les héros ou les victimes ne sont pas des pantins, même si une logique supérieure les écarte, ce roman place d'emblée Littell au niveau des maîtres du genre. Et quand, au terme d'une longue course à travers l'Europe et les États-Unis, apparaît la cible, victime de l'une des plus odieuses affaires criminelles du XX<sup>e</sup> siècle, c'est la fiction de Littell qui fait l'histoire.

*Last Affair*, de Hugues Pagan, est aussi un subtil jeu de miroirs où bourreaux et victimes, bons et méchants se confondent. La traque de Frédéric Berg, chef de meute du terrorisme international, masque une guerre des polices, des ambitions rivales et, peut-être, une opération de déstabilisation de la démocratie. Mais Pagan n'a pas — pas encore ? — la maîtrise d'un Littell. A multiplier les personnages et les histoires parallèles, il égare parfois le lecteur, quand il importe de toujours lui laisser en main un fil, si tenu soit-il. On aurait tort, pourtant, de boudier son plaisir. Tel quel, *Last Affair* est un bon roman moderne, d'une qualité d'écriture qu'il ne faut pas si nombreux en France à pratiquer. (*Les Sœurs*, de Robert Littell, Presses de la cité, 297 p., 85 F. ; *Last Affair*, de Hugues Pagan, Albin Michel, 262 p., 75 F.)

Balzac, Apollinaire, Maupassant auraient-ils fait, s'ils les avaient connus, le bonheur des collections policières ? Roger Martin, grand amateur de littérature populaire française, en prendrait volontiers le pari. Il les a donc inscrits au sommaire d'un recueil sobrement intitulé *Nouvelles noires*, aux côtés de Jules Renard ou de Villiers de l'Isle-Adam, mais aussi de neuf auteurs modernes, qui, tous, donnent une œuvre inédite, de Daeninckx à Boileau-Narcejac, en passant par Simic, Courtneir, Réouven...

Il y a à quelques pépites et un bonheur stimulant à passer de la noircure flamboyante d'un Balzac — dans la France provinciale du XIX<sup>e</sup> siècle, un mari trompé venge son honneur en alliant froide cruauté et respect des conventions — à la simplicité prosaïque d'un Daeninckx, contant les conséquences imprévues d'un jeu télévisé sur la vie d'un petit braqueur. Mais la médaille a son revers : le « label » noir est si vaste, partant si imprécis, qu'à la longue l'ensemble souffre d'une absence d'unité.

Qui a dit que l'art de la nouvelle se portait mal ? Dans le même temps sortent deux nouveaux recueils de Giorgio Scerbanenco et Frédéric Fajardie. Deux univers puissants, cohérents, mais à l'exact envers — titre d'une nouvelle de Fajardie — l'un de l'autre.

*Les nymphettes meurent aussi*, de Scerbanenco, est une suite de chroniques très ordinaires dans l'Italie urbanisée des années 70. A petites touches, d'une écriture feutrée, avec un art consommé du détail qui modifie un personnage, une atmosphère, Scerbanenco dessine un monde où tendresse et cruauté voisinent sans que nul ne s'insurge : « C'est la vie ». Dans la douceur de la nuit, deux amoureux s'embrassent, bercés par une musique invisible. Quelques dizaines de mètres en contrebas, une voiture est accidentée. Sur la banquette avant, les corps disloqués de deux autres amoureux. Seul l'autoradio marche encore...

Fajardie est à l'opposé : *la Nébuleuse du Nord* est celle de tous les excès. Jusqu'à imaginer qu'après le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale un char français stoppe sa course folle en vue de Tirana, dans une solitude minérale...

Peroxyse des situations, peroxyse des rapports humains, mais une écriture presque neutre, en retrait, fait de chacune de ces nouvelles un diamant brut. (*Nouvelles noires*, présentées par Roger Martin, Encre, 330 p., 90 F. ; *Les nymphettes meurent aussi*, de Giorgio Scerbanenco, 10/18, coll. « Grands détectives », 255 p., 31 F. ; *la Nébuleuse du Nord*, de Frédéric Fajardie, Néo-Oswald, coll. « Le miroir obscur », 190 p., 35 F.)

Un mot encore pour saluer la parution du numéro 1 d'*Asphalte*, revue trimestrielle qui se veut du côté « des bourlingueurs et des écorchés, dans le rêve ou la réalité, contre tous les faiseurs et les tièdes ». Vaste programme qu'illustrent, dans un numéro fiévreusement daté de... décembre 1986, une charge d'Alain Dugrand contre l'écrivain-mode, une nouvelle anti-pub de Fajardie, une interview de Daeninckx sur la mémoire du pogrom anti-algérien d'octobre 1961, une réhabilitation de Maurice Rappaport, alias Ange Bastiani, ou encore une variation sur la vie déchirée du saxophoniste Art Pepper (*Asphalte*, 45 F., chez Hervé Delouche, 35, rue Esquirol, 75013 Paris).

Et puisque l'année 1986 commence, vivez le « polar » au jour le jour. Un jeune éditeur bordelais a eu l'idée d'un calendrier illustré par les portraits de douze grands auteurs du roman noir : d'Hammett à McBain, en passant par Day Keene et Chester Himes (à commander franco de port chez Marc Pierret, BP 27, 33031 Bordeaux Cedex, 44 F., format 30 x 20, tirage sur papier gris perle).

BERTRAND AUDUSSE.

مكتبة الامم المتحدة



• LETTRES BRÉSILIENNES

# Clarice Lispector et la vie nue

Celle qui avouait : « J'ai si peur de ne plus jamais écrire. »

CLARICE LISPECTOR est à l'origine du renouveau littéraire au Brésil. Elle est née en Ukraine, mais elle avait deux mois lorsque ses parents ont gagné le Nouveau Monde et se sont installés à Recife d'abord, puis à Rio-de-Janeiro. A dix-sept ans, Clarice Lispector écrit *Près du cœur sauvage* (1). Suivront sept romans et deux recueils de nouvelles. Elle meurt d'un cancer en 1978.

Où étais-tu pendant la nuit ? date de 1974. C'est un ensemble de textes particulièrement significatifs de la manière de Clarice Lispector. On y voit la méfiance pour les pensées abstraites, pour les raisonnements discursifs. Tout y tient à la marche de l'ingénieur Martin, le héros du *Bâtisseur de ruines* (2), lorsqu'il parcourt la plaine interminable et s'ouvre à toutes les révélations du monde naturel. Mais ici, dans *Où étais-tu pendant la nuit ?*, si la dévotion à la vie pure, instantanée, est toujours aussi forte et déterminée, une voix murmure, et cette voix parle de la mort. Il ne faut pas oublier qu'en 1977 Clarice Lispector écrit *L'Heure de l'étoile* (3) ou « discrète sortie par la porte de service ».

## Vivre en pourrissant

Dans *Où étais-tu pendant la nuit ?* apparaît, avec plus de force qu'ailleurs, l'image du vieillissement. Ainsi M<sup>re</sup> Jorge B. Xavier, amoureux de l'image mythique d'une star de la chanson : elle est « prisonnière du secret mortel des femmes âgées. Elle n'avait pas l'habitude d'avoir presque soixante-dix ans, voilà tout, elle manquait de pratique, elle n'avait pas la moindre expérience... ». Ailleurs, dans un train, une femme encore jeune, assise en face d'une femme très âgée, médite : « Depuis qu'elle avait découvert - mais découvert véritablement, avec une surprise poignante - qu'un jour elle mourrait, elle n'avait plus peur de la vie, et, à cause de la mort, elle avait tous les droits... ».

Dans ces textes, Clarice Lispector montre son approche du

monde par l'écriture. Il y a là comme un disjonction perpétuelle. Ce qu'elle veut capter et restituer, c'est le vécu. Mais le vécu ressemble à un tissu qui serait plein de trous. On ne saisi pas le vécu, sinon par des éclats éparés qui le donnent, à peine un instant, à entrevoir. Le texte de Clarice Lispector, ici, s'abandonne à une suite de notations successives, un peu déconstruites (comme il se doit), et qui indiquent ce qui est à dévoiler plus qu'elles ne dévoilent réellement. « Je veux voir la réalité », écrit-elle. Et aussitôt elle ajoute : « Mais c'est que la réalité semble être un rêve ! ».

Le mot-clé est « vivre » : « Vivre en pourrissant importe beaucoup. » Et encore : « Un vivre sec : un vivre l'essentiel. » Un texte de ce recueil montre une femme se baignant dans l'océan : « L'océan, la plus intelligente des existences non humaines ! », et la femme, « la plus intelligente des êtres humains ». La femme boit les eaux de l'océan : « L'océan au-dessus d'elle comme le liquide épais d'un homme. » Et, dans le train qui l'emporte vers la « fazenda » de son frère, Angela, qui veut rompre avec son amant trop intellectuel, rêve d'eaux, elle aussi : « Tous les jours je me baignerai dans la rivière, je mènerai à sa vase ma fange bête. ».

Ce qui caractérise les œuvres de Clarice Lispector, c'est sans doute l'urgence d'écrire. Ou, mieux encore, la découverte de l'écriture comme modalité essentielle. Dans *Où étais-tu pendant la nuit ?*, elle avoue : « J'ai si peur de ne plus jamais écrire. » Le plaisir ou la passion d'écrire n'abandonne jamais le concret. Clarice Lispector se veut au ras des choses. Et c'est par ce mouvement à la fois rapide, capteur et plein cependant d'humilité, que l'écriture se fait corps.

HUBERT JUN.

★ OÙ ÉTAIS-TU PENDANT LA NUIT ?, de Clarice Lispector, traduit de l'anglais par Geneviève Lebrun et Nicole Béra. Éditions Des Femmes, 171 p., 72 F.

- (1) Éditions Des Femmes.
- (2) Éditions Gallimard.
- (3) Éditions Des Femmes, ainsi que : *La Passion selon G.H.*

## Les mythes fondateurs

LES incursions des éditeurs français dans le passé de la littérature brésilienne sont trop rares pour ne pas saluer la traduction d'un texte capital pour la connaissance de ce pays, qui plus est, un des plus beaux écrits de la langue portugaise : *Iracema*, de José de Alencar.

Grâce à son immense popularité, ce récit a su incarner un des mythes fondateurs du Brésil. Depuis la première édition en 1865 jusqu'à nos jours, des milliers de Brésiliens ont reçu le prénom de leur aïeule fictif, Moacir, le fils né de l'union passionnée entre l'héroïne indienne Iracema (dont le nom garantit aussi l'ensauvagement d'Amérique) et le Portugais Martim. Si l'on a pu rapprocher ce livre d'*Atala*, de Chateaubriand, l'indienne du Brésil se montre autrement plus audacieuse et sensuelle que son modèle. La nature y est en outre plus étroitement liée aux personnages, dans une prolifération étonnante de comparaisons et de métaphores.

Sous la forme d'un mélancolique paradis perdu, *Iracema* raconte donc la légende de

l'apparition du Brésil. Le roman exploite la veine « indienne » du fort courant nationaliste qui s'est développée après l'indépendance de 1822. Mais cette recherche des racines inclut aussi un projet linguistique. Alencar nourrit sa prose de termes indigènes, dans le désir de construire une langue nationale, distincte du portugais du Portugal.

Les images neuves ainsi créées, associées au choix des mots les plus rares et les plus précieux, sont une des sources de l'extraordinaire beauté poétique d'*Iracema*. José de Alencar est considéré comme le plus grand romancier du romantisme brésilien ; ce notable conservateur fut à sa manière un pionnier : explorateur de l'imaginaire de son pays qu'il dota d'un mythe essentiel, aventurier de sa propre langue, dont les richesses sauront se échanter, dans l'excellente traduction d'Ines Osek-Dépre.

J. C. et A. S.  
★ IRACEMA, de José de Alencar, traduit du portugais (brésilien) par Ines Osek-Dépre, « Atenea », UNESCO, 124 p., 49 F.

## Lucio Cardoso ou le Domaine corrompu

Un huis clos tropical de violence et de mort.

LUCIO CARDOSO est né en 1913 dans le Minas Gerais ; cette région, entre Rio et Bahia, occupe, dans la géographie de l'imaginaire brésilien, la position excentrique de haut lieu du silence, de contrée des songes secrets. Esprit aventurier, le père de Lucio Cardoso explora les dernières terres sauvages du Brésil et fonda plusieurs cités. Son fils prêterait les décou-

sexuel pur, enfermé dans sa chambre qui pue le jasmin, une espèce de monstre obsédé qui ne quitte plus les robes en lques de sa mère défunte. Mais Nina, cette « église de Dieu », cette sorcière ou cette reine, va être poussée hors du Domaine pour avoir osé aimer ; et quand elle reviendra après quinze ans d'absence, apparemment pour retrouver son fils adolescent et commettre avec lui l'inceste, la « mendiant magnifique » se décomposera littéralement sous nos yeux, répandant l'haleine écœurante de son corps détruit par le cancer. Tout cela avant le coup de théâtre final qui nous fera jeter un regard neuf sur ce que nous croyions être la trame solide du roman.



Lucio Cardoso

La *Chronique de la maison assassinée* n'est cependant pas un roman des violences ; les scandales y sont certes nombreux (adultère, tentative de meurtre ou suicide, inceste), mais le sujet essentiel est la violence, la mort, non pas les transgressions qu'elle inspire. Agonies simultanées du Domaine qui moit et de Nina qui finit par se putréfier vivante. Mort aussi d'une société traditionnelle, qui crut pouvoir nier les transformations du temps et la variété de la vie.

Le roman est composé d'une suite de voix multiples qui s'entremêlent : confessions, lettres, témoignages, journaux intimes des personnages ; cette absence de narration unique ne remet nullement en question la cohérence du récit ; chaque personnage s'efforce d'être sincère, afin de se justifier devant soi-même, Dieu ou le néant.

Ce roman ne s'enferme dans un lieu que pour sonder la vérité des hommes. Avec une violence digne des *Haus de Hurlévent* d'Emily Brontë, Lucio Cardoso a mis à mort le Domaine de son enfance. En même temps, il a transformé la littérature de son pays, assassinant symboliquement le roman régionaliste qui avait accompagné la propre enfance du Brésil.

JORGE COLI et ANTOINE SEEL.  
★ CHRONIQUE DE LA MAISON ASSASSINÉE, de Lucio Cardoso, traduit du portugais (brésilien) par Mario Carelli. Ed. Mazarine Anne-Marie Métallé, 420 p., 120 F.

(1) Natif ou habitant de Rio-de-Janeiro.

**MAISON DE LA POÉSIE**  
101, rue Rambuteau (1<sup>er</sup>) - M<sup>re</sup> Halles - Tél. : 42-36-27-53  
**Hommage à André Frenaud**  
GRAND PRIX NATIONAL DE POÉSIE 1985  
Exposition du mercredi 9 janvier au dimanche 23 mars  
LUNDI 23 JANVIER « UN PARCOURS », avec L. Hulin, J.-Y. Duboulet, M. Deguy, 20 h 30  
MARDI 24 JANVIER « MYTHE ET POÉSIE », avec G. Audebert, J.-P. Darmon, J. Lecomte, 20 h 30  
MERCREDI 25 JANVIER « UN POÈTE DEVANT ET EN DEHORS DE L'HISTOIRE », avec G.-S. Chénier, D. Lemaire, R. Monier, A. Solal, textes dits par ALAIN RAU, 20 h 30

## 1 an en ITALIE 190 F

L'Italie est proche  
L'Italia c'è vicina  
**Agenda littéraire 1986**  
365 jours 24 heures/24 heures  
avec des textes originaux de  
**Danièle Sallenave, Dominique Fernandez, Patrick Mauriès, Jean-Noël Schifano,**  
et des citations de Stendhal, Proust, Sartre, Barthes, Suarès, Berenson, Dumas, Macé, Calvino, Chateaubriand, Freud, etc.  
Illustrations de Canaletto, Caravaggio...  
400 pages, relié pleine toile noire/grise 20x28  
Les Éditions Solin - 17, rue Roche - 92240 Malakoff

## PRIX MÉDICIS

## Michel Braudeau



MICHEL BRAUDEAU  
**Naissance d'une passion**  
ROMAN  
Prix Médicis 1985  
98 F

S E U I L

**L'INSTITUTION DU FRANÇAIS**  
ESSAI SUR LE COLINGUÏSME DES CAROLINGIENS A LA RÉPUBLIQUE  
Par René Balibar  
L'identité française, c'est d'abord la langue. Avant d'en parler, il faut savoir ce qu'elle est dans son histoire : norme d'Etat, création littéraire, apprentissage de la démocratie.  
Collection "Poétiques littéraires"  
dirigée par Etienne Balibar et Dominique Laporte.  
404 pages - 170 F  
LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

AND AUDUSSE

## ● ESSAIS

## Ronald Laing

(Suite de la page 11.)

L'asile est devenu une machine à broyer l'être humain, et le diagnostic médical un prétexte pour exorciser la société des éléments indésirables. « Dans tout pays occidental, on est admis dix fois plus souvent dans un hôpital psychiatrique qu'à l'université. »

Pourtant, Laing avoue volontiers que, pendant les dix années que son père passa dans un service de psychiatrie, le personnel le traita chaleureusement : « Je sais que les institutions psychiatriques ne sont pas nécessairement inhumaines. » Lui-même ne serait-il pas prêt à se soumettre aux électrochocs ? « Je peux m'imaginer méditant des électrochocs, dit-il, non sans une pointe d'émotion. Je suis parfois si désespéré, si tenté par le suicide, que je pourrais demander n'importe quoi. »

Que reproche-t-il donc à la psychiatrie institutionnelle ? D'avoir donné de la maladie mentale des définitions qui ne tiennent compte ni de l'individu ni de l'expérience : « Si vous lisez les manuels diagnostiques et statistiques, qui sont la bible des psychiatres, vous y trouverez une liste de ce qu'ils classent parmi les maladies mentales : si vous croyez en la télépathie, vous êtes malade ; si vous vous intéressez au sixième sens, vous déraisonnez ; si vous ressentez la présence de quelqu'un trois semaines après sa mort, vous êtes fou. Il suffit de se référer à ces critères pour voir en moi un cas désespéré ! »

## « De véritables sanctuaires »

Fervent lecteur de Kierkegaard, Heidegger et Sartre - qui préface *Raison et violence*, écrit en collaboration avec David Cooper - Laing préconise la méthode phénoméno-logico-existentielle en psychiatrie. La psychanalyse et la psychiatrie traditionnelle négligent l'individu, alors qu'il faudrait s'attacher à son être-dans-le-monde pour comprendre la signification humaine des maladies mentales. Au lieu de parler de schizophrénie (qui signifie que la tête est divisée en deux), Laing préfère le terme de schizocosmos (le monde divisé en deux) : « Notre monde est schizoïde. Cela n'est pas, comme le prétend Cooper, une simple attaque contre le capitalisme, c'est une constatation devant les valeurs normatives de notre univers. Garder un semblant de santé et de rationalisme demande beaucoup d'adaptation dans ce monde tordu. »

Fondateur, au côté de Cooper notamment, de Kingsley Hall et de la Philadelphia Association, qui se donnaient pour but d'aider à la création de communautés thérapeutiques, Laing dirigea aussi, de 1962 à 1966, un service expérimental dans un grand centre psychiatrique de Londres, le fameux Pavillon 21. « Kingsley Hall, raconte Laing, est un bâtiment-symbole en Angleterre. Il y a vingt ans, les administrateurs de ce bâtiment me l'ont loué pour un shilling, pendant cinq ans, pour commencer. Notre premier principe de fonctionnement fut de ne pas détruire ces gens qu'on dit fous. Ne pas les détruire simplement parce que vous ne supportez pas leurs cris, leur comportement, parce que vous pensez qu'ils seraient mieux sans leur cerveau... Aujourd'hui, des maisons de ce type se sont construites en Angleterre, dans le reste de l'Europe, et, en Amérique, ce sont de véritables sanctuaires, où les portes ne sont jamais verrouillées, où les gens peuvent se sentir à l'abri de la persécution psychiatrique, où ils n'obéissent qu'à leur biorythme. »

Laing ne confie-t-il pas dans sa biographie que son autorythmie diffère de celle du commun des mortels ? « Il n'y a rien de pathologique dans le fait de veiller la nuit et de dormir le jour. Mes lectures, mes réflexions, mon travail d'écriture, ont lieu essentiellement la nuit. (...) Existe-t-il un endroit au monde où les fous soient autorisés à se baigner nus au clair de lune ? »

A la prétendue objectivité qu'affiche le psychiatre qui refuse toute communication avec le schizophrène, Laing oppose

l'échange, la communication. Il conseille d'être attentif à la « relativité de l'expérience ».

« Nous avons tous notre point de vue à nous et une infinité de mondes possibles. Un psychiatre doit se pencher sur ce que j'appellerai l'« anarchie de l'expérience ». Euripide disait que l'esclave ne sait pas exprimer sa pensée. Un schizophrène moderne n'a même pas la possibilité de penser ce qu'il veut, surtout si ses pensées transgressent l'ordre. Un psychiatre doit être un assistant au service de son patient, il ne doit pas lui imposer sa propre vision du monde. Il faut qu'il se débarrasse de la culture dans laquelle il est parfois incrusté. On s'attend qu'il soit plus qu'un simple fantassin de la culture. »

## Les rêves d'un franciscain

Pour illustrer ce propos, Laing relate l'histoire émouvante et déroutante d'un prêtre franciscain rencontré à New-York, et qui, six heures durant, lui raconta comment il comprenait la santé et la folie. « J'entre dans une pièce, confie le prêtre, et, aux côtés de ces « malades », je ne fais que rêver. Je rêve éveillé. Puis j'en reviens, rafraîchi, rajeuni, et encouragé. »

La communication entre les êtres ne s'établit que si un champ transpersonnel, semblable à un champ magnétique, s'instaure entre eux. La découverte de l'hypnose et de la télépathie durant ses années de formation influença les théories de Laing sur la présence en nous d'un esprit archaïque que nous croyons avoir dépassé.

« Ce psychisme primitif est le psychisme original que nous possédons tous et que nous nions à nos risques et périls, car, en le niant, nous détruisons le monde. Je crois, je suis même persuadé, qu'il existe une réalité transpersonnelle qui est la base de la communion entre les êtres... Vous ne croyez pas à la télépathie ? Eh bien, je vais vous raconter une histoire. Un chercheur allemand qui s'intéresse à la neurophysique et à la télépathie fait venir des gens et leur définit des rêves tels qu'ils doivent les rêver le soir même. Il donna à une femme

cette consigne : « Vous allez rêver : j'ai gagné le premier prix ». Le lendemain, la femme revint et raconta : « Je n'ai pas fait ce rêve, mais un autre. Je suis allée voir un vieil ami que je n'avais pas revu depuis longtemps. Je frappe à la porte, un jeune homme blond apparaît et me répond : « M. X n'habite pas ici. ». Le jour suivant, cette jeune femme rencontra une amie qui était accompagnée d'un jeune homme blond. Frappée par la ressemblance entre cet inconnu et l'homme du songe, elle relata son rêve. « L'homme dont vous avez rêvé est mon père, s'exclama l'inconnu, qui ajouta : « Je ne me souviens jamais de mes rêves, mais, cette nuit, j'ai rêvé que j'avais gagné le premier prix ! »

Ronald Laing croit à la télépathie comme à la réincarnation, à la mythologie comme aux rêves de naissance. Il défend la thèse selon laquelle les expériences réelles que nous avons vécues dans le ventre de la mère constituent la base de schémas psychologiques qui se développent dans nos rêves. Nous tentons de nier notre esprit primitif, alors que nous sommes encore sauvages. Nous arborons une rationalité à toute épreuve, alors que les mythes nous entourent encore de mystères et d'énigmes...

## En lisant Kierkegaard

A dix-huit ans, en lisant Freud, Kierkegaard, Marx et Nietzsche, Laing rêva de devenir écrivain : « Ou plutôt, j'étais convaincu que j'en étais un, comme eux, et qu'il était de mon devoir, absolument, de devenir l'écrivain que j'étais. Je me donnais l'âge de trente ans comme limite impérative pour la publication de mon premier livre. »

Aujourd'hui, Ronald Laing avoue qu'il se considère avant tout comme un « être humain qui réfléchit sur la vie, la misère, la souffrance ». Adolescent, il aimait les livres parce qu'ils le gardaient en vie. « Le livre, c'est une manière de se garantir de la mort. J'écris pour un lecteur qui serait mon semblable, mon frère... »

ROLAND JACCARD.

## ● ROMANS

## Michel Tournier

(Suite de la page 11.)

Idriss n'attribue pas au « mauvais œil » qui s'est posé sur lui l'aggravation de sa solitude. Mais les gens du village, les membres de sa famille, le font pour lui. On ne laisse pas une image de soi errer au loin, on la cloue, on l'encadre, lui dit son oncle. Bien entendu, la photo craint, espérée, n'arrive jamais, et c'est pour la récupérer autant que par instinct nomade et nécessité du travail à trouver qu'Idriss, deux ans plus tard, part pour la France.

Nous sommes alors jetés sur les voies qui mènent à l'ailleurs : voies problématiques, cabotantes, dangereuses, puis, à mesure que les villes et la côte se rapprochent, voies plus sûres mais encombrées et surtout révélatrices d'un monde sur lequel, « sournoise, menteuse et impérieuse », règne l'image.

Cartes postales, affiches, musée où s'exhibe un Sahara empailé, décors peints d'une boutique de photographie, Idriss ne reconnaît pas sa terre dans les représentations qu'on lui en propose. Pis ! il risque de perdre son identité : une folle croit voir en lui son fils mort.

Nous n'atteignons le quartier circonscrit par la rue de la Goutte-d'Or et le boulevard de la Chapelle, que dans la troisième partie du livre. Dans le foyer, qui n'est pas un enfer, où Idriss a rejoint un cousin, les propos des immigrants retentissent d'une vérité cinglante. On voudrait tout citer.

« La France moderne, c'est nous les bougnoules qui l'avons faite. 3 000 kilomètres d'autoroutes, la tour Montparnasse, le CNIT, le métro de Marseille... » Et ceci : « Les Français, faut pas croire qu'ils nous aiment pas. Ils nous aiment à leur façon, mais pourvu qu'on reste par terre. »

On encore cette réflexion, d'un Français celle-là, à propos d'un chameau dont on ne sait plus quoi faire. « C'est comme les travailleurs immigrés. On croyait les avoir loués et pouvoir les renvoyer chez eux quand on n'en aurait plus besoin, et puis on s'aperçoit qu'on les a achetés et qu'on doit les garder en France. »

A Paris, les menues aventures d'Idriss qui, comme les précé-

dentes, sortent toutes de rencontres et ne jouent pas sur la corde sensible, vont, cette fois, le transformer lui-même en image. Un metteur en scène pédéraste, personnage haut en couleur, le fait d'abord figurer dans un film et dans une publicité pour la télévi-



Ce portrait de Michel Tournier par Edouard Boubat est extrait de l'album *Tournier*, publié chez Henri Veyrier (165 p., 160 F.).

Serge Koster consacre à l'œuvre de Michel Tournier une étude minutieuse, proposant plusieurs approches, émettant des hypothèses neuves pour une lecture d'ensemble de Tournier.

Mais on attendrait davantage ces réflexions dans un essai que dans un album où l'on voit mal le rapport entre le cahier photo et le travail de recherche de Koster.

Le roman culmine à mon sens dans cet épisode à la fois comique et triomphal qui nous introduit jusqu'aux abattoirs de Vaugirard pour une de ces transfusions de l'horreur dont Michel Tournier a le secret. Ensuite Idriss prête son corps pour qu'on en tire par moulage des mannequins en série. Pour peu, il deviendrait un automate.

Michel Tournier tend à son héros un bizarre moyen de salut : la calligraphie. C'est son invention la plus embarrassante. Certes cet art, caractéristique de l'Islam, on comprend que l'auteur veuille

le faire figurer dans le blason qu'il compose autour de cette civilisation. Le signe y tenant lieu d'image, la calligraphie glorifie l'abstraction, travail de l'esprit sur le réel qu'il chiffre et par là domine. Mais, même si un joli conte, *la Reine blonde*, qui répond au *Barberousse* du début, illustre ses pouvoirs libérateurs, l'arabesque, comme recours contre la destruction de l'être, ne convainc guère. A moins d'y voir une allégorie de la littérature, de l'alchimie à laquelle justement l'écrivain se livre.

*La Goutte d'Or* en tout cas ne se termine pas là-dessus, mais sur une scène splendide qui fait écho à la mort du chamelier en ouverture du livre. Elle se déroule place Vendôme, au cœur le plus chic de Paris. Les travailleurs maghrébins, liés à leur marteau piqueur comme à une arme symbolique, creusent un parking. C'est alors que dans la vitrine d'un joaillier réapparaît le bijou.

## Une danse dérisoire

Idriss, quand il était encore chez lui, l'avait découvert au cou d'une danseuse noire ; il l'avait ramassé, celle-ci l'ayant perdu dans ses évolutions ; un putain de Marseille le lui avait pris en échange d'une passe... Il revient lui-même à Paris, mais devenu intouchable, seulement exposé au regard. Nous sommes bien dans la civilisation du spectacle où la représentation tient lieu de réalité. Et Idriss, transporté, tenant entre ses mains comme un sexe énorme la machine trépidante qui défonce le pavé, exécute une danse dérisoire, au bout de laquelle on devine que se profile la mort.

*La Goutte d'Or* est le plus réaliste des romans de Michel Tournier. On n'y trouve pas, comme dans le *Roi des aulnes* ou les *Mémoires*, ces inquiétants personnages, repris aux anciens mythes, ces scènes épiques, fantastiques où flamboyait l'imagination de l'écrivain. Débarrassé de toute gaisse, de tout excès, extrêmement rapide dans la cascade des aventures, toutes plausibles, qu'il met en scène, avec un héros fait de pureté et de transparence, il est comme marqué par une ascèse.

Il ne s'en déploie pas moins sur des niveaux multiples qui entrent en résonance. Il organise tout un système d'échos. Il entrecroise trois histoires qui se nouent : celle d'un bijou, celle d'une photo, celle d'un homme. Deux civilisations en opposition s'y illustrent à travers leurs emblèmes. Un mode de connaissance y affirme sa supériorité : l'écrit sur l'image. Sans se résoudre, une brûlante question d'actualité se pose, hors de toute tragédie.

Je me demande ce qui est le plus à admirer dans ce livre, si simple en apparence : ou la richesse de la réalité captée, ou les moyens qui la transmutent et font de cette enquête, de ce document, de ce roman d'aventures, un conte, une fée, une œuvre d'art.

JACQUELINE PIATIER.

## TÉMOIGNAGE POIGNANT SUR LA GRÈCE 1910-1930

PINDAROS BREDIMAS



PETROS MARAS  
LA PENSÉE UNIVERSELLE

## ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

## Le plaisir d'y croire

(Suite de la page 11.)

L'EX-ÉPOUSE du copain d'Alger, une Américaine peintre et alcoolique, accueille Manuel dans sa propriété d'Andalousie. Sa fille aînée l'y rejoint avec un énarque chaste, qui a remplacé le sénateur et l'aide à ne pas s'avouer qu'il fonde c'est de son père qu'elle est amoureuse. Doué, décidé, pour attirer les bienfaitrices de tous âges, de préférence riches, Manuel vit un amour fou avec Marianne, dont il apprécie l'absence parfaite de vanité, et dont l'enfant remplace le fils qu'il n'a pas eu. L'Andalousie lui rappelle l'Algérie toute proche. Et sa nature de « vivant » fait qu'étant heureux il exerce qu'on le soit autour de lui.

Il songe à ne plus revenir à Paris, lorsque naît, chez sa cadette, un prématuré menacé de déshydratation mortelle. Le père et le médecin, en lui, ne font qu'un bon d. Il sauvera le petit-fils, divorcera sans drame, et deviendra patron. Un méchoui monstre marquera ces victoires. Et, après qu'une attaque cérébrale l'aura cloué au lit, sans voix, il se battrà, poing serré. Son premier mot, le dernier du livre, sera : « Je recommence ! » Un exemple d'amour de la vie tel que n'en donnent plus les Français de souche, et qui restera comme un des apports des pieds-noirs à la culture dépressive de l'Hexagone.

Construction et rebondissements, pittoresque et vérité profonde, personnages secondaires et figure centrale : à tous égards, Louis Gardel confirme la générosité et les dons de grand scénariste qu'annonçait Fort-Saganne. Le film est là, prêt à tourner. Avis aux producteurs, mais aussi aux lecteurs, les premiers, au fond, à se faire leur cinéma. Ils y seront aidés par une langue qui a décidé de suggérer au mieux sans se faire remarquer pour elle-même. Une politesse qui se perd parce qu'elle est bien plus difficile que l'écroulement frémur.

YVES NAVARRE a le même âge que Louis Gardel et une réputation comparable. Dès avant son Goncourt (*le Jardin d'acclimatation*, l'année de Fort-Saganne, 1980), il avait intéressé un large public à ses conflits entre le conformisme familial et les besoins d'authenticité d'enfants rebelles. Lui aussi se soucie de notre plaisir de croire à ce qu'il raconte, tout en s'impliquant davantage dans ses récits, avec ses fragilités d'écroulé ardent, ses envies de convaincre.

On retrouve dans *Louise* cet interventionnisme. L'auteur ne peut s'empêcher de réfléchir à haute voix sur le « roman en train de se faire » ; ce qui, s'agissant d'une épouse de diplomate octogénaire, n'ajoute pas précisément à la vraisemblance du personnage. C'est là une tentation courante, depuis le « Journal d'Edouard » que Gide tenait parallèlement aux *Faux-*

Monnayeurs, depuis Joyce, et plus encore depuis que le nouveau roman a obligé les conteurs-nés à se justifier...

MAIS ce recul n'empêche pas d'ajouter foi à l'entreprise de Louise. Née en 1904, cette grande bourgeoise du quartier Sainte-Clotilde ne veut pas mourir sans avoir crié ce que l'on contrainte à taire les bonnes manières, la carrière de son mari et les tabous de son temps.

Il ne sera pas dit que son passage sur terre s'est réduit à des plans de table dans les consuls d'Extrême-Orient, à des robes de taffetas, à des goûters d'enfants, et que le reste sombrera dans l'oubli, comme le tableau de famille que les héritiers vont vendre, ou comme ses malles qui ont coulé en Méditerranée, un jour, avec un cargo.

C'est affaire de dignité. Elle notera ce qui a eu lieu entre les lignes, les fortes émotions de jeunesse auprès d'un gamin à cert-volant, le beau-frère mort de volupé dans un lupanar, le fils dont on a caché la mort sous l'uniforme de la LVF ; bref, elle saluera le « monde » que sa mère, encore plus flouée qu'elle, l'avait chargée, en la mariant, de « saluer de sa part ». Elle parlera de ce qui, *shocking* ! vient du ventre. Une vieille dame indigne, en quelque sorte.

DES lettres anciennes l'aident à se souvenir, ainsi que le journal de son mari, un brillant pessimiste convaincu d'avoir côtoyé une femme d'atours et d'élancements. C'est aussi pour démentir cette réputation que Louise remplit ses cahiers, en cachette, avec l'énergie des revanches. Ce travail de reconquête d'elle-même l'amène à voir ses enfants pour les bridgers insignifiants qu'ils sont, et à éprouver l'aliénation, inconsciente celle-là, de sa fidèle servante, à qui elle légua son manuscrit.

Les secrets de famille et les débits enfouis sont des mines littéraires. On dirait qu'ils déposent, comme ces coquilles fossiles dont jaillit le pétrole. La confiance que livre Louise au seul du néant, contre la montre, à la force des rancœurs, sans en avoir le rancœur. Son silence aussi, elle l'avait décidé. Il n'y a pas de plus grand texte, dit-elle, que celui que l'on tait en soi, par choix.

L'auteur, ici, laisse passer le bout de la plume. Mais Louise a le dernier mot. Cette figure de femme vue par un homme est à ranger auprès de l'exilée solitaire de Blancfort (*Sans la miséricorde du Christ*, Femina 1985). Symboles d'une difficulté que le féminisme a seulement atténuée : celle de s'appartenir, enfin.

★ NOTRE HOMME, de Louis Gardel, Seuil, 284 p., 85 F.  
★ LOUISE, d'Yves Navarre, Flammarion, 204 p., 69 F.



# culture

## EXPOSITIONS

### TROIS SIÈCLES DE PEINTURE JAPONAISE

## Le pinceau le plus libre du monde

Méditations zen, décors de paravents, portraits d'humains, d'animaux ou de rochers, paysages, illustrations de romans, etc., en tout cinquante œuvres peintes du quinzième au dix-neuvième siècle sont exposées à la galerie Ohtani. Ce bon choix permet de réfléchir sur presque tous les aspects typiques d'un art où le pinceau est resté singulièrement libre et tricolore après les innombrables leçons de l'ancienne Chine.

L'exposition elle-même ne se veut pas une suite exhaustive d'exemples de tous les genres ; les « grandes machines » officielles sont absentes, et on ne regrettera pas un certain art religieux assez conventionnel, alors qu'une place privilégiée est faite à la tradition zen où étaient les ressources spirituelles et la maîtrise graphique locale. En revanche, la merveilleuse série des hommes illustres du Yamato n'est pas glissée avec le portrait de Michizane (quinzième siècle, par Yukihiro), une pièce très précieuse mais d'une tristesse peu convaincante.

Certaines manières de tout traiter en raccourci passe de la calligraphie au dessin d'objets-symboles. Le pinceau des moines zen est l'instrument d'un exercice mental, un enseignement. D'où le parti pris de la « simplicité », du sac de Hakuin et des « objets précieux ». La présentation est fort bien conduite à cet endroit difficile où la peinture-dessin passe des symboles de l'univers au paysage. Ces minuscules barques perdues dans de hautes à-plats d'encre diluée sont-elles dérivées d'une expérience ou d'observations dans les brumes autour d'Iles humides ? Les quelques très beaux paysages zen du quinzième siècle gardent leur secret.

Par la suite, d'autres paysages, ceux du dix-huitième siècle surtout, développeront par des moyens plus sophistiqués d'admirables effets. Le Japon s'y spécialisa en associant

calligraphie et représentations d'objets. Cette habitude d'harmoniser signe et image est révélatrice : partie d'une émotion personnelle fortement expressive dans les bons cas, elle court le risque, dans les moins bons, de tourner à l'allusion littérale. Voir au calendrier l'immense « Nishiki ». Bien entendu, l'exposition ne cite que les paysages dotés des admirables effets évoqués plus haut (Hitsu, Buncho).

Comme pour illustrer un des caractères les plus frappants de l'art japonais, le goût de l'obliquité, quelques pièces du seizième siècle sont citées : le *Jeu de Kemoni*, peinture sur paravent avec de grands images d'or, où Tokaku sait déployer largement les costumes somptueux, les longues chevelures noires retombantes des personnages. A droite, des claustra précieusement obliques. Naturellement, le système du « toit

enlevé » laisse voir une scène domestique. Dans un kakemono voisin, nous retrouvons les mêmes lignes de l'architecture et les mêmes personnages : on sait que l'Ecole Tosa, à la fin du seizième siècle, s'inspire largement du célèbre roman de Genji. Une scène nocturne complète cet ensemble raffiné voué à la peinture de cour.

Tandis qu'un Portrait d'une courtisane et des Femmes lisant, nous acheminent vers le genre de l'estampe, qui triomphera par la suite, sentent du trait comme les visages et les silhouettes, agrémentés de courbes et des couleurs. Précision extrême du détail vestimentaire, l'art animalier, dont un excellent exemple est déjà donné avec le *Singe aux longs bras* de la fin du quinzième siècle, va prendre de l'importance. Au seizième siècle, le fameux « sentiment de la nature » peuple les paravents de superbes faucons, mais les pins, les pivots, sont traités avec la même autorité. La peinture japonaise sait très bien se passer de grands sujets. Par exemple, quand elle se contente d'un bol à thé irrégulier perdu dans une haute surface blanche. Ou d'un énorme crapaud roseau, qui, du reste, n'est représenté qu'en partie. Comme toujours, l'essentiel est dans le style.

Et, en matière de portrait, la peinture sur paravent de la *Dame aux glycines*, montre qu'une élégance même superbement parée et accompagnée d'une suivante, est facilement équilibrée sur la seconde feuille par une glycine toute simple, si ressemblante, si légère.

Un bien joli parcours à l'intérieur de trois siècles.

P.-M. GRAND.

\* Galerie Jeanne Oster, 26, place des Vosges. Peintures japonaises XV-XIX<sup>e</sup> siècle. Jusqu'au 12 janvier.



## MUSIQUE

### « STIFFELIO » et « AROLDO », de Verdi, à Venise

## L'histoire édifiante de deux faux jumeaux

La Fenice ne se contente pas d'offrir un merveilleux spectacle vénitien avec cette salle de cinéma, d'or et de dentelles qui hantent les bals masqués du Carnaval. Elle est aussi devenue un des théâtres les plus vivants d'Italie, un « théâtre laboratoire », selon l'expression de son directeur, Italo Gomez.

L'an passé, c'était l'étonnante réhabilitation scénique par Verdi de la *Partita* selon saint Jean, de Bach, venue depuis au Théâtre des Champs-Élysées. Ces jours-ci, une soirée passionnante, d'une longueur beyrouthienne, avec un grand spectacle pour offrir dans les trahisons voisines, permettait de découvrir deux opéras presque inconnus de Verdi, *Stiffelio* et *Aroldo*, deux faux jumeaux. Bien qu'écrits à six ans d'intervalle, ils ont 60 % de musique commune, le même sujet, simplement transposé de sept siècles, et ils ont sombré dans le même oubli.

Lorsque Verdi compose *Stiffelio*, ce n'est pas un débutant : à trente-sept ans, il a déjà à son actif, entre autres, la première version de *Macbeth* et *Lucia Miller* ; la trilogie *Rigoletto*, *Traviata*, *Don Carlos* est proche. Cette fois, il a pris bizarrement comme modèle la pièce éditée de deux illustres Français, Emile Souvestre et Eugène Bourgeois, racontant l'histoire d'un pasteur protestant, trompé par sa femme, et qui lui pardonne publiquement du haut de sa chaire en commentant l'évangile de la femme adultère.

An dix-neuvième siècle, en pays catholique, un tel sujet était à l'époque contemporaine — un ministre du culte marié aux prises avec des difficultés conjugales — ne pouvait que faire scandale, et, lors de la première à Trieste, le 16 novembre 1850, la censure exigea la suppression de la dernière scène, ce qui rendait l'œuvre incompréhensible. Mais Verdi tenait à sa partition. Un premier rapetassage fut présenté à Rome en 1851, puis à Naples, sous le titre de *Guglielmo Wellington*, où le pasteur devenait un chevalier saxon du quinzième siècle, qui se montrait éloquent sans utiliser de citations évangéliques ; cette version édulcorée, si elle ne changeait rien à la musique, n'en paraissait pas moins absurde, dépourvue de son sens religieux.

### Ferveur

Six ans après, Verdi reprend le projet ; il décriait la partition de *Stiffelio* (les plombs sont fondus par Ricordi) et compose une nouvelle version, *Aroldo*, qui sera créée à Rimini le 16 août 1857. Il s'agit cette fois de restaurer d'urgence en Écosse, vers l'an 1200 ! Le plan général reste le même, mais la musique est profondément remaniée, et un quatrième acte original verra la réconciliation des deux époux par une nuit de lune sur les bords du lac Lomond (1).

Les secondes versions de Verdi (*Macbeth* et *Simon Boccanegra* notamment) sont en général très supérieures aux premières, ce qu'on pourrait attendre d'*Aroldo* en cette période de pleine maturité. L'étonnant spectacle de Venise montre qu'il n'en est rien. Il débute « chronologiquement » par cet *Aroldo*, le dernier « remake » pourtant traité dans le style historique et héroïque des œuvres de jeunesse, brillant, rapide, avantageux, mais l'on dirait que le compositeur s'essouffait à retrouver une écriture délicate, et la banalité du livret médiéval accuse encore le côté extérieur de l'entreprise.

Et puis tout change avec *Stiffelio*. Pris dans un courant très dense, d'une ardente ferveur religieuse, riche d'émotion, avec une grandeur dans les airs ; une maîtrise dans les ensembles, un sens du développement des scènes, qui annoncent la *Traviata*, le *Traviata*, voir *Don Carlo*, la musique va à l'essentiel, fonctionne admirablement pour nous faire partager le drame de cet homme pris en tenaille entre la jalousie et le pardon, que nous sentons si proche, si contemporain. Et l'on est stupéfait, en reconnaissant les passages communs aux deux opéras, de leur découvrir une pensée insoupçonnée dans un contexte aussi fort.

Il est vrai que la Fenice et le metteur en scène Pier Luigi Pizzi ont pesé de tout leur poids en faveur de *Stiffelio*. Les décors pour *Aroldo* imitent le carton-pâte du dix-neuvième siècle, et la régie atteint les limites du pastiche conventionnel ; quant à la distribution, elle est bien médiocre, voix laides et sans caractère, souvent faussées de surcroît.

Dans l'atmosphère obscure et confinée de *Stiffelio*, au contraire, les passions de ces protestants rigides, tous en noir, explosent avec une terrible violence, avec des gestes intenses, des groupes tendus, admirablement composés ; les chanteurs ont une stature réellement tragique, en particulier le *Stiffelio* d'Antonio Barnaborda, le Stankar de Brent Ellis, et la Lina de Rosalind Plowright, malgré une voix devenue très dure, à la limite du cri, mais au jeu impressionnant.

L'orchestre de la Fenice paraît quelque peu débraillé et vulgaire ; pourtant le chef israélien Elisha Lahav a su faire passer une véritable courante dans ces deux œuvres si dissemblables. Nul doute que *Stiffelio* commence une nouvelle carrière, grâce à l'édition critique réalisée par Giovanni Morelli ; celui-ci a utilisé pour la première fois une partition de 1851 (retrouvée à la Bibliothèque nationale de Vienne), conforme à celle qui avait servi le 13 janvier 1852 à Venise pour l'unique exécution non censurée de l'opéra (2).

1852-1986 : la Fenice a bien mérité de *Stiffelio*, et de Verdi, qui a toujours manifesté une affection particulière à ses « bons Vénitiens », leur offrant les créations d'*Ernani*, *Attila*, *Rigoletto*, la *Traviata*, *Simon Boccanegra*, toutes œuvres qui figureront au grand Festival du Bicentenaire de la Fenice en 1992.

JACQUES LONCHAMPT.

\* La Fenice sera l'hôte du Théâtre des Champs-Élysées le 20 février et le 1<sup>er</sup> mars, et présentera notamment l'*Orfeo* de Rossini.

(1) Le programme de Venise présente en parallèle la traduction de la pièce française et les livrets de *Stiffelio*, *Wellington* et *Aroldo*.  
(2) Furue avait donné la première représentation moderne de *Stiffelio* en 1968, à partir des deux manuscrits de *Guglielmo Wellington* conservés au San-Carlo de Naples. Un enregistrement, dirigé par Lamberto Gardelli, avec José Carreras et Sylvia Sass, a été publié en 1980 par Philips (deux disques, 6769.039).

## CINÉMA

### « L'HONNEUR DES PRIZZI », de John Huston

## Un contrat douteux

Charley Partanna (Jack Nicholson) a été recueilli, petit garçon, par une des grandes familles de la Mafia new-yorkaise, les Prizzi, et leur sert depuis toujours d'exécuteur virtuel. Un an du « contrat », comme on dit maintenant chez les bons pères à l'heure du tiercé. Au mariage d'une fille Prizzi, il rencontre Irène (Kathleen Turner) et tombe raide amoureux de cette blonde pas farouche. Amours, délices et orgues. Mais... quelques années auparavant, Charley avait été fiancé à Macrose (Angelina Huston, fille de John Huston), avant que celle-ci, en raison de son inconduite, ne soit bannie de la famille. Dominic, son père, en veut toujours à Charley. Il ne lui ménage pas les missions difficiles, et Charley, après avoir refroidi quelques braves canailles, se trouve nez à nez avec la belle Irène, tueur au moins aussi professionnelle que lui, menteuse, il le sait, mais dont le je-ne-sais-quoi le tient par le bon bout. En bonne logique, les deux amis se voient simultanément chargés d'un contrat l'un contre l'autre.

En adaptant le roman de Richard Condon, John Huston a choisi l'ironie, et les situations comédiennes tournent au vaudeville sanglant. Ce parti pris d'immoralité joyeuse est assez drôle au début, la peinture des mafiosi est si chargée dans le trait et si paisible en même temps qu'elle donne au crime un air bon enfant, une petite fraîcheur. Mais rapidement la volonté de pasticher le *Parade*, de faire de l'anti-Coppola,

devient fastidieuse. Les clichés repris sont retournés si lourdement qu'on regrette les originaux. Et qu'on regarde sa montre. Deux heures et neuf minutes d'humour gâtées, c'est très long, très triste, et le retour obstiné des mesures pinces de la *Pie voleuse* donnent envie de mettre la bestiole à la broche.

John Huston a réalisé de purs chefs-d'œuvre le *Faucon maltais*, *Key Largo*, *Quand la ville dort*, *African Queen*, *Beat the Devil*, *Reflets dans un œil d'or*, entre autres... et aussi des œuvres beaucoup moins travaillées. Avec *L'honneur des Prizzi*, on est au-delà de la détente, en plein relâchement. Angelina Huston, hélas enlaidie à l'italienne, sauve sa tête, mais les autres... Le parrain (William Hickey) fait difficilement croire à son grand âge, ne dispose d'aucun charme, la perfide Kathleen Turner n'est pas évidente dans le rôle de bombe sexuelle (et même plus distinguée que dans le mémorable *Homme aux deux cerveaux*). Quant à Jack Nicholson, qui ne s'est jamais fait remarquer dans la dentelle, Huston lui laisse la bride sur le cou. Trop vieux pour muscler un fou pareil, et le fou joue à tombeau ouvert. La vulgarité, enfin, est partout répandue, jusque dans les lits, où Nicholson en pleine scène d'amour s'interroge : « Il y a quelque chose qui pue le poisson, ici ». Ça, c'est du flair.

MICHEL BRAUDEAU.

## CINÉMA

### « LE CAVIAR ROUGE », de Robert Hossein

Genève en hiver, froide, métallique, inquiétante. Un simple mouvement de caméra balaye le pont tendu sur le lac Léman, l'espace où les mouettes volent bas ; s'arrête devant un grand hôtel. Tout près de là, jadis, l'impératrice Elisabeth d'Autriche fut assassinée par un anarchiste italien. L'action du *Caviar rouge*, nouveau film de Robert Hossein, se situe de nos jours, mais tout y parle du passé.

Passé du réalisateur retrouvant Frédéric Dard pour un suspense implacable, écrit avec lui ; passé historique de la villa abandonnée des bords du lac, dont le salon a gardé son atmosphère de vieux consulat russe, même si le portrait — poussièreux — de Staline s'est glissé parmi les icônes ; passé d'Alec (Robert Hossein) et Nora (Candice Patou), qui, sept ans après s'être quittés à Madrid, se retrouvent ici pour un affrontement idéologique par Yvri (Jean Desmy). C'est-à-dire le chef d'un réseau d'espionnage soviétique auquel ils ont appartenu tous deux. Or quelqu'un vient de trahir. Peut-être Alec, peut-être Nora. Et Yvri les place l'un en face de l'autre après leur avoir offert un souper aux chandelles avec deux sortes de caviar : le rouge est américain !

Robert Hossein a mis en scène ce huis clos comme un théâtre, mais le dialogue rebondit d'Alec à Nora pour faire passer, dans ce salon datant d'un autre âge, le romantisme d'un amour miné par le soupçon, les machinations des services secrets, le fanatisme, et qui, pourtant, donne à chacun le désir de sauver l'autre. Par ce romantisme et la fatalité qu'il engendre (étonnante scène de la fin où les mouettes sont, encore, des oiseaux de rêve et de mort), par le climat esthétique des images, Robert Hossein cultive la brillante nostalgie de l'âme et de la mémoire slaves, y entraîne Candice Patou. Seuls les cœurs secs pourront leur résister.

JACQUES SICLIER.

\* Voir les films nouveaux.

## VARIÉTÉS

### JEAN-LUC LAHAYE, à l'Olympia

Les enfants perdus, abandonnés, occupent un solide créneau dans la chanson française. Lours aventures éternelles, font pleurer les foules, et le mélo conserve une place de choix. Dans les années 60, en pleine explosion du rock'n roll, Hervé Vilard, avec son ticket de sortie de l'Assistance publique, avait ainsi bravé Eddy Mitchell et il était devenu sur scène l'image au masculin de Dalida, son idole, avec une belle outrance des expressions et des sentiments.

Enfant de l'Assistance publique comme son aîné, Jean-Luc Lahaye admirait pour sa part Pier — dont il chante aujourd'hui la *Foule* — et Poincaré. Ces parrainages apparaissent dans son premier spectacle en tête d'affiche à l'Olympia (mis en lumière par Jacques Rouveyrolle) qui laisse présager une vraie carrière de chanteur populaire, aiguillée par les méthodes modernes de marketing. A peine vedette, Jean-Luc Lahaye a déjà publié son livre, *Cant families* (1), qui a bien sûr pour cadre l'orphelinat, la Direction départementale d'action sanitaire et sociale, et les familles où il a vécu entre deux fugues. Cette autobiographie a été vendue, comme son dernier album (*Le Papa chanteur*), à plus de 300 000 exemplaires.

Et quand, en scène, Jean-Luc Lahaye fait le récit de ses malheurs d'autrefois, il reprend, en guise d'illustration, la jolie chanson les *Boutons dorés*, chantée il y a vingt ans par Jean-Jacques Debout. Mais son tour de chant est plus large, plus ouvert que celui d'un Hervé Vilard et fait alterner la gentille ballade et le rengaine rythmé, la berceuse et le morceau de bravoure de quatorze minutes pour raconter le vie d'un petit cirque.

Secondé par une équipe de paroliers et de compositeurs (Frank Thomas, Jean Musy), Jean-Luc Lahaye sait déjà mener un spectacle. Après deux années de galas dans les régions, il pratique désormais un vieux routier de la scène, avec d'autant plus d'aisance qu'il a naturellement le corps souple d'un danseur.

CLAUDE FLEOUTER.

\* Olympia, 20 h 15. Jusqu'au 11 janvier.

(1) *Cant families*, Ed. Carrère-Michel Lafon.  
(2) Album Phonogram.

JACQUELINE PIATIER

TÉMOIGNAGE  
POIGNANT  
SUR LA GRÈCE  
1910-1930

PINDAROS KREMERIS



VINCE  
 ET L'AMOUR DES PERSONNES  
 DE ROBERT MASON.  
 POUR ENCHANGER VOS VIEUX  
 VECUS ET VOUS ENRICHIR D'AUTHEUR.  
 L'ÉDITION DE L'ÉCLAIR - 15, rue de la Harpe - 75005 PARIS  
 TOUTE L'ŒUVRE DE ROBERT MASON EST AU SEUL









## Naissances

- Evlyne

- Jean-Marie DELAS

- Sébastien

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- 1986, à Bron-

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- M. Jean-Claude Arbeau-Barreau,

- Camille et Adèle Tine,

- M. Christine Monnet,

- M. Jean-Marie Tine,

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

- M. Antoine Appert Roland-

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable de temps en France entre le jeudi 9 janvier à 0 heure et le vendredi 10 janvier à midi.

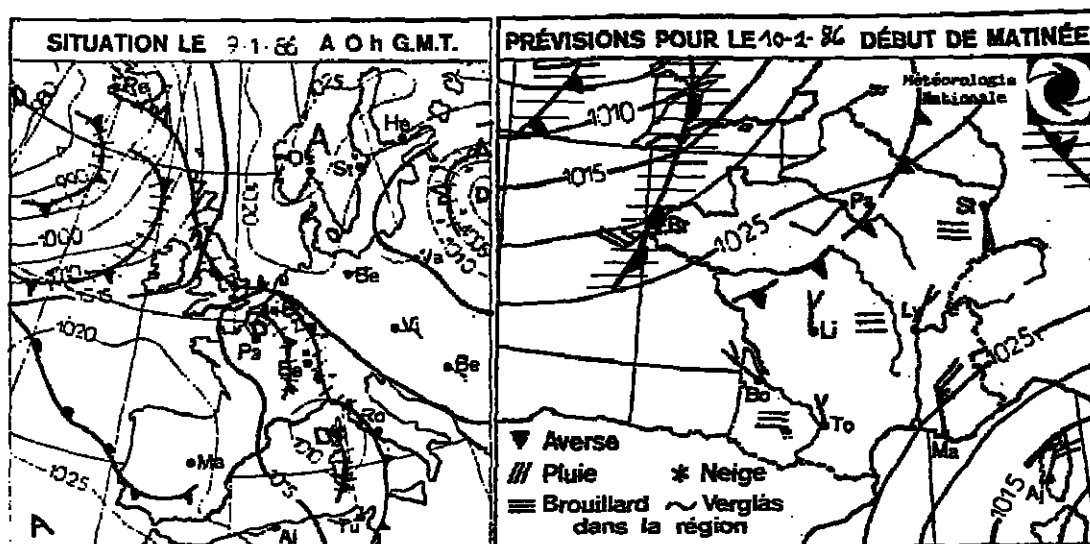
Situation générale : Les pressions relativement élevées sur la France ne vont pas se maintenir, et une nouvelle zone pluvieuse traversera vendredi les régions du nord et du pays.

Vendredi matin, un temps nuageux et souvent brumeux prédominera sur la France, excepté près de la Méditerranée où le temps sera clair avec le mistral et la tramontane qui souffleront fort.

Des bancs de brouillard seront observés de l'Aquitaine, au Centre et à l'Est.

Les nuages abondants, accompagnés de quelques pluies, situés dès le matin sur la Bretagne et la Normandie s'étendront rapidement vers le nord-est, où la pluie sera précédée d'un peu de neige.

Des pays de Loire, au Centre et à l'Est, les passages aux vents seront fréquents, tandis que de l'Aquitaine au sud du Massif Central et des Alpes de larges éclaircies prédomineront.



Au cours de la soirée, une zone pluvieuse plus active et mieux organisée s'étendra aux régions du Nord-Ouest.

Le vent de sud-ouest va s'établir, et soufflera assez fort près des côtes atlantiques et surtout de la Manche. Le mistral faiblira en fin de journée.

Les températures seront négatives le matin de l'Aquitaine, au Centre et à l'Est : l'après-midi elles atteindront 7 à 12 degrés sur le Nord-Ouest, 2 à 5 degrés du Nord-Est à l'Aquitaine, 10 à 14 degrés près de la Méditerranée.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 8 janvier, le second le minimum de la nuit du 8 janvier au 9 janvier) : Ajaccio, 14 et 7 degrés ; Biarritz, 9 et 8 ; Bordeaux, 11 et 3 ; Brétail, 10 et 8 ; Bourges, (n.c.) ; Brest, 10 et 4 ; Cannes, 7 et 6 ; Caen, (n.c.) ; Cher-

bourg, 8 et 4 ; Clermont-Ferrand, 8 et 4 ; Dijon, 1 et 0 ; Dinard, 10 et 7 ; Embrun, 0 et -3 ; Grenoble-St-M.-H., 1 et 0 ; Grenoble-Saint-Germain, 1 et 0 ; La Rochelle, 11 et 7 ; Lille, 1 et 0 ; Limoges, 7 et 4 ; Lorient, 11 et 2 ; Lyon, 2 et 1 ; Marseille-Marganne, 9 et 2 ; Nancy, 1 et 0 ; Nantes, 11 et 3 ; Nice, 7 et 5 ; Paris-Montsouris, 8 et 3 ; Paris-Orly, 8 et 3 ; Pau, 7 et 4 ; Perpignan, 14 et 8 ; Rennes, 10 et 2 ; Rouen, 6 et 3 ; Saint-Etienne, 5 et 2 ; Strasbourg, 1 et -1 ; Toulouse, 10 et 5 ; Tours, 10 et 6.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 7 ; Genève, 1 et 0 ; Lisbonne, 16 et 11 ; Londres, 3 et 2 ; Madrid, 10 et -1 ; Rome, 12 et 8 ; Stockholm, -7 et -9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4137

Etre à la parade. - XI. Vient aussi d'un lieu où se forment les bulles.

VERTICALEMENT

1. S'est contenté de travailler pour un Louis ou pour le roi de Prusse. - 2. Endroit peu recherché pour qui veut se faire une place au soleil. Porte les palmiers. - 3. Mar- lène ou Marilyn. - 4. Préfixe égali- taire. Jumelles pour un lit unique. Peut tirer profit d'une bonne poire. - 5. Bien sous tous les rapports. - 6. Port du Japon. Sème souvent la mort parmi les œuvres vivantes. - 7. Fleurs offertes à une dame de qualité. Il faut être bête pour s'y faire prendre. - 8. Préposition. Se déplace souvent en jet. - 9. Se croque à l'atelier ou se mange des yeux au salon. On peut d'un tour pour gonfler leur capital.

Solution du problème n° 4136

Horizontalement

I. Toilette. - II. Obliger. - III. IT. Norias. - IV. Lugo. Is. - V. Erotomane. - VI. Sa. Yves. - VII. Tapoter. - VIII. Demi. Ut. - IX. Ruisseler. - X. Urrière. - XI. Sensées.

Verticalement

1. Toilette. - 2. Oblutateur. - 3. Il. Go. Amies. - 4. Lintoyiste. - 5. Ego. Ovo. Sen. - 6. Ter. Métiers. - 7. Tri. Ase. Leo. - 8. Ain. Rue. - 9. Assez. Très. - 10. GUY BROUTY.

HORIZONTALEMENT

I. Connaît des cliques et des cliques. - II. Expédition dans les postes aux armées. Fail, dans le quartier parisien de la nouvelle vague. - III. Joux un grand rôle en France

# économie

## REPÈRES

### Dollar : hausse sensible à 7,5825 F

Le dollar a gagné une dizaine de centimes par rapport au franc, à Paris, le jeudi 9 janvier, le même mouvement étant enregistré comparativement aux autres devises sur les marchés européens. A Paris, le « billet vert » s'échangeait aux alentours de 7,5825 F en fin de matinée, contre 7,4880 F la veille en séance officielle, la devise américaine se traitant à 2,4710 DM à Francfort (contre 2,4650 DM mercredi). Cette reprise du dollar, perceptible déjà la veille, est à mettre au compte de la tension observée sur les taux d'intérêt américains et des propos de M. Henry Kaufman. Celui-ci n'écarterait plus de côté une baisse du taux d'escompte, ce qui a suscité une réaction sur Wall Street. De son côté, le sterling se négociait à 10,90 F (contre 10,83 F la veille), après le relèvement des taux d'intérêt pratiqués par les banques britanniques afin de défendre la livre sterling.

### Chômage : hausse en RFA, baisse aux Etats-Unis

Le chômage est retombé aux Etats-Unis à son plus bas niveau depuis l'arrivée du président Ronald Reagan à la Maison Blanche, il y a cinq ans, pour se situer, en moyenne, à 7,2 % de la population active en 1985. Un résultat encourageant obtenu grâce à un taux de 6,9 % en décembre, contre 7 % en novembre, et qui a permis au porte-parole de la Maison Blanche d'estimer possible de ramener à 6,7 % en 1986 le pourcentage des chômeurs. Principal sujet de satisfaction outre-Atlantique, le nombre d'emplois a progressé en un an de près de 2 millions. La situation est nettement moins brillante en RFA, où le chômage a progressé de 1,7 % l'an dernier, pour frapper 2,3 millions d'Allemands, soit 9,3 % de la population active, contre 9,1 % en 1984. Le président de l'Office fédéral du travail, M. Heinrich Franke, a toutefois souligné que la tendance était à l'amélioration, même si celle-ci s'annonce « lente » : les offres d'emploi ont augmenté de 10 % en décembre par rapport au même mois de 1984, et le nombre des chômeurs partiels décline.

### Japon : ventes-records de véhicules en 1985

Pour la première fois depuis cinq ans, les ventes de véhicules automobiles neufs ont atteint, en 1985, au Japon, un niveau de 4,028 millions d'unités (le record de 1979 étant de 4,296 millions). Ce total, qui exclut les ventes de minivitures (moins de 550 cm<sup>3</sup>), est en augmentation de 1,3 % sur 1984 et se décompose en 2,943 millions de voitures particulières (+ 1,4 %), 1,063 millions de camions (+ 0,7 %) et 21573 autocars (+ 6,4 %). Toyota augmente sa part de marché de 3,7 %, pour s'établir à 41,8 %, tandis que Nissan voit la sienne diminuer de 2,6 % (28 %). Celle de Mazda chute de 6,7 % (7,6 %), celle de Honda augmente de 19,5 % (7,5 %). Quant aux ventes de véhicules importés, elles ont augmenté de 19,4 % par rapport à 1984, mais ne représentent que 1,25 % des ventes totales.

## ÉTRANGER

### RENDANT PLUS DIFFICILES LES OPA SAUVAGES

## La Réserve fédérale américaine limite l'usage des obligations de « pacotille »

Par trois voix - dont celle du président - contre deux, la Réserve fédérale américaine a décidé, le mercredi 9 janvier, de limiter l'usage aux Etats-Unis des *junk bonds*, ces obligations de pacotille (ainsi que les notes de dette des entreprises de faibles cotations boursières). Cette décision, qui vise à limiter l'usage des *junk bonds* par les investisseurs étrangers, est la plus stricte prise jusqu'à présent. Elle vise à limiter l'usage des *junk bonds* par les investisseurs étrangers, est la plus stricte prise jusqu'à présent. Elle vise à limiter l'usage des *junk bonds* par les investisseurs étrangers, est la plus stricte prise jusqu'à présent.

pour nom International Harvester, Chrysler, Panam ou encore Penn Central. Depuis, l'utilisation de ces instruments financiers pour des opérations de rachat de titres a été réhabilitée par Drexel Burnham Lambert, l'une des plus importantes « investment banks » (banques d'affaires selon la terminologie anglo-saxonne), qui a complètement repensé le produit pour le destiner à un tout autre type de sociétés : les « rising stars », ces « étoiles montantes » ou sociétés de création récente mais dotées d'un fort potentiel de croissance et qui ne pouvaient avoir recours au marché obligataire traditionnel.

Après s'être fait les dents sur quelques firmes comme Humana, Lorimar, Golden Nugget, ... Drexel a progressivement étendu l'usage de ces obligations au financement d'OPA amicales ou inamicales.

### Un marché de 100 milliards de dollars

Si le marché des OPA représente au bas mot plus de 100 milliards de dollars, moins de 1 milliard de dollars provenant des *junk bonds*, il a effectivement servi à financer des OPA de cette nature, fait valoir la firme new-yorkaise. Farouche partisan de ces offensives, qui contribuent à aiguillonner les sociétés mal gérées (« une mauvaise gestion cause plus de tort à une entreprise qu'une OPA », ont coutume de dire ses dirigeants), Drexel Burnham Lambert restait en butte à de vives critiques et l'affaire a même été portée devant le Congrès. La firme avait trouvé récemment des défenseurs tentés au Département de la justice et à la Commission boursière américaine (la Securities and Exchange Commission). Mais la Réserve fédérale n'en a pas moins décidé de s'attaquer notamment aux problèmes des sociétés écran mises en place par les candidats à une OPA.

Justqu'ici, quand un attaquant ne disposait pas des fonds nécessaires pour régler la facture d'une OPA, il pouvait émettre des *junk bonds* garantis sur les actions de l'entreprise convoitée, mais dans la limite de 50 % de l'investissement total. En réalité, cette réglementation était souvent tournée par le recours à des sociétés de couverture qui émettaient à leur tour des obligations de pacotille. Dans la nouvelle réglementation définie par le Fed, lorsqu'une opération de reprise est financée par une « coquille vide », à savoir une société écran qui ne dispose pas d'actifs, une série de restrictions sont imposées à l'acquéreur de ces titres. Celui-ci sera dorénavant considéré comme un prêteur, le montant du prêt étant assimilé à des capitaux empruntés pour acquérir des actions et soumise, de ce fait, à des règles de couverture très strictes.

Casser cet engrenage d'annonces une tâche de longue haleine. L'administration Reagan est parfaitement consciente qu'il lui faudra tenir la dragée haute aux protectionnistes du Congrès pendant encore au moins un an avant que la baisse du dollar, particulièrement forte vis-à-vis du yen, ne se traduise dans les statistiques du commerce extérieur.

Pour leur part, les Japonais ont beau jeu de réclamer une baisse en douceur et concertée des taux d'intérêt pour disposer des moyens d'une relance de la demande intérieure réclamée au premier chef par les Américains. Tokyo n'a pas caché qu'il souhaitait que, lors de leur prochaine rencontre, le groupe des Cinq (1) se penche en priorité sur ce problème. Mais, même si ses partenaires, dont les marges de manœuvre sont limitées, envisageaient favorablement une telle hypothèse, le Japon resterait encore longtemps soumis aux pressions commerciales répétées des Etats-Unis comme des Européens irrités par la lenteur de l'ouverture de ses frontières aux produits étrangers.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

### Une jurisprudence difficile à établir

Le juge américain, défenseur des petits actionnaires contre les intrusions des grandes firmes ? Il s'agit là d'une attitude nouvelle du pouvoir judiciaire aux Etats-Unis, d'ordinaire favorable au libre jeu du marché. Et pourtant, telle est la conclusion des jugements qui ont récemment ponctué la plupart des opérations de fusion ou d'acquisition d'entreprises. Au point de dégrader des règles de comportement de la justice américaine constituant une sorte de « réglementation ».

A force de comparer Wall Street à une jungle, on avait fini par croire ce temple de la finance livré aux forces sauvages du marché. Si les attaques des « raiders », ces assaillants qui s'emparant d'une partie du capital d'une entreprise cotée en Bourse, étaient brusques, les défenses des firmes convoitées n'étaient pas moins violentes. Elles ont élaboré tout un arsenal de contre-offensives destinées soit à exclure les raiders, soit à leur faire payer un prix très élevé.

Au milieu, le rôle du juge a pu paraître contradictoire. Favorisait-il la proie contre l'assaillant ? C'est ce que laissait supposer le verdict de la cour suprême du Delaware, qui, en 1985, donnait raison à UNOCAL contre le raider M. T. Boone Pickens. Ou se rangeait-il du côté du raider, comme semble l'indiquer le verdict rendu par la cour d'appel des Etats-Unis ? Selon le verdict, la société attaquée, SCM (fabricant de produits chimiques, des revêtements et des machines à écrire) avait réservé à un investisseur « ami » le rachat de deux divisions très rentables en lui remettant des options de vauvillage. Si un autre actionnaire obtenait plus de 33 % de son capital, cette précaution visait particulièrement le raider, le groupe chimique britannique Hanson Trust, qui perdait ainsi tout intérêt au rachat de sa proie.

La cour d'appel confirmait en même temps un autre jugement rendu dans l'affaire Revlon contre Pantry Pride, selon lequel la cour

suprême du Delaware avait interdit à Revlon (firme de produits de beauté) de se protéger de l'attaque de Pantry Pride. En fait, les juges ne se rangeaient ni du côté du raider, ni du côté de la proie, mais tranchaient en faveur de l'actionnaire contre les décisions abusives du conseil d'administration, tenté de se maintenir au pouvoir à tout prix. Dans le cas de l'OPA sur SCM, comme celle lancée sur Revlon, le juge a annulé toute mesure prise par la firme convoitée pour bloquer la surchère dont elle était l'objet. La firme peut se défendre, mais en faisant une proposition plus intéressante que le raider.

Autrement, les juges évitent plutôt de s'immiscer dans les décisions des conseils d'administration tant que les impératifs de transparence financière étaient respectés. Ils sont aujourd'hui plus favorables aux actionnaires, qui se trouvent désorientés par la complexité croissante des opérations de rachat.

D. B.

## Reprise du dialogue aigre-doux entre Américains et Japonais

Toujours dominé par les frictions commerciales, les préoccupations économiques et les interrogations monétaires, le dialogue américano-japonais qui reprend ce jeudi 9 janvier à Washington s'annonce une fois de plus aigre-doux.

Le ministre des Affaires étrangères nippon M. Shintaro Abe et le secrétaire d'Etat américain George Shultz n'auront cependant pas que des sujets d'affrontement. Depuis le lancement il y a juste un an d'une série de rencontres à haut niveau pour apaiser les principaux différends entre les deux pays, nombre de dossiers ont avancé. Des percées ont été effectuées dans des domaines chers aux Américains : celui des produits pharmaceutiques, de l'électronique - à l'exception des semi-conducteurs - et surtout des télécommunications où la privatisation en avril dernier de Nippon Telephone and Telegraph a cassé un monopole et permet aujourd'hui aux Etats-Unis de penser à la vente de plus de douze satellites.

Il n'est pas exclu que MM. Abe et Shultz parviennent dès cette semaine à annoncer des accords en bonne et due forme sur certains points. Mais les progrès réalisés vers une libéralisation du marché japonais restent lents. Trop lents pour désarmer les parlementaires américains, pressés de limiter un impressionnant déficit commercial à coups de lois protectionnistes s'il le faut. L'évolution des échanges leur apporte des arguments chiffrés : le tiers du déficit estimé à quelque 145 milliards de dollars enregistré en 1985 est imputable aux échanges avec le Japon.

S'ils absorbent le tiers des exportations du Japon, les Américains y trouvent un débouché pour 25 % de leurs ventes à l'étranger et, ce qui n'est pas négligeable en ces temps de crise de l'agriculture, leur premier marché pour les produits agricoles. Dans le flux de capitaux attirés par les taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis, qui sont venus financer les déficits américains, le Japon a joué un rôle majeur. Quant aux investissements directs nippons, ils n'ont cessé de croître chez leur puissant partenaire, dans la sidérurgie - Nippon Kokan détient 50 % de National Steel, la sixième entreprise sidérurgique américaine - mais aussi dans l'automobile ou l'électronique. Au total, selon *The Economist*, les filiales japonaises assurent un emploi à plus de 100 000 Américains.

Alors que les Etats-Unis se laissent emporter par de lourds déficits budgétaires et un dollar surévalué, le Japon parvient à réduire ses déséquilibres budgétaires et engrangeait les dividendes commerciaux d'un yen poussé à la baisse par le billet vert.

Casser cet engrenage d'annonces une tâche de longue haleine. L'administration Reagan est parfaitement consciente qu'il lui faudra tenir la dragée haute aux protectionnistes du Congrès pendant encore au moins un an avant que la baisse du dollar, particulièrement forte vis-à-vis du yen, ne se traduise dans les statistiques du commerce extérieur.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, RFA.

## ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE.

### OFFRES D'EMPLOIS

Le Centre d'Informations Financières (10 ans d'expérience, progression 85 % - 39 % - 39 % - 712.000.000 - 18.000 clients) recherche ses FUTURE CADRES COMMERCIAUX (H.F.). Formation assurée. Répondre nous. Tél. pour R.V. pour 76. 82.82.36 et Paris au 46-00-34-03. Cote 61, et pour banq. sud : 46-60-82-62, poste 232.

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS Spécialisée en « Maison » professionnelle et « Maison » recherche.

JOURNALISTE jeune, ambitieux et homme de terrain pour enquêtes, interviews et reportages. Disponible rapidement. Env. C.V., photo et prés. à RADIANCE, 86, bd de Charonne, 75011 PARIS.

Inst. sup. privé recherche PROFESSEURS - Compétences : - Espagnol. Exp. exigée classe BTS-DECS. Téléphone : 42-46-55-77.

Ecole des Métiers - C.F.A. recruta CHARGÉS d'enseignement (DEUG, licence), culture générale, fr.-angl. Envoyer C.V. à : Directeur des Métiers, 77130 MONTREUIL.

Tél. : 16 (1) 64-32-20-87.

Recherche ANIMATEUR Vendeurs Porcélanes DEFA ou équivalent, expérience 3 ans. 26-30 ans. A développer : encadrement de jeunes. Envoyer C.V. ou téléphoneur CAP - 55, rue Remont, 78000 VERSAILLES. Tél. : 48-51-43-61.

DEMANDES D'EMPLOIS URGENT, célibataire, 29 ans, ch. place CHAUFFEUR POND LORUD. Permis C et C1, 11 ans d'expérience. Ecrite S. Nureco, 91460 Soisy-sur-Seine.

Normalien 27 ans, agrégé lettres + format. musicale de 1er ordre. Enseignement, étude des propos. Tél. : 48-24-45-14.

Bonne exp. presse quotidienne parisienne, cherche piges-enquêtes ou report., secour. société, jur. ou techn. Ecrite sous le 6849.

LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7.

COMPOSEUSE VIDÉOTEX expérimentée, ch. empl. motiv. Tél. : 47-05-10-54.

### L'immobilier

appartements ventes

3<sup>e</sup> arrdt 5 P. 115 m<sup>2</sup> 900.000 F Ch. à rénover, rue Malesherbes. Immo Marcadet, 42-52-01-82.

4<sup>e</sup> arrdt BEAUBOURG - 200 M<sup>2</sup> DUPLEX EXCEPTIONNEL 4 chbres, belle terrasse, TRÈS CALME. DORESSAY - 46-24-33-33.

7<sup>e</sup> arrdt INVALIDES, 260 m<sup>2</sup> Etage élevé, asc., vue. Téléphone : 47-03-32-44.

11<sup>e</sup> arrdt 2 Pcs 175.000 F Confort total, Immo Marcadet, 42-52-01-82.

16<sup>e</sup> arrdt AVENUE FOCH GRAND LUXE Part. vend. magnifique pied-à-terre, 42 m<sup>2</sup>, cuisine totalement équipée, salle de bain, revet. chaussons, 1.112.000 F. Téléphone : 45-27-91-74.

locations meublées offres

17<sup>e</sup> arrdt 2 P. 40 m<sup>2</sup> 277.000 F Récent, confort, balcon. Immo Marcadet, 42-52-01-82.

94 Val-de-Marne Créteil - Studio libre, 40 m<sup>2</sup>, immeuble 1968. Tout confort, séjour 16 m<sup>2</sup>, cuisine 9 m<sup>2</sup>, salle d'eau, toilettes, couloir, placard, placard, cave, parking, jardin, piscine, tennis, 5 minutes à pied du centre. Tél. 43-22-71-21.

locations non meublées demandes

Région parisienne Pour Stés européennes cherche villes, pavillons pour CADRES. (1) 46-29-88-66, 42-83-57-02.

PROPRIÉTAIRES VOUS DESIREZ VENDRE un logement avec ou sans ch. Adressez-vous à un spécialiste Immo Marcadet, 42-52-01-82.

propiétés

1ère de PARIS, prox. A 8 PROPRIÉTÉ EN L 9 P, belle, w.c., chaut. dépend., vue magnifique. Parc boisé. 32.000 m<sup>2</sup>. 720.000 F. Crédit possible. Tél. (16) 98-74-08-12, ou apr. 20 h : (16) 98-31-48-74.

viagers

F. RUE - 42-66-19-00 8, RUE LA BOÉTIE-9 Conseil 4 ans d'expérience. Px. nettes immédiates garanties. Etude gratuite discrète.

ETUDE LOBEL Végéta, 35, bd Voltaire, 75011 PARIS. Tél. 43-55-61-58.

bureaux

Locations Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL bureaux, secrétariat, télés.

CONSTITUTION STÉS Prix compétitifs. Délais rapides.

ASPAC 293-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL Constitutions de Sociétés et tous services. 43-55-17-50.

PARAPHE 10, rue de Louvois 75002 Paris (1) 42 96 92 03 - Tél. : 215 058 F code 376

meilleurs vœux

meilleurs vœux

le président du Crédit...  
entre dans une banque

ENTREPRISES

donne la photo instat

contre Thomson et G

des circuits intellig

مکان العمل



## AFFAIRES

### Le président du Crédit du Nord entre dans une banque privée

(Suite de la première page.)

Chez Lazard Frères, il sera chargé de tous les produits financiers, anciens et nouveaux, des marchés de capitaux, en France comme à l'étranger : actions, obligations, bons du Trésor, billets de trésorerie, etc., dans la perspective de l'unification de ces marchés, en termes de placements aussi bien qu'en termes d'ingénierie financière.

Lazard Frères ! Une banque, unique dans son genre en France, en société de personnes en commandite simple, avec dix associés gérants, dont M. Michel David Weill, chef de maison, plus souvent à New-York qu'à Paris. Un effectif réduit (trois cents personnes), des activités multiples et discrètes : gestion de portefeuilles privés et institutionnels, conseil aux pays étrangers, notamment sous-développés (pour la restructuration de leur dette) et, surtout, partie la plus voyante, un rôle incomparable d'intermédiaire et d'ingénierie financière pour le montage d'accords et d'opérations en tout genre. Avant la guerre, le célèbre André Meyer, avant de partir pour les Etats-Unis en 1939, menages, notamment, la prise de contrôle de Citroën par Michelin.

#### Une caractéristique unique

En 1974, Lazard Frères négocia l'entrée de Citroën chez Peugeot, après avoir participé à l'OPA, infructueuse, de BSN sur Saint-Gobain en 1969. Aujourd'hui, la maison est très active sur le marché financier français : au premier rang pour les introductions de sociétés au second marché de la Bourse de Paris, notamment deux filiales de Saint-Gobain, participant à l'émission de certificats d'investissement de Rhône-Poulenc et de Pechiney. En ce moment, Lazard Frères est le protagoniste de la Compagnie du Midi dans la bataille pour le groupe d'assurances La Providence. « Ils sont partout et savent tout ! », murmure-t-on souvent dans les milieux financiers, où on ne prête qu'aux riches.

Ajoutons, par l'intermédiaire direct des associés, des participations dans la banque, l'immobilier et l'assurance (Burafrance, Sovac, Gaz et Baux, la

France SA, la Rue Impériale, etc.). Surtout, et c'est là une caractéristique assez unique, Lazard Frères est, depuis 1984, associé, dans une filiale commune Lazard Partners à Lazard Brothers de Londres et à Lazard New-York, bien connu des milieux financiers américains pour ses opérations sur le marché. Il manquait à Lazard Paris un secteur « produits financiers », qui va être confié à M. Dautremes.

Qu'un président de grande banque de dépôts s'engage dans des activités très spécialisées est un signe des temps. La banque de dépôts va connaître des moments plus difficiles, avec la baisse des taux et une concurrence accrue. En revanche, la déréglementation rapide du marché financier français, chère à M. Bérégovoy, la multiplication des innovations, la mise sur pied prochaine d'un marché à terme d'instruments financiers (MATIF), donnent, et vont donner, des occasions uniques pour les banques spécialisées sans guichets et avec des effectifs réduits.

Enfin, la levée probable et progressive du contrôle des changes va permettre à la place de Paris de jouer un rôle plus grand sur la scène internationale. C'est cette occasion qu'avec les autres banques Lazard Frères veut saisir. Gageons que le départ de M. Dautremes n'aura pas été trop mal vu par M. Bérégovoy, tout heureux de l'intégrité qu'on prête à ses innovations. Quant à son remplaçant, M. de Maulde, inspecteur général des finances, c'est un camarade de promotion de l'ENA et un ami de M. Dautremes. Il a été quatre ans l'adjoint direct de M. Jean-Yves Haberer, alors directeur du Trésor et maintenant PDG de Paribas, maison-mère à 51 % du Crédit du Nord.

Certains disent que M. Dautremes quitte le navire avant les élections de mai 1986 et d'éventuelles dénationalisations, comme vont le faire un certain nombre de PDG d'entreprises nationalisées, nommés à d'autres postes « plus sûrs », notamment dans l'administration. Il serait plus exact de suggérer qu'il veut participer de plus près à un phénomène assez remarquable : le passage de la place de Paris à l'âge adulte.

FRANÇOIS RENARD.

### Le plan d'entreprise du Crédit d'équipement des PME

#### Trois ans pour s'adapter

Contraint comme les autres établissements spécialisés (Crédit national, sociétés de développement régional, Crédit coopératif) d'apprendre à « marcher sans béquilles », depuis la dissolution drastique des prêts bonifiés, le CEPME (Crédit d'équipement des PME) doit aussi s'adapter pour sa part une lente digestion. Celle qui a abouti à la création de cet interlocuteur privilégié des petites et moyennes entreprises à l'issue de la fusion, en 1980, de trois organismes aussi disparates que la Caisse nationale des marchés de l'Etat, le groupement interprofessionnel des PME et la Caisse centrale du crédit hôtelier. Cinq ans après, le grefte a bien pris, mais l'élaboration d'un plan d'entreprise sur trois ans (1984-1986) présenté officiellement ce jeudi 9 janvier doit permettre au CEPME de consolider ses positions.

Le Crédit d'équipement des PME, qui emploie 2 150 personnes (dont plus de 500 en délégations régionales), entretient un réseau de commerce de 215 000 entreprises clientes et quelque 100 milliards de francs d'engagements. Un niveau d'intervention qui permet de financer chaque année plus de 50 milliards de francs d'investissements accompagnés du maintien - ou de la création - de 20 000 emplois, assurent ses dirigeants.

Présenté à l'issue d'une « tournée des popotes » effectuée auprès des délégations régionales et des diverses instances représentatives du personnel par le président du directeur, M. Jean-Pierre Aubert, le plan d'entreprise passe notamment par un renforcement des relations établies avec les banques et les sociétés de caution mutuelle. Cet effort commercial doit aboutir à un accroissement du volume des prêts consentis aux conditions du marché (7,8 milliards de francs dès cette année, contre 5,3 milliards en 1985), alors que les prêts bonifiés seront ramenés de 7,1 à 4,6 milliards dans le même temps.

Outre une amélioration de la qualité des services offerts qui oblige à accroître l'efficacité du réseau informatique, le CEPME veut renforcer sensiblement ses fonds propres et ses réserves, via une modification de ses statuts, qui devrait aboutir, « à la fin de la

S. M.

## CONJONCTURE

### La dénationalisation doit être faite progressivement, entreprise par entreprise déclare M. Barre

« Il faut rendre au secteur privé les banques et les entreprises industrielles du secteur concurrentiel qui ont été nationalisées en 1981-1982, sans exclusion de ce processus, pour l'avenir, les entreprises publiques plus anciennes dont la situation s'y prête », déclare M. Raymond Barre dans une interview publiée par notre confrère Les Echos, du 9 janvier.

« La dénationalisation doit s'effectuer de façon progressive, en tenant compte des conditions économiques et financières générales et de la situation des entreprises. Elle doit être faite « sur mesure », entreprise par entreprise », précise M. Barre.

L'ancien premier ministre déclare encore :

« Elle ne doit pas conduire à de « fausses privatisations », soit que l'Etat continue à gérer en fait, soit

que les règles établies empêchent la concurrence de se manifester et entraînent une rigidité de l'actionnariat.

« Elle doit éviter les combinaisons d'intérêts particuliers relevant d'un affarisme politico-financier : la transparence des opérations doit être la loi en la matière.

« Dans le cas d'entreprises de grande importance pour l'économie nationale, des dispositions doivent être prises pour éviter le contrôle étranger : la dénationalisation ne doit pas être une « défranchisation ». Mais il serait absurde de refuser la participation de capitaux étrangers, à condition qu'elle se tienne dans certaines limites.

« Enfin, la dénationalisation ne doit pas être engagée avec la seule préoccupation d'apporter des ressources financières à l'Etat, ce qui aboutirait à une sorte de mise à l'encan des entreprises publiques. Les ressources obtenues ne doivent en aucun cas être utilisées à financer des baisses d'impôt, mais à réduire le déficit budgétaire et à désendetter l'Etat.

« La dénationalisation - ou mieux la privatisation - est une opération nécessaire, compte tenu du poids que le secteur public occupe désormais dans notre économie. Il ne faut pas en faire une opération idéologique, qui soit le contraire de celle réalisée par le gouvernement socialiste : il faut la considérer comme une opération de bonne gestion économique et financière, qui doit être réalisée dans les meilleures conditions pour l'économie nationale », conclut M. Barre.

« Le PIB français révisé en baisse au troisième trimestre 1985. Le PIB marchand a progressé de 0,3 % au troisième trimestre après révision (les premières estimations avaient porté sur une croissance de 0,6 %).

La progression de l'investissement des entreprises, d'abord estimée à 4,4 % au troisième trimestre, a été ramenée à 2,7 %. Cette progression est due aux investissements en biens d'équipement professionnels. La poursuite de la baisse des achats de logements neufs freine la progression de l'investissement total.

« M. Calzaroni, chargé de la communication au Parti républicain, a été nommé à ce poste par M. Michel Calzaroni, chef de service de presse du CNPF, va quitter - pour une période de trois mois - cet organisme pour prendre en charge le secteur « communication » du Parti républicain auprès de M. Léotard.

## SOCIAL

### NOUVELLE JOURNÉE D'ACTION LE 30 JANVIER CONTRE LA « FLEXIBILITÉ »

#### Une CGT de plus en plus va-t-en-guerre

La commission exécutive de la CGT a décidé, le 8 janvier, de lancer une « pétition nationale » et de préparer, pour le jeudi 30 janvier, « une puissante journée nationale interprofessionnelle d'actions, de grèves et de manifestations » contre le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. Dans une déclaration, adoptée à l'unanimité moins cinq abstentions (toutes socialistes, dont MM. Gaumet et Deluchat, membres du bureau confédéral), elle estime que la décision de M. Mitterrand de convoquer le Parlement en session extraordinaire « traduit un acharnement à remettre en cause les droits des salariés ».

Plus les élections législatives approchent et plus la CGT est va-t-en-guerre, non contre les propositions sociales de l'opposition (qu'elle ignore superbement), mais contre la politique du gouvernement socialiste. Parce qu'elle a crié un peu trop vite « victoire » lorsqu'il est apparu que le gouvernement s'apprêtait à renouer à son tour, elle ne se laisse pas d'utiliser l'aménagement du temps de travail comme un cheval de bataille. Après trois mini-journées d'action contre ce projet - le 28 novembre, le 4 et le 19 décembre - dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'avaient pas provoqué une grande mobilisation, elle veut donner « une dimension plus vaste à la riposte des travailleurs » en lançant une journée interprofessionnelle le 30 janvier.

En faisant précéder cette journée d'une pétition nationale, elle entend lui donner une ampleur comparable à sa « grande journée nationale interprofessionnelle d'actions » du 24 octobre, qui portait alors sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale et les libertés. A charge pour elle, en la voulant « la plus décentralisée possible », de faire la démonstration qu'elle mobilisera davantage contre la flexibilité que contre la politique globale du gouvernement. Un nouvel échec passerait lourdement à quelques semaines des élections.

Résumant les procès d'intention politiques, la CGT affirme qu'elle se place sur un terrain « absolument syndical » puisque

MICHEL NOBLECOURT.

## AGRICULTURE

### Le CNJA lance des PARI pour l'avenir

PARI, ou programmes agricoles régionaux intégrés. Sous ce titre ambitieux se cache un concours qui s'inscrit dans le fil de la doctrine syndicale du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA).

Puisque produire ne suffit plus, il faut créer sur les exploitations de la valeur ajoutée par la transformation et la vente des produits. Ainsi le PARI sera-t-il une réalisation qui associe un ou plusieurs jeunes avec un industriel, un commerçant, un organisme de développement ou de recherche, voire un exportateur. Ensemble, ils valoriseront un produit régional, en imaginant un moyen original pour accroître sa valeur ajoutée et en cherchant à mettre en place un circuit de commercialisation aussi court que possible.

Chaque centre départemental présentera à un jury régional le ou les projets qui lui auront été transmis. Un seul sera retenu dans la région. Un jury national, enfin, sélectionnera trois projets, dont les auteurs recevront un prix de 50 000 F chacun.

Le CNJA a bien conscience qu'une telle initiative ne résoudra pas les difficultés rencontrées sur les grands marchés nationaux et internationaux. Le CNJA s'inscrit dans la grande mouvance du développement local, fondé sur l'utilisation des ressources disponibles (produits agricoles, bois, tourisme) et que, pour lui, le développement de l'agriculture passe par une association avec les autres secteurs économiques locaux. Les dossiers doivent être remis avant le 15 mars aux centres départementaux des Jeunes Agriculteurs.

## ENTREPRISES

### Kodak abandonne la photo instantanée

Eastman Kodak, le numéro un mondial de la photo, a décidé de se retirer du marché de la photographie instantanée après avoir perdu le procès qui l'opposait à Polaroid depuis dix ans. En octobre dernier, abandonnant de longues années de procédure, une cour de Boston statuait que le géant américain qui s'était lancé sur ce secteur en 1976, avait illégalement utilisé sept brevets de son rival, inventeur (en 1948) de la photo instantanée. Kodak a fait appel à Washington, mais le 8 janvier, la justice lui donnait tort et la firme a décidé immédiatement d'abandonner. Ce retrait se traduit par la perte de centaines d'emplois et créera des dommages « irréparables » à l'image de Kodak. En outre, Polaroid réclame 1 milliard de dollars de réparations.

### Accord entre Thomson et GEC dans les circuits intégrés

Les groupes britannique GEC et français Thomson ont signé un accord quinquennal de développement d'outils de conception et de production de circuits intégrés spécifiques. Ces circuits devaient représenter 30 % du marché en 1990 contre moins de 5 % actuellement. Les deux entreprises souhaitent inscrire leur projet dans le cadre du programme d'Eureka. Elles devraient présenter, par ailleurs, un second projet dans les circuits de puissance.

« Réforme du circuit d'achat des administrations » - L'Union des groupements d'achats publics (UGAP) change de statut pour devenir un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). M. Alain Gillette en a été nommé PDG en conseil des ministres le mercredi 8 janvier. L'UGAP, qui fournit les administrations en matériels courants (des automobiles aux matériels médicaux, micro-ordinateurs et lampes de bureau), a représenté plus d'un centième des achats des administrations en 1985, soit 4,5 milliards de francs. Après qu'elle ait connu des pertes en 1981 et 1982, la Cour des comptes avait critiqué son fonctionnement.

Le rôle de l'UGAP modifié sera d'élargir M. Gillette devra rationaliser les commandes publiques nationales et départementales, améliorer les délais de livraison, développer les achats aux PME et poursuivre en particulier le plan « informatique pour tous ».

« Transmanche : les écologistes penchent plutôt pour le tunnel ferroviaire » - Les écologistes français et anglais, ainsi que les associations d'usagers des transports, ont estimé, le 8 janvier, au cours d'une conférence de presse que, pour eux, le projet « France-manche » d'un tunnel sous la mer, à vocation unique, pour le transport ferroviaire, serait « le moins inacceptable » des quatre projets en compétition.

Trois associations nationales françaises - les Amis de la terre, le Mouvement national de lutte pour l'environnement, la Fédération nationale des associations d'usagers des transports - et un collectif d'associations anglaises se sont regroupés pour demander, « avant qu'il ne soit trop tard », l'ouverture d'un débat public et démocratique sur les différents projets transmanche.

## FEDUCI

Fondation pour l'Etude du Droit et des Usages du Commerce International

### LES CONTRATS INTERNATIONAUX DE CONSTRUCTION

Séminaire 27 février et 28 février 1986 (le matin)

- Préparation des réclamations
- Construction management
- Les nouveaux maîtres d'œuvre
- Dérives des conditions FIDIC
- Article 67 des conditions FIDIC (clause arbitrale)
- The construction joint venture which works
- Etude de cas : L'échec d'un groupement d'entreprises
- Garanties à première demande

## L.G.D.J.

Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence

### CONTRATS D'EXPORTATION ET DROIT ALLEMAND

Séminaire 17 et 18 avril 1986

- La conclusion du contrat avec les partenaires allemands
- Le droit allemand de la technique
- La distribution en République fédérale d'Allemagne
- Les contraintes liées au droit de la concurrence
- La concurrence déloyale en droit allemand
- La faillite de l'entreprise allemande
- La fiscalité en République fédérale d'Allemagne
- L'arbitrage dans les relations entre la France et l'Allemagne

## DROIT DE L'INFORMATIQUE

La gestion des logiciels après les lois nouvelles : propriété et commercialisation

Colloque 16 et 17 janvier 1986

- L'appropriation du logiciel
- Les logiciels dans les contrats
- La fiscalité et les règles d'import export

Inscriptions et renseignements : FEDUCI - L.G.D.J., 77, rue du Cardinal Lemoine 75005 Paris Tél. (1) 329.86.86 Télec 210 025 OGTBL 741

# SOCIAL

## La vis sans fin

(Suite de la première page.)

On est d'accord partout sur l'élargissement du temps consacré aux loisirs, mais les activités ainsi permises sont très différentes suivant les régions : les Européens donnent la priorité au bricolage, les Américains au sport et les Japonais à la culture.

Contrairement aux idées à la mode, les experts de toutes origines estiment que l'Etat exercera sur l'économie un rôle réglementaire plus puissant qu'aujourd'hui. Les dépenses sociales continueront d'augmenter, notamment du fait des retraites et des dépenses de santé, et donc aussi les prélèvements sociaux et fiscaux. Tous les experts estiment que ce sont les impôts indirects qui croîtront le plus vite.

### La bourse des... valeurs

La puissance publique verra son rôle s'amplifier, mais les différences de réglementations nationales joueront un rôle puissant dans l'établissement d'une nouvelle division internationale du travail, et la majorité des experts de toutes régions estiment que le protectionnisme se développera. Le corporatisme se portera de mieux en mieux et de nouveaux groupes de pression apparaîtront.

constitués par les chômeurs, les retraités et les contribuables.

Les systèmes de pensée et les codes de comportement dans la vie quotidienne seront de plus en plus diversifiés, sauf dans les classes moyennes. La profession et le revenu figureront toujours parmi les éléments importants de la stratification sociale, mais c'est l'évolution des valeurs qui définira le plus les groupes sociaux.

A cette... bourse des valeurs, quels seront les thèmes en déclin et en progression ? Notons d'abord que les opinions des Européens sont plus dispersées que celles des Américains et des Japonais, mais le plus frappant est l'ampleur des similitudes qui caractérisent cette évolution dans les trois régions étudiées. Les valeurs qui régressent partout sont la nation, l'autorité, le travail, les grandes causes collectives, l'efficacité et l'esprit de compétition. Le plus caractéristique est sans doute que le Japon est en tête pour prévoir le recul de valeurs qui paraissent briller aujourd'hui à leur firmament : le travail, l'efficacité et l'esprit de compétition.

Les valeurs en progression dans les trois régions ont trait pour la plupart à la qualité de la vie et à l'épanouissement personnel. Là

aussi la similitude des évolutions est frappante. Les différences, peu nombreuses, tiennent essentiellement à la religion, qui gagnerait de l'importance au Japon, alors qu'elle en perdrait beaucoup en Amérique et un peu en Europe.

Une fois sorti de ce tourbillon de repères, ce qui frappe peut-être le plus l'observateur est sans doute l'alignement du Japon sur les « motivations » socio-économiques des deux autres régions de ce monde de l'OCDE : l'Amérique du Nord et l'Europe. L'ouverture des frontières et la liberté des échanges finissent par transmettre avec les marchandises et les services - tout au moins dans les pays démocratiques - des comportements... qui réagissent ensuite sur la demande de ces produits.

Vis sans fin. Vice sans fin de l'accumulation, marqué au sceau du plus plat matérialisme ? Eh bien, non. Comme on l'a vu, les facteurs immatériels, la recherche d'aménités figurent parmi les valeurs en France. Il est vrai que l'absence de schéma de référence est à l'image de la langue d'Esope : une source prodigieuse de créativité ou, si les individus se sentent trop fragiles, une recherche éperdue d'ordre et de sécurité. La pédagogie de la liberté n'est pas livrée à domicile.

PIERRE DROUIN.

● L'avenir du système monétaire européen international. - L'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESC) organise, le mardi 14 janvier, à 12 h 30, une discussion sur « L'avenir du système monétaire international » entre M. Jean Denizet et notre collaborateur Paul Fabra, sous la présidence de M. Michel Aglietta, professeur à Paris-X et ancien administrateur de l'INSEE. La réunion aura lieu dans le bâtiment G, amphithéâtre B, de l'université de Paris-X à Nanterre.

**SCIENCE & VIE MICRO**

**SVN**

**JANVIER 86**

**ATTENTION, IL ARRIVE !**  
Tout sur le futur  
Macintosh d'Apple.  
Jusqu'où iront-ils ?

**18 F EN VENTE PARTOUT**

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### GROUPE



Réuni le lundi 6 janvier 1986 sous la présidence de Jean-Pierre Bussière, le conseil d'administration de SCREG a coopté trois administrateurs dont deux représentants de Bouygues :

- Patrick Le Lay, directeur général diversification ;  
- Olivier Poupart-Lafarge, directeur des affaires économiques et financières, et un représentant de Petrofina : Alain Wenger, en remplacement de trois administrateurs qui représentaient Petrofina.

Le conseil, à l'unanimité, a confirmé Jean-Pierre Bussière dans ses fonctions de président.

Le conseil a, dans la même séance, approuvé la proposition de son président de nommer Michel Derbesse, représentant Bouygues, directeur général SCREG.

Ces nominations correspondent à l'accord passé entre Bouygues et Petrofina en date du 27 décembre 1985, visant à la cession à Bouygues d'une partie de la participation de Petrofina dans SCREG.

Cette entrée de Bouygues dans le capital de SCREG correspond à la volonté de Bouygues de poursuivre sa politique de consolidation et de diversification de son activité dans le domaine du BTP.

L'organisation de SCREG est complétée. Elle consolide plus de quatre cents sociétés et possède des implantations dans plus de cinquante pays.

Bouygues procédera immédiatement à un audit technique et financier des différentes filiales afin de disposer rapidement de l'ensemble des informations né-

cessaires à la bonne compréhension des graves problèmes qui se posent.

A la suite de cet audit, Bouygues déterminera s'il est possible de proposer au conseil un plan de redressement qui ait l'adhésion de toutes les parties concernées, en particulier les pouvoirs publics, les banques et les actionnaires.

**INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE**

Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier

**ANTWERP NEW YORK**

**COLIERS INTENSIFS D'UNE SEMAINE ET PIERRES DE COULEUR**

Pour toutes informations :  
Beluystraat 1/7 - 2018 Antwerp  
Tél. 1 03/232.07.58 - Belgique

**CDME**

**COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE**

L'Assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 19 décembre 1985 sous la présidence de M. Bernard Clerc.

L'Assemblée a approuvé les comptes de l'exercice de CDME clos le 30 septembre 1985 qui dégagent un bénéfice net de 35,26 MF et décidé la distribution d'un dividende de 21 F (+10,50 F d'avoir fiscal) mis en paiement à partir du 23 décembre 1985.

L'Assemblée générale a également renouvelé le mandat d'administrateur de M. Patrick de Corgnot et désigné comme nouveaux administrateurs pour une durée de six années, M. Paul Avril et M. Jean-Marie Paluel-Marmont.

Après l'AGO s'est tenue une Assemblée générale extraordinaire qui a autorisé le conseil d'administration à consentir au profit de certaines catégories du personnel du groupe CDME des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société ; cette autorisation porte sur 30 000 actions nouvelles.

**aurécic**

**La Sicav en Or**

- Une gestion dynamique des valeurs mobilières rattachées à l'or pour les particuliers et les entreprises.
- Une possibilité d'entrer sans frais en apportant vos titres d'emprunt 7 % 1973.

Renseignez-vous dans la banque du Groupe CIC la plus proche de votre domicile ou écrivez à Vanina Barthélémy (DEFG) CIC, 61, rue de la Victoire, BP 207, 75482 Paris Cedex 09 Tél. (1) 42.80.93.20.

**groupe cic**



## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 31 DÉCEMBRE 1985 ALLOCUTION PRONONCÉE PAR LE PRÉSIDENT GEORGES PÉBEREAU

Mesdames, Messieurs,

Dans quelques instants, votre assemblée va être appelée à statuer sur les résolutions qui sanctionnent, au plan juridique, avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 1985, la fusion de CIT Alcatel et de Thomson Télécommunications, ainsi que l'apport à votre compagnie par Thomson CSF Téléphone et LTT de leurs activités respectives de commutation publique et de transmission. La division « téléphonie privée » de Thomson CSF Téléphone étant constituée en société et la division « câbles » de LTT apportée aux Câbles de Lyon, les deux sociétés apportées seront dissoutes. Les autres sociétés dépendant de Thomson Télécommunications gardent leur identité sociale et deviendront filiales de votre compagnie.

En contrepartie, CIT Alcatel émettra au bénéfice des actionnaires des sociétés concernées 27 448 actions portant jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1986.

Ainsi va s'achever, avec dix-huit mois d'avance sur le calendrier initial, le processus engagé en septembre 1983 par les accords passés entre la Compagnie générale d'électricité et le groupe Thomson.

Deux autres opérations sont également soumises à votre approbation. La première vise à renforcer la position de votre compagnie au sein du groupe Alcatel : dans ce but, la CGE et la Compagnie Electro-financière lui font apport respectivement de 560 000 et de 100 000 actions de la société holding Alcatel Electronique. La seconde a pour objet de donner au groupe Alcatel la pleine maîtrise de ses implantations immobilières : à cette fin, la CGE apporte à CIT Alcatel les titres de la société Tefelec, propriétaire de l'ensemble immobilier affecté aux activités industrielles de la filiale Alcatel Thomson Espace. En rémunération de ces apports, votre compagnie émettra 282 000 actions portant jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1986.

Au total, du fait de la date d'entrée en jouissance des actions nouvelles, les apports soumis aujourd'hui à votre approbation n'entraîneront pour la Compagnie aucune augmentation du nombre des actions à rémunérer au titre de l'exercice 1985.

Enfin, pour marquer la naissance du nouveau groupe et le doter d'une image qui impose sur les marchés mondiaux l'identité d'un ensemble de près de 28 milliards de chiffre d'affaires et de plus de 50 000 personnes, il vous est proposé que la compagnie adopte désormais Alcatel pour raison sociale.

La réalisation anticipée de la fusion consacre le succès des efforts que les équipes des deux groupes, réunis désormais dans Alcatel, ont consentis depuis deux ans. Je tiens ici à les en remercier.

Bien que les données définitives de l'exercice ne soient pas encore disponibles, il apparaît dès maintenant que le chiffre d'affaires devrait croître d'environ 12 % par rapport à l'an dernier, tant pour votre compagnie que pour ses filiales. En revanche, les facturations de Thomson Télécommunications, traduisant la relative faiblesse des enregistrements de commandes de 1984, connaîtront un léger recul.

Au total, en 1985, la croissance des montants de ventes cumulées et d'enregistrements de commandes du nouveau groupe devrait être comprise entre 4 et 5 %, soit de l'ordre de grandeur de l'inflation en France. Cette situation peut être considérée comme relativement satisfaisante si l'on tient compte de la stagnation du marché national, de l'évolution des parités monétaires, de l'absence des commandes de liaisons sous-marines, qui avaient exceptionnellement majoré la référence 1984, et, enfin, des incidences passagères mais inévitables de la mise en place d'une nouvelle organisation.

Les pertes importantes de Thomson Télécommunications au 30 juin 1985, qui prennent en compte les pertes intermédiaires affectées à la période couverte par l'effet rétroactif de la fusion, ont été provisionnées sur l'exercice. Mais la prise en charge de sociétés qui ont connu un tel déséquilibre de leurs comptes ne pouvait être assurée avec des chances de succès sans que soient prises les mesures de redressement nécessaires. La restructuration industrielle en cours entraîne, certes, des réductions d'emploi douloureuses, bien qu'elle soit conduite avec le souci prioritaire d'en réduire au minimum les conséquences sociales et humaines. Mais elle ne pouvait être retardée sans compromettre la rentabilité du nouveau groupe, c'est-à-dire la maintenance de son indépendance et de ses perspectives de développement.

Dans l'action ainsi entreprise, Alcatel dispose d'une expérience et d'un atout : les efforts qu'elle a consentis pour assurer le redressement de certaines de ses filiales continuant à porter leurs fruits, et il est raisonnable de penser que, grâce à leur efficacité, le résultat consolidé par action devrait augmenter en 1985, le résultat net courant de la compagnie devant, de son côté, marquer une nouvelle progression.

Si Alcatel, au terme de la fusion dont vous allez décider, peut désormais prétendre accéder au rang des principaux constructeurs mondiaux, il n'en reste pas moins que, compte tenu tant du volume de l'effort de recherche et développement à consentir que de la taille des grands compétiteurs mondiaux, son développement futur le contraint à rechercher des alliances. L'évolution du mouvement de déreglementations qui touche les grands marchés nationaux des télécommunications est trop rapide pour que toute opportunité ne soit pas examinée et saisie si elle est profitable.

C'est dans cet esprit qu'Alcatel s'est efforcé de tirer parti des possibilités offertes par l'ouverture éventuelle du marché français de la commutation publique au produit de la filiale commune de Philips et d'ATT (APT). Le protocole signé en juin dernier a défini les bases d'un accord conditionnel. La position prise récemment par les pouvoirs publics au sujet de l'introduction du système ESS-PRX permet aujourd'hui de reprendre sur ces bases la négociation d'un accord définitif. L'aboutissement en reste toutefois subordonné à deux conditions, qui ne relèvent pas de notre compagnie : l'issue favorable de l'expertise entreprise par les PTT sur ESS-PRX et la conclusion d'un accord industriel entre APT et CGCT, dont les moyens serviraient à assurer la production de ce système.

Tel qu'il est prévu par le protocole d'intention, l'accord projeté est intéressant pour le groupe. En matière de faisceaux hertziens civils, il lui fait franchir un seuil décisif : la constitution, sous le leadership d'Alcatel, d'une filiale commune avec ATT et Philips le hissera, en effet, dans ce domaine, au premier rang mondial aux côtés de NEC. L'accord s'inscrit ainsi dans la ligne qui a conduit à la constitution de filiales communes avec Fairchild dans un secteur technologiquement très proche, celui des stations terriennes de télécommunications par satellites. Dans un domaine limité mais stratégique, il représente donc un atout irremplaçable.

En commutation publique, il ne règle pas les problèmes de taille et de croissance qu'Alcatel doit résoudre, mais il doit lui permettre de gagner un temps précieux dans la poursuite de son objectif de pénétration du marché américain. Pour le reste, ATT demeure un des principaux concurrents de notre groupe, qui conserve son entière indépendance technologique et commerciale, et reste totalement libre de ses alliances.

C'est dire l'importance des coopérations que le groupe a engagées avec différents partenaires, en particulier européens. Les accords conclus avec Siemens, Plessey et Italtel pour l'étude des prochaines générations de systèmes de commutation publique destinés aux futurs réseaux numériques à intégration de service se développent favorablement et viennent de faire l'objet d'une nouvelle extension. Alcatel s'est également associé à l'effort européen en participant tant au projet Race qu'au projet Euraksa. De même, les accords passés par la Compagnie générale d'électricité avec la Société générale de Belgique ouvrent à notre compagnie d'intéressantes perspectives de développements en commun.

Alcatel franchit aujourd'hui une nouvelle étape de sa croissance. Portée par le remarquable effort de développement entrepris par l'administration française des PTT, votre compagnie a su, au cours des deux dernières décennies, acquiescer son indépendance technologique et démontrer sa compétitivité à l'échelle mondiale. Au moment où, la France ayant comblé le retard de son équipement en télécommunications, le marché national cesse de croître et alors que d'autres européens, avec deux ans de décalage, s'orientent à leur tour dans la voie des regroupements, la fusion aujourd'hui accomplie de CIT Alcatel et de Thomson Télécommunications fait du nouveau groupe, par sa dimension, un partenaire majeur au plan mondial.

Il importe désormais qu'Alcatel se donne les moyens de faire face aux perspectives qui s'ouvrent à lui. Telle est la raison pour laquelle votre conseil d'administration a décidé de vous convoquer à nouveau le 23 janvier prochain en assemblée générale extraordinaire pour soumettre à votre approbation le principe d'un renforcement de ses capitaux permanents par l'émission d'un emprunt en obligations convertibles.

Alcatel sera alors en mesure, grâce à la compétence et au dévouement de tous ses collaborateurs, mais aussi à la confiance que vous n'avez jamais cessé de manifester dans son avenir, de poursuivre avec succès le double objectif de rentabilité et de croissance qui n'a cessé d'être le sien.



مکان العمل







# Le Monde

## En Afrique du Sud

### LES RESTRICTIONS COMMERCIALES FRANÇAISES RESTENT MODÉRÉES

La France qui se veut « à la tête de la croisade » lancée par les pays occidentaux contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud, comme l'a rappelé M. Laurent Fabius le 8 janvier dans l'émission « L'heure de vérité », est le premier pays de la Communauté européenne à avoir appliqué les recommandations décidées, en septembre dernier, par les ministres des affaires étrangères de la CEE.

Le décret, adopté en conseil des ministres le 8 janvier, concrétise des mesures restrictives à « l'importation, l'exportation et la réexportation de certaines marchandises à destination ou en provenance de l'Afrique du Sud », qui demeurent modérées. Les achats stratégiques d'uranium sud-africain, qui ont représenté 12 milliards de francs sur les 5,95 milliards d'importations françaises en 1984, ne sont pas touchés. Mais il s'agit de compléter la panoplie de mesures adoptées depuis l'été dernier : rappel de l'ambassadeur de France à Pretoria le 24 juillet, suspension des investissements français, dépôt devant le Conseil de sécurité de l'ONU d'un projet de résolution condamnant la politique d'apartheid, annonce le 13 novembre par M. Fabius du non-renouvellement des contrats charbonniers entre la France et l'Afrique du Sud.

Les recommandations arrêtées dans le cadre de la CEE, et qui n'ont pas de caractère contraignant, prévoyaient pour leur part un embargo sur les ventes d'armes, l'interdiction de nouveaux contrats dans le domaine nucléaire — mais ceux en cours seront respectés, — l'arrêt des ventes de pétrole et de « matériel sensible » destiné à l'armée ou à la police sud-africaine.

Au total, pourtant, les décisions françaises ne gênent qu'une poignée de grandes entreprises encore présentes sur le marché sud-africain, comme Total, l'Air liquide, Merlin Gerin, CGEE-Alsthom, pour l'appareillage électrique, ou Rhône-Poulenc pour les produits chimiques. Certaines ont déjà amorcé un retrait de ce pays en crise, dont Peugeot et Renault pour des raisons purement conjoncturelles, les difficultés de l'économie sud-africaine ayant durement frappé le secteur automobile. Mais, pour le moment, les plus inquiètes sont sans doute les milieux bancaires. Quelques vingt-trois banques françaises sont engagées, pour près de 3 milliards de dollars, dans un pays qui a unilatéralement décrété un moratoire sur le règlement d'une dette évaluée à 24 milliards de dollars.

### RELÈVEMENT DES TAUX D'INTÉRÊT EN GRANDE-BRETAGNE

A l'initiative de la Banque d'Angleterre, qui a relevé de deux points son taux d'intervention, le portant à 12,5 %, les banques britanniques ont relevé leur taux de base à 12,5 %, contre 11,5 %, niveau auquel il était fixé depuis juillet dernier. Cette décision a été prise pour maintenir la baisse du prix du pétrole qui affecte son statut de « pétromonnaie », appuyée en grande partie sur les revenus des gisements de la mer du Nord.

D'autre part, le gouvernement a voulu réagir à l'augmentation des crédits bancaires, jugée trop rapide, et de nature à relancer l'inflation. Ce double souci a prévalu sur l'intérêt du patronat britannique, qui déplore ce relèvement du taux d'intérêt, de nature à alourdir ses charges.

### Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
Nantes-Saint-Nazaire (94,8)  
à Limoges (102,1 MHz)  
à Toulouse (88,6 MHz)

### JEUDI 9 JANVIER

« Le Monde » reçoit  
**Régine Deforges**  
éditeur-écrivain  
avec PHILIPPE BOUCHER

### VENREDI 10 JANVIER

**Bernard-Henry Lévy**  
sera face au « Monde »  
avec THOMAS FERENCZI  
et LAURENCE PIVOT

## La crise de l'étain entre dans sa douzième semaine

- Menace de poursuites judiciaires à Londres
- Fermeture de mines en Malaisie
- Retour au lavage manuel en Indonésie

La crise de l'étain entre, ce jeudi 9 janvier, dans sa douzième semaine, et l'on observe un durcissement des positions en présence. Ainsi la firme de courtage Gerald Metals a, le 8 janvier, menacé le Conseil international de l'étain (CIE) de poursuites judiciaires s'il ne prenait pas des mesures rapides pour sortir de cette crise qui affecte le marché du métal blanc depuis la suspension des cotations, à Londres, le jeudi 24 octobre.

Selon M. Ralph Kestenbaum, codirecteur général de Gerald Metals, l'un des deux auteurs du dernier plan de sauvetage (avec M. Peter Graham, vice-président de la Standard Chartered Bank), les deux groupes créditeurs du CIE, les banquiers et les courtiers, qui ont accepté le principe de sa proposition, attendent une réponse rapide du conseil lors de sa réunion du 14 janvier. « La seule alternative est le recours à la justice », a-t-il souligné.

M. Kestenbaum a précisé que certains membres du conseil, dont la

France et la RFA, avaient refusé d'entrer dans des négociations tant que la question de la répartition des engagements financiers de la part de l'ensemble des créanciers n'était pas résolue. Selon la nouvelle proposition, il s'agit de contribuer au financement d'une nouvelle société, Newco, qui reprendrait les stocks d'étain du CIE (85 000 tonnes) et les écoulait progressivement sur le marché durant les trois prochaines années (les cours tombaient de 8 140 livres la tonne à 6 000 livres environ). La proposition chiffre à 200 millions de livres la contribution des vingt-deux membres du conseil, contre 70 millions de livres pour les banquiers et les courtiers.

Cette proposition a reçu un accueil favorable de la part du gouvernement britannique, qui redoute les effets de la crise de l'étain sur l'ensemble de la City — l'activité de la Bourse des métaux de Londres a déjà diminué d'environ 50 % — et de certains pays producteurs. Ainsi plus de cinq mille ouvriers des mines d'étain de Malaisie, la plupart

situées dans l'état riche en métal de Perak, ont perdu leur emploi du fait de la poursuite de la crise. Selon M. Hew See Tong, vice-président de la All Malaya Chinese Association, cent soixante-dix mines ont été fermées, dont quelques-unes définitivement, alors que d'autres ne fonctionnent qu'à moitié de leur capacité.

L'association va d'ailleurs mettre en place une société, Times Corporation, dont les opérations débuteront le mois prochain, pour commercialiser l'étain.

En Indonésie, la compagnie nationale pour l'extraction de l'étain, Tambang Timah, a renoué avec la méthode traditionnelle du lavage à la batée pour réduire les coûts de production et éviter de licencier des employés. Selon le directeur de la compagnie, M. Sujatmiko, cette méthode manuelle de lavage du minerai a été remise en service sur deux sites d'exploitation depuis le 20 décembre, alors que les dragues sont arrêtées depuis le début de la crise de l'étain. — (AFP)

## En Belgique

### ASSASSINAT D'UN MARCHAND D'ARMES

Bruxelles. — Le cadavre d'un ingénieur commercial de la Fabrique nationale (FN) d'armement de Herstal, près de Liège, a été découvert mardi 8 janvier, criblé de balles dans sa voiture, sur une bretelle de l'autoroute Bruxelles-Namur.

Selon les enquêteurs, M. Jean Menez-Pixal, trente-trois ans, a été abattu de six balles — quatre dans la tête et deux dans la poitrine — tirées à bout portant.

Né en 1952 à Madrid, il était de nationalité belge et vivait à Overijse, banlieue résidentielle à l'est de Bruxelles, à quelques kilomètres de l'endroit où a été découvert le véhicule. Il était marié et père de deux enfants.

Selon la FN, la victime travaillait comme ingénieur commercial dans la branche « défense et sécurité » de la société. Cette branche s'occupe plus particulièrement des armes et munitions de guerre et représentait en 1982 quelque 10 milliards de FB (200 millions de dollars), soit 38 % du chiffre d'affaires de la FN.

Les principaux clients de la Fabrique nationale sont les pays en voie de développement. Les pays de l'OTAN arrivent en fin de liste des clients même si les forces de l'Alliance atlantique ont adopté le système FN en calibre 5,56 mm (carabine, mitrailleuse et munitions). — (AFP)

## En Tunisie

### LA POLICE A FAIT ÉVACUER LES GRÉVISTES DE LA FAIM

(De notre correspondant.)

Tunis. — La police a fait évacuer, mercredi 8 janvier, les dix-sept syndicalistes qui observaient depuis une semaine une grève de la faim au siège de la centrale pour protester contre la non-réintégration dans leur emploi d'environ quatre cents travailleurs licenciés, selon eux, pour leurs activités syndicales (le Monde du 7 janvier).

Quelques heures auparavant, le bureau exécutif de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens), qui avait transporté son siège dans un autre local depuis le début de la grève, avait exprimé, dans un communiqué, son soutien à « cette forme de lutte pacifique ».

La crise syndicale que connaît la Tunisie depuis plusieurs mois est donc encore loin d'être réglée, en dépit de l'accord conclu le 4 décembre, dont les autorités, à l'évidence, n'ont pas observé certaines clauses, notamment celles relatives à la réintégration des travailleurs licenciés et à la libération des syndicalistes arrêtés. Devant cette situation, la tendance est au durcissement dans les rangs de l'UGTT, y compris au sein de la direction, qui a accepté d'évincer M. Habib Achour, aujourd'hui incarcéré, du secrétariat général sans être payé de retour.

La rencontre entre les membres du bureau exécutif de la centrale et les représentants du gouvernement prévue pour ce jeudi pourrait constituer l'ultime chance de débloquer une solution.

M. D.

Le numéro du « Monde » daté 9 janvier 1986 a été tiré à 460 110 exemplaires

## LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

### L'opposition n'exclut pas un « débat de fond » sur la flexibilité

Après la majorité socialiste, c'est au tour de l'opposition d'être embourbée par le maintien du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. Deux thèses sont en présence qui pourraient se traduire par des attitudes diamétralement différentes à l'occasion du prochain débat au Sénat et même à l'Assemblée nationale, convoqués en session extraordinaire, et qui se réunissent à partir de jeudi après-midi 9 janvier.

D'un côté, il y a les « gogues-nards » conduits par M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au palais du Luxembourg. Ils ont l'intention de renouer avec la tactique du silence qui avait si bien réussi aux députés de droite, heureux d'assister à un régime de chambre entre les communistes et les socialistes. De l'autre côté, on trouve les volontaires pour un « débat de fond », décidés à présenter une « solution alternative » au texte proposé par le gouvernement. Ils sont emmenés par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission sénatoriale des affaires sociales, et par M. Jean-Pierre Soisson, qui, au nom de l'UDF, devrait s'exprimer en ce sens, ce 9 janvier, à la tribune du Sénat. Mais qui dit « débat de fond », dit, le plus souvent, débat long, sinon procédures de retardement.

Qui l'emportera ? Il est peu probable que la conférence des présidents, réunie jeudi matin, permette de trancher, pas plus que les premières auditions de la commission, dont celle de M. Michel Delebarre, ministre du travail, prévues pour l'après-midi. Toutefois, M. Jean-Pierre Fourcade serait en passe de devenir minoritaire parmi les siens, et le RPR, à l'Assemblée, se suffirait d'une déclaration unanime politique évitant ainsi le fond.

Tout comme le gouvernement quand il a décidé de la convocation du Parlement, l'opposition doit maintenant opter entre des inconvénients. Si le débat tourne court, la navette entre les deux Chambres s'accélère, et le pouvoir socialiste peut, en pleine période électorale, paresser. Son texte adopté, il peut le promulguer et ainsi obliger la future majorité d'après mars 1986 « à se découvrir » pour démanteler ce qui a été acquis par la loi. « Dans ce cas, dit-on au ministère du travail, la droite devra affronter l'opinion, les syndicats et annoncer clairement ses intentions en matière de déréglementation. » Cette solution, outre qu'elle déplairait au CNPP, pour lequel « la situation actuelle — avec des accords d'entreprise dérogatoires — est meilleure que celle qui sera créée par le projet de loi », ne convient guère à l'opposition pour plusieurs raisons. Les sénateurs ne peuvent refuser un débat aussi

essentiel à l'approche de la campagne électorale. Se taire, ce serait avouer, soit son peu d'intérêt pour un sujet majeur, soit admettre que le programme de l'opposition n'est pas précis sur ce point. Enfin, et cela est surtout vrai pour le RPR, cela reviendrait à craindre une éventuelle faiblesse de l'argumentation des sénateurs.

A l'inverse, si le débat se prolonge, voire s'éternise, jusqu'à la veille de l'élection, l'opposition apporte de fait son soutien à la manœuvre de retardement des communistes. Certes, elle y gagne l'occasion de présenter longuement son propre projet, mais elle se prête aussi au jeu de M. Michel Delebarre, qui peut en profiter pour exposer ses arguments et, pourquoi pas, marquer des points.

Difficile, la voie du débat au fond laisserait cependant l'opposition libre de ses mouvements pour les lendemains électoraux. Cela permettrait, dit-on encore, de relancer la négociation contractuelle entre partenaires sociaux puis, l'accord étant intervenu, de légiférer. C'est sur ce thème que M. Jean-Pierre Soisson souhaite intervenir à l'Assemblée nationale de Sappuyant sur le protocole d'accord de décembre 1984, que les partenaires sociaux ont finalement refusé, il expliquerait ses divergences sur les modalités (l'accord d'entreprise devrait être possible en l'absence d'accord de branche, la réduction du temps de travail ne devrait pas être affichée).

« Déréglementation », répliquerait alors le ministre du travail, qui, pourtant, pourrait être amené à lâcher du lest, ne serait-ce que pour ne pas être privé d'une chance d'en découdre avec ses adversaires politiques.

### ALAIN LEBEAUME.

• M. Leroy : « la vérité absente ». — « Froid, cynique, souriant sur commande, le premier ministre était hier soir à l'image de sa politique, une politique qui préfère la Bourse à la vie », écrit Roland Leroy dans l'édition de l'Humanité de ce jeudi 9 janvier. Selon lui, « l'invité annoncé n'était pas là, la vérité était absente ».

## Sur le vif

### Bravo Fabius

Vous avez lu *Que le meilleur perde*, le bouquin de Frédéric Bon et de Michel-Antoine Burnier ? C'est d'un rigolo ! Moi, c'est pas compliqué, je l'ai sorti de mon sac ce matin dans le métro en venant du journal et je me suis tellement bidonné que j'ai raté ma station. L'air idée ? Elle est d'une grandiose simplicité, bête comme chou. C'est vrai, pourquoi est-ce que nous, les ploucs, on ne comprend rien aux déclarations, aux prises de position bizarres, contradictoires de nos politiciens ? Parce qu'on ne connaît pas les règles du jeu. On pense sottement que leur ambition c'est de gagner les élections et de reprendre ou de garder le pouvoir. C'est pas ça du tout. Ils font semblant. En réalité, ce qu'ils veulent, c'est la débécie, pas la victoire. Les partis ne prospèrent que dans l'opposition. Témoignage le dégringolade du PS depuis cinq ans.

A partir de là, nos deux lascars donnent, sous forme de manuel, d'excellents conseils sur la meilleure manière de céder sa place à l'adversaire : Giscard en 1981. De réussir une dévotion manquée : Mauroy et Delors. D'être pris en flagrant délit de mensonge, je ne vous dis pas qu'il faudrait citer trop de monde. De faire le maréchal. De s'entourer de vieux croutons. De se brouiller avec la presse et de

s'arranger pour qu'un banal fait divers tourne au scandale. A ce jeu de qui perd gagne, le grand battant depuis quelques mois, le champion toutes catégories, c'était Fafu. L'affaire Gerspasca, un sans-faute. Le débat avec Chirac, un modèle. Et le trouble ressenti devant les caméras de la télé à la veille de la visite de Jaruzelski, un coup de génie, d'une audace, d'une originalité sans précédent.

Et puis là, hier soir à « l'heure de vérité », la catastrophe. Je ne sais pas qui lui a conseillé de troquer son costume clair contre un trois pièces sombre et sobre, de reconnaître ses erreurs, de paraître tout à fait décidé, convaincu, dévoué au patron, content mais pas fier de ses résultats, ému par l'assassinat de son copain, Ca, il peut lui dire merci, Fabius. Et bravo ! Les résultats ont été spectaculaires, immédiats. Il a fait, en cours d'émission, un de ces bonds dans les sondages ! Un truc à se casser la gueule. A se retrouver député et même, qui sait, ministre en mars 1986. Va falloir rectifier le tir vite fait. Attention ! Gare à l'opposition. A deux mois des élections, elle se défend de mieux en mieux contre la tentation d'une victoire désastreuse.

CLAUDE SARRAUTE.

## L'ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT DE JACQUES PERROT

### Il n'y a pas que la piste Boutboul...

Les parents de l'avocat Jacques Perrot, assassiné à Paris le 27 décembre, se sont portés partie civile, mercredi 8 janvier, par l'intermédiaire de leurs avocats, M<sup>rs</sup> Jean-Denis Bredin et Marie-Gallot-Le Lorier. Les enquêteurs de la brigade criminelle continuent, sur commission rogatoire du juge d'instruction Alain Verheene, à entendre de nombreux témoins.

Ils ne travaillent pas sur une seule piste — comme la publicité donnée aux affaires de M<sup>rs</sup> Elisabeth Comte-Boutboul pourrait le laisser entendre

— mais s'intéressent de manière systématique à toutes les relations personnelles et professionnelles de l'avocat. Ainsi les enquêteurs ont-ils découvert dans les affaires personnelles de Jacques Perrot une lettre de menaces, anonyme, semble-t-il.

Les policiers ne semblent pas accorder grande importance à ce document, dont l'incohérence donne à penser qu'il émane plus d'un déséquilibré que d'une personne ayant véritablement voulu profiter des menaces sérieuses.

## Mort de l'écrivain mexicain Juan Rulfo

L'écrivain mexicain Juan Rulfo, considéré comme l'un des créateurs du « réalisme magique » latino-américain, est mort, mercredi 8 janvier, à Mexico, laissant une œuvre qui, bien que peu abondante, a fait de lui un précurseur du roman latino-américain moderne. Il était âgé de soixante-sept ans.

Né le 16 mai 1918, à Sayula, dans l'Etat de Jalisco, Juan Rulfo — dont le nom complet était Juan Nepomuceno Carlos Perez Rulfo Viscaino — avait vécu son enfance dans une région où faisaient rage les combats entre « cristeros », insurgés au nom du « Christ roi », et les milices du régime issu de la Révolution. Après des études à l'université de Guadalajara, il partit pour Mexico en 1933 — il avait quinze ans — où il mena une vie errante, avec des emplois de fortune avant d'obtenir une place dans les services de l'immigration, un emploi de bureau obscur qu'il occupa pendant dix ans. Après la guerre, il entra au département de publicité pour le caoutchouc Goodrich où il resta jusqu'en 1954. Il fit partie ensuite d'une commission créée pour promouvoir un programme d'irrigation près de Veracruz. A partir de 1955, il travailla à l'Institut indigéniste, organisation chargée de protéger et d'intégrer les communautés primitives indiennes.

Ces expériences firent de lui un connaisseur hors pair du terroir mexicain et des hommes du peuple.

Il commença à écrire vers 1940, et sa première nouvelle, *la Vida no es seria en sus cosas* (Il ne faut pas prendre la vie au sérieux), parut en 1942 dans une revue. Puis en 1945 il publia *No han dado la tierra* (La Terre qu'on nous a donnée). En 1950, il fit paraître *le Lano en flammes*, quinze courts récits sur la vie rurale mexicaine. Deux années plus tard, Juan Rulfo publia son célèbre *Pedro Paramo*, un grand roman sur la Révolution mexicaine qui fut traduit en cinquante langues.

Une œuvre violente et colorée qui baigne dans un halo d'irréalité où s'entremêlent les épisodes et les époques et qui, au-delà de la fresque sociologique, fut considérée comme voisine de celle de Borges.

Découvert par Roger Caillois, *Pedro Paramo* a été publié en français dans la collection la « Croix du Sud », chez Gallimard en 1959, tandis que *le Lano en flammes* paraissait dans la collection des « Lettres nouvelles » de Maurice Nadeau, chez Denoël en 1966.

A propos de Rulfo, le poète mexicain Octavio Paz a écrit : « La réalité se reconnaît dans les imaginations des poètes, les poètes reconnaissent leurs images dans la réalité ».

Une nouvelle inédite : *le Jour du tremblement de terre*, avait paru dans le Monde du 28-29 octobre 1984.

N. Z.

## Le Rallye Paris-Dakar

### BACOU CASSÉ

Grand favori du Rallye Paris-Dakar, Serge Bacou a été victime d'une grave chute le 8 janvier au cours de la « spéciale » d'Ivrouane. A 90 km du départ de Tananarive, sa Yamaha 600 Ténéré, qui occupait la tête du classement général est tombée en franchissant un oued où sont également tombés Hubert Auriol (Cagiva) et Gaston Rabier (BMW).

Victime d'une fracture du fémur, Serge Bacou a été rapatrié sur Paris, où la première place du classement général sera attribuée à Cyril Neven (Honda). Pour les autos, l'étape est revenue à l'équipage Meige-Lemoine (Porsche), qui en a profité pour prendre la tête du classement général à Gabreau-Pipat (Range Rover).

**LATREILLE**  
SPECIALISTE DES PRES BEAU VÉTÉMENT  
**SOLDES ANNUELS DERNIERS JOURS**  
62 rue St André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
Tel : 43.29.44.10  
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

A B C D E F G

**GUIDE DES IMPRIMANTES**  
180 modèles de 1 300 F à 15 000 F  
**L'ORDINATEUR L'INDIVIDUEL**  
25 films, votre marchand de journaux

**SCIENCE & VIE MICRO**  
**SVM**  
JANVIER 86

**LE SAVOIR VIVRE MICRO**  
Toute l'actualité de la micro-informatique, les bancs d'essai de nouveaux matériels et logiciels, des programmes inédits, des informations pratiques sur tout ce qui communique, c'est chaque mois dans SVM.  
**18 F EN VENTE PARTOUT**

مكتبة المنهج